



réinventons / notre métier

Rapport Financier Semestriel /

30 juin 2010

SOMMAIRE

I Rapport d'Activité.....

II Etats financiers consolidés.....

**III Attestation du responsable du Rapport Financier
Semestriel.....**

**IV Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle.....**



Rapport d'Activité / 30 Juin 2010



Avertissements relatifs à l'utilisation de soldes intermédiaires de gestion et à la mention de prévisions

Ce rapport d'activité fait référence à certains termes qui sont utilisés par AXA dans le cadre de l'analyse de son activité et qui peuvent donc ne pas être comparables avec ceux employés par d'autres sociétés. Ces termes sont définis dans un glossaire figurant à la fin du rapport.

Certaines déclarations figurant ci-après contiennent des prévisions qui portent notamment sur des événements futurs, des tendances, projets ou objectifs. Ces prévisions comportent par nature des risques et des incertitudes, identifiés ou non. Prière de se référer au Document de Référence du Groupe, pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 afin d'obtenir une description de certains facteurs, risques et incertitudes importants, susceptibles d'influer sur les activités d'AXA. AXA ne s'engage d'aucune façon à publier une mise à jour ou une révision de ces prévisions, que ce soit pour refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou toute autre circonstance.

Avertissements relatifs à l'utilisation de soldes intermédiaires de gestion et à la mention de prévisions.....	2
Les conditions de marché au premier semestre 2010	3
Evénements significatifs	5
Evénements postérieurs à la clôture du 30 juin 2010	9
Résultats consolidés	10
Vie, Epargne, Retraite.....	20
Domages	42
Assurance Internationale.....	59
Gestion d'actifs	62
Banques.....	67
Holdings et autres	70
Perspectives.....	73
Glossaire	74

Les conditions de marché au premier semestre 2010

Le rebond économique amorcé au second semestre 2009 s'est confirmé au cours du premier semestre 2010.

Les pays émergents ont tiré la reprise mondiale au cours du premier trimestre, et le niveau de production industrielle est d'ores et déjà supérieur à celui qui prévalait avant la récession. Néanmoins, on note un ralentissement de l'activité industrielle au mois de juin. En général, avec la fermeture de l'« output gap » et des politiques économiques accommodantes depuis la crise, les tensions inflationnistes ont commencé à se matérialiser. Certaines banques centrales des pays émergents ont commencé ou devraient poursuivre le resserrement de leurs conditions monétaires, initié au début d'année.

Au sein des économies développées, sur fond d'absence de risque inflationniste, les politiques monétaires sont restées accommodantes, les principales banques centrales ayant gardé leurs taux d'intérêts inchangés. Les incertitudes quant à la soutenabilité des niveaux des dettes européennes ont conduit l'Europe à mettre en place un programme de financement de 750 milliards d'euros, qui peut être utilisé en cas de besoin par un ou plusieurs pays de la zone, en complément d'un plan de soutien financier, annoncé au premier trimestre, à la Grèce, conjointement avec le FMI. De plus, les gouvernements européens ont annoncé des mesures de réduction budgétaire supplémentaires.

Dans les économies développées, les indicateurs économiques ont continué de s'améliorer au début du deuxième trimestre, puis ont montré des signes d'essoufflement.

Aux Etats-Unis, passé l'effet des crédits d'impôts aux primo-accédants, le secteur immobilier résidentiel s'est retourné à la baisse, annulant le début de reprise insufflé par le plan de relance. Les créations d'emploi dans le secteur privé sont toujours modestes, tandis que le contrecoup des embauches temporaires passées dans les services publics, pour le recensement, a tiré l'emploi total non agricole à la baisse. L'indice ISM manufacturier, qui avait atteint en avril un plus haut niveau depuis près de six ans, au dessus de 60, a ralenti, reculant les deux mois suivants pour atteindre 56,2 en juin.

En Europe, si les indicateurs de conjoncture ont encore crû au mois d'avril, ils ont ensuite commencé à baisser, notamment l'indice de production manufacturière (PMI). Les données de vente en détail montrent également que la consommation européenne faiblit, reculant de 0,4% en mai.

Dans ce contexte d'incertitudes sur les perspectives économiques, les marchés financiers ont été négativement impactés à la fin du deuxième trimestre 2010.

MARCHES DES ACTIONS

Après la surperformance des actions américaines et japonaises sur l'indice mondial du début de l'année, les actions ont été malmenées au second trimestre. Mais ce sont surtout les actions européennes qui ont pâti de la crainte des marchés quant à la soutenabilité du niveau des dettes publiques européennes.

Sur le premier semestre 2010, le Dow Jones à New York s'est déprécié de 6% tandis qu'au Japon, le Nikkei a chuté de 11%. Le FTSE à Londres s'est déprécié de 9% et le S&P 500 a perdu 8% au premier semestre 2010. De même, le CAC 40 a baissé de 13%. L'indice MSCI World baisse de 11%. Les indices émergents sont également en baisse (MSCI Emerging baisse de 7%) alors que le MSCI G7 baisse de 10% sur le premier semestre en monnaie constante. L'indice de volatilité implicite du S&P 500 est passé de 21,68% à 34,54% entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010.

MARCHES OBLIGATAIRES

Les taux des emprunts d'Etat à long terme des économies développées baissent au premier semestre 2010. Le taux à 10 ans américain termine le semestre à 2,94% en baisse de 90 points de base (pdb) par rapport au 31 décembre 2009 et le rendement du Bund à 10 ans baisse de 81 pdb à 2,57%. Les spreads des dettes publiques européennes se sont écartés par rapport à la dette publique allemande, atteignant de nouveaux sommets pour la Grèce, le Portugal, l'Irlande et l'Espagne.

En Europe, l'iTRAXX Main s'est écarté de 56 pdb et est passé de 73 pdb à 129 pdb, alors que l'iTRAXX Crossover a augmenté de 145 pdb à 576 pdb. Aux Etats-Unis, l'indice CDX main a augmenté de 86 pdb à 123 pdb entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010.

TAUX DE CHANGE

Dans un tel contexte européen mouvementé, l'euro n'a pas été épargné, atteignant un plus bas à 1,19 le 7 juin face au dollar américain, soit son plus faible niveau depuis plus de 4 ans.

Ainsi, par rapport au 31 décembre 2009, le dollar américain gagne 15% contre l'euro, le taux de clôture passant de 1,43 dollar au 31 décembre 2009 à 1,22 dollar au 30 juin 2010. Le yen gagne 17% contre l'euro, le taux de clôture passant de 131,3 yens au 31 décembre 2009 à 108,4 yens à la fin juin 2010. La livre sterling gagne 8% face à l'euro, le taux de clôture passant de 0,888 livre sterling à la fin de l'année 2009 à 0,818 livre sterling à la fin juin 2010. Le franc suisse progresse de 11% face à l'euro, le taux de clôture passant de 1,48 franc suisse au 31 décembre 2009 à 1,32 à la fin de juin 2010.

Sur la base de taux de change moyen, le dollar américain reste stable face à l'euro (de 1,34 dollar au premier semestre 2009 à 1,33 dollar au premier semestre 2010). Le yen perd 4% contre l'euro (de 125,5 yens sur les six mois finissant le 31 mars 2009, taux utilisé pour les comptes semestriels 2009, à 129,2 yens sur les six mois finissant le 31 mars 2010, taux utilisé pour les comptes semestriels 2010). La livre sterling augmente de 3% (de 0,895 livre sterling au premier semestre 2009 à 0,870 livre sterling au premier semestre 2010). Quant au franc suisse, il gagne 5% contre l'euro (de 1,51 franc suisse au premier semestre 2009 à 1,44 franc suisse au premier semestre 2010).

Evénements significatifs

Principales acquisitions

Le 18 décembre 2009, AXA a annoncé le renforcement de sa position en Europe centrale et de l'Est à travers le rachat des intérêts minoritaires détenus par la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) pour un montant de 147 millions d'euros¹ (environ 0,9x l'« Embedded Value »). Cette transaction a été financée en utilisant les ressources internes d'AXA. Suite à l'approbation des régulateurs locaux, cette transaction a été finalisée au premier semestre 2010 pour la Hongrie et la République Tchèque. Quant à la Pologne, la finalisation a eu lieu le 19 juillet 2010.

Le 15 janvier 2010, AXA a annoncé l'acquisition d'**Omniasig Life**. Cette opération, qui permet à AXA d'entrer sur le marché roumain de l'assurance vie, s'inscrit dans la stratégie du Groupe visant à accélérer le développement de ses activités dans les marchés émergents, notamment ceux d'Europe Centrale et de l'Est. Créée en 1997, Omniasig Life s'est spécialisée dans la vente de produits de prévoyance, pour un volume de primes de 12 millions d'euros en 2008, à travers son réseau de 1 400 agents. Omniasig Life se classe au 10^{ème} rang sur le marché de l'assurance vie roumain, avec détient 2,55% de part de marché. Cette transaction a été finalisée le 6 juillet 2010.

Le 10 février 2010, AXA et **Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS)** ont annoncé l'extension de leur accord de bancassurance en Italie aux 1 000 agences de **Banca Antonveneta**, qui a été rachetée par BMPS, pour un montant de 240 millions d'euros versé par AXA. La joint-venture AXA MPS porte ainsi son réseau de 2 000 agences actuellement à 3 000 au total, avec 1,6 million de clients potentiels supplémentaires.

Le 9 juin 2010, AXA Investment Managers, Barr Rosenberg et Kenneth Reid (cofondateurs d'AXA Rosenberg) ont annoncé la conclusion d'un accord aux termes duquel AXA Investment Managers rachètera la participation restante de 25% dans le capital d'AXA Rosenberg auprès de Barr Rosenberg et Kenneth Reid.

Le 8 novembre 2009, AXA a annoncé une offre conjointe avec AMP par laquelle AXA a proposé d'acquérir 100% des activités en Asie d'AXA APH et AMP, 100% des activités en Australie et Nouvelle-Zélande conclue dans un accord d'exclusivité. Par rapport au cours de clôture de l'action AXA APH, le 5 novembre 2009, cette offre représentait une prime de 31% pour les actionnaires d'AXA APH. Sous les conditions de cette offre, le prix net en numéraire payé par AXA aurait été de 1,8 milliards de dollars australiens (ou 1,1 milliards d'euros).

Le 9 novembre 2009, le comité d'administrateurs indépendants d'AXA APH a rejeté cette offre conjointe.

Le 13 décembre 2009, AXA a annoncé qu'une offre révisée à la hausse et finale a été conjointement soumise par AXA et AMP au comité des administrateurs indépendants d'AXA APH. Par rapport au cours de clôture de l'action AXA APH, le 5 novembre 2009, cette offre représente une prime de 53% et une amélioration de 16% par rapport à l'offre initiale du 8 novembre 2009. Sous les conditions de cette nouvelle offre, le prix net en numéraire payé par AXA aurait été de 2,2 milliards de dollars australiens (ou 1,4 milliards d'euros).

Le 17 décembre 2009, ledit comité des administrateurs indépendants a rejeté l'offre révisée. A cette même date, AXA a pris acte de l'offre faite par National Australia Bank Limited (NAB), qui avait été recommandée par le comité des administrateurs indépendants d'AXA APH. D'après les conditions rendues publiques par NAB, l'offre faite par NAB et soumise à l'approbation d'AXA, représentait une prime de 58% pour les actionnaires d'AXA APH par rapport au cours de clôture de l'action AXA APH, le 5 novembre 2009. Pour AXA, cette offre est comparable à l'offre révisée faite par AXA/AMP.

Le 30 mars 2010, AXA a conclu à un accord avec NAB et AXA APH, selon lequel NAB achèterait les actions d'AXA dans AXA APH pour 7,2 milliards de dollars australiens en numéraire et AXA acquerrait auprès de NAB 100% des activités asiatiques d'AXA APH pour 9,4 milliards de dollars australiens en numéraire. AXA paierait un montant équivalent à celui qu'AXA aurait payé dans la précédente offre conjointe formulée avec AMP, le 13 décembre 2009. Cette transaction est soumise à certaines obligations et conditions usuelles préalablement au vote des actionnaires minoritaires d'AXA APH sur l'opération. Les principales autorisations ou absence d'objections devront être obtenues de l'autorité de la concurrence australienne (ACCC) et d'autres autorités réglementaires australiennes et néo-zélandaises ainsi qu'asiatiques.

¹ Sur la base de taux de change au 5 décembre 2009.

Le 19 avril 2010, AXA a pris acte de la décision de l'autorité de la concurrence australienne (« ACCC ») de s'opposer à l'offre de NAB pour l'acquisition d'AXA APH et de ne pas s'opposer à toute offre d'acquisition de la part d'AMP. AXA a également pris note de l'annonce par NAB d'une revue de la décision de l'ACCC et de l'annonce d'AMP indiquant le maintien de son intérêt pour une transaction potentielle avec AXA APH.

Le 1 juin 2010, AXA, AXA APH et NAB ont convenu de prolonger jusqu'au 15 juillet 2010 inclus la période accordée à NAB pour répondre aux inquiétudes soulevées par l'ACCC. AXA comprend que NAB continue d'étudier ses options quant aux objections de l'ACCC.

Le 19 juillet 2010, AXA, AXA APH et NAB ont convenu de prolonger jusqu'au 31 août 2010 inclus la période accordée à NAB pour répondre aux inquiétudes soulevées par l'ACCC. AXA, AXA APH et NAB ont également convenu du paiement d'un dividende intérimaire aux actionnaires d'AXA APH de 9,25 centimes de dollars australiens par action. Les trois sociétés ont aussi prolongé la date d'approbation par les actionnaires et la cour de justice de la transaction proposée du 31 octobre 2010 au 31 janvier 2011.

Cessions importantes

Le 24 juin 2010, AXA a annoncé avoir conclu un accord avec Resolution Ltd pour lui céder **une partie des activités suivantes basées au Royaume-Uni** : vie et retraite traditionnelles, prévoyance et retraite collective distribuées par des conseillers financiers indépendants, et rentes; le tout pour un prix global de vente de 2,75 milliards de livres (soit environ 3,3 milliards d'euros).

Cette cession confirme l'intention d'AXA de se concentrer sur la croissance de ses activités de « Wealth Management » (épargne individuelle) sur le marché vie, épargne, retraite au Royaume-Uni, comprenant la plateforme de vente « Elevate », la plateforme de multi gestion « Architas Multi-Manager », « AXA Wealth International » et les activités spécialisées d'investissements et d'épargne-retraite d' « AXA Winterthur Wealth Management », ainsi que la plateforme de prévoyance directe « AXA Direct Protection ». Le Groupe reste aussi engagé envers toutes ses autres activités basées au Royaume-Uni : « AXA Insurance » (Dommages), « AXA PPP Healthcare » (Santé), « Bluefin » (distribution et conseil) ainsi que les opérations locales d'AXA Investment Managers.

Cette transaction souligne l'attention portée par AXA à l'optimisation continue de l'allocation du capital dans nos activités vie, épargne, retraite à travers le Groupe, vers des lignes de métiers bien identifiées (notamment la santé, la prévoyance et les unités de comptes) ainsi que des zones géographiques (notamment les marchés à forte croissance).

Le prix de 2,75 milliards de livres (soit environ 3,3 milliards d'euros) consiste en 2,25 milliards de livres (soit environ 2,7 milliards d'euros) en numéraire et 0,5 milliard de livres (soit environ 0,6 milliard d'euros) en titres de paiement différé seniors émis par Resolution Ltd au profit d'AXA, avec un coupon effectif de 6,5% par an remboursable par tranche sur 8 ans (durée de 4 ans). La valeur faciale de ces titres et donc le prix global de la transaction pourraient être réduits au maximum de 0,15 milliard de livres en fonction du montant de l' « inherited estate ». Sur la base des attentes actuelles, le management n'anticipe pas aujourd'hui d'ajustement du prix.

Le prix global que recevra AXA correspond à 0,86x l'Embedded Value 2009 des activités vendues, ajustée des titres AXA APH (3,2 milliards de livres). Après le rachat pour 0,9 milliards d'euros des titres AXA APH actuellement détenus par AXA Life UK, le montant net reçu en numéraire pour le Groupe sera de 1,7 milliards d'euros. Ce montant sera destiné d'une part à investir dans la poursuite du développement des activités de « Wealth Management » au Royaume-Uni, et d'autre part à réallouer le capital de manière plus efficace à travers le Groupe, tout en conservant un bilan solide.

L'impact de la transaction pour AXA au premier semestre est d'environ -1,5 milliard d'euros de charge exceptionnelle comptabilisée dans le résultat net.

Cette transaction a reçu l'approbation des actionnaires de Resolution Ltd le 20 juillet 2010 et reste soumise aux approbations des autorités de tutelle. La clôture de la transaction devrait avoir lieu au 3^{ème} trimestre 2010.

Opérations de capital

Le 14 avril 2010, AXA a annoncé l'émission d'une dette subordonnée de 1,3 milliard d'euros (maturité 2040, coupon annuel : 5,25%, la marge initiale contre swap s'élève à 205 pdb) en anticipation du remboursement à la fin de l'année 2010 de dettes subordonnées arrivant à maturité. La transaction a été structurée pour être en ligne avec les derniers avis publiés sur les critères d'éligibilité en capital Tier 2 sous Solvabilité II.

Au cours du premier semestre 2009, 6,6 milliards de dollars de nominal de protection, positions mises en place pour atténuer l'impact d'une baisse éventuelle des marchés actions sur les passifs statutaires d'AXA Equitable, sont arrivés à maturité. Au 30 juin 2010, **AXA Equitable** bénéficie d'un programme de couverture pour un nominal de 1 milliard de dollars sur l'indice S&P via des stratégies optionnelles.

Autres

Le 25 janvier 2010, AXA a annoncé son intention de mettre volontairement fin à la cotation de ses ADS au *New York Stock Exchange* (« NYSE ») et de se désinscrire volontairement de la *Securities and Exchange Commission* (« SEC »). Le retrait de la cote du NYSE est devenu effectif le 26 mars 2010 et AXA a déposé ce même jour un document Form 15-F auprès de la SEC afin de s'en désinscrire. Cette désinscription est devenue effective 90 jours après ce dépôt (soit le 25 juin 2010). Suite à ce retrait de la cote du NYSE et à cette désinscription, (i) les ADR AXA sont désormais négociés aux Etats-Unis sur le marché *OTC QX International Premier* dans le cadre d'un programme de « niveau 1 » (*Level one*) et (ii) AXA maintient la discipline du reporting financier à travers un programme annuel visant à tester l'efficacité de ses contrôles internes.

Transactions avec parties liées

Au cours du premier semestre 2010, (1) il n'y a pas eu de modification des transactions avec les parties liées, telles que décrites dans la Note 27 « Parties liées » des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2009 figurant dans le Document de Référence 2009 (pages 394 et 395) déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et disponible sur son site internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.axa.com), qui ait influé significativement la situation financière ou les résultats de la Société durant les six premiers mois de l'exercice 2010, et (2) aucune transaction nouvelle entre AXA SA et des parties liées ayant influé significativement sur la situation financière ou les résultats de la Société, n'est intervenue.

Facteurs de risque

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits de manière détaillée dans la Section 3.1 « Facteurs de risques » ainsi que dans la Section 1.2 « Autres facteurs susceptibles d'influer sur l'activité d'AXA » du Document de Référence 2009 (respectivement pages 178 à 192 et pages 33 à 40), déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et disponible sur son site internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.axa.com).

Cette description contenue dans le Document de Référence 2009, reste valable à la date de publication du présent Rapport pour l'appréciation des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est exposé à la date du 30 juin 2010 ou qui, de l'avis du management, seraient susceptibles de l'affecter sur la fin de l'exercice en cours.

En avril 2010, AXA Rosenberg, société de gestion d'actifs quantitative, détenue à 75 % par AXA Investment Managers, a annoncé par courrier à ses clients qu'une erreur découverte dans son programme de modélisation des risques et corrigée en novembre 2009, n'avait pas été notifiée dans les délais appropriés. Le conseil d'administration d'AXA Rosenberg a demandé à un cabinet d'avocats indépendants de mener une enquête interne sur cette affaire. Il a également fait appel aux services d'experts indépendants pour aider à évaluer l'impact de cette erreur sur la

performance des comptes de chaque client. L'enquête comme l'évaluation de l'impact sur les comptes des clients se poursuivent à l'heure actuelle. Toutefois, AXA Rosenberg a l'intention de dédommager ses clients pour un montant jugé approprié par son conseil d'administration, en s'appuyant sur les conclusions et les conseils des experts consultés et conformément aux pratiques du marché applicables, aux dispositions contractuelles et après examen par les autorités de régulation. Pour la période close le 30 juin 2010, une provision nette de 64 millions d'euros a été enregistrée à ce titre, correspondant à l'estimation actuelle de la direction de l'impact net sur AXA, d'après les informations dont elle dispose. La direction prévoit de réviser cette provision au 31 décembre 2010 au vu des informations qui lui auront été fournies à cette date.

Evénements postérieurs à la clôture du 30 juin 2010

Non applicable

Résultats consolidés

Chiffre d'affaires

CHIFFRE D'AFFAIRES (a)

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009	30 Juin 2010/30 Juin 2009
Vie, épargne, retraite	30.881	30.065	57.620	2,7%
Dont primes émises	29.876	29.254	55.899	2,1%
Dont prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	292	274	547	6,7%
Dommages	15.394	14.919	26.174	3,2%
Assurance Internationale	1.762	1.731	2.860	1,8%
Gestion d'actifs	1.670	1.503	3.074	11,1%
Banques (b)	218	195	395	11,5%
Holdings et autres (c)	0	1	0	-89,0%
TOTAL	49.925	48.414	90.124	3,1%

(a) Net des éliminations internes.

(b) Excluant les plus-values réalisées nettes et les variations de juste valeur sur les actifs comptabilisés en juste valeur par résultat et les dérivés s'y rapportant, le produit net bancaire et le chiffre d'affaires du Groupe s'élevaient respectivement à 212 millions d'euros et 49.921 millions d'euros au premier semestre 2010, 209 millions d'euros et 48.431 millions d'euros au premier semestre 2009, 392 millions d'euros et 90.128 millions d'euros pour l'exercice 2009.

(c) Inclut notamment les CDOs et entités immobilières.

A données comparables signifie que les données relatives à la période de l'exercice courant considérée sont retraitées en utilisant les taux de change applicables pour la même période de l'exercice précédent (**taux de change constant**). L'expression indique également que les données dans l'une des deux périodes comptables comparées ont été retraitées pour tenir compte des acquisitions, cessions et changements de périmètre (**périmètre constant**) et des changements de méthode comptable (**méthodologie constante**).

De façon plus spécifique, le chiffre d'affaires et les APE à données comparables incluent les acquisitions, cessions et transferts et s'entendent nets des éliminations internes, pour les deux périodes comptables.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2010 s'élève à 49.925 millions d'euros, en hausse de 3% par rapport au premier semestre 2009.

Les retraitements à base comparable résultent principalement de l'évolution de l'euro face aux autres devises (752 millions d'euros, soit -2 points). **Le chiffre d'affaires augmente de 1% à données comparables.**

Le chiffre d'affaires Vie, Epargne, Retraite est en hausse de 3% à 30.881 millions d'euros, ou 1% à données comparables, principalement tiré par la Région Méditerranéenne et Amérique Latine, l'Allemagne et la Belgique, partiellement compensés par les Etats-Unis et la France.

Les affaires nouvelles en base APE² s'élèvent à 3.229 millions d'euros, en hausse de 4% par rapport au premier semestre 2009. À données comparables, les APE augmentent de 1%, principalement tirés par la Région Méditerranéenne et Amérique Latine, Hong Kong, l'Asie du Sud-Est et la Chine, la Belgique et l'Allemagne, partiellement compensés par la France, les Etats-Unis et le Japon.

Dans la Région Méditerranéenne et Amérique Latine, les APE augmentent de 103 millions d'euros (+48%) à 322 millions d'euros principalement sous l'effet d'une contribution plus importante des produits d'épargne adossés à l'actif général (76 millions d'euros, soit +57%) principalement chez AXA MPS en Italie (+61 millions d'euros, soit +78%) renforcée par Antonveneta, ainsi que de l'augmentation des ventes de produits «Variable Annuities» principalement en Espagne et des produits d'assurance vie collective principalement au Mexique.

² Les "Annual Premium Equivalent" (APE) correspondent à la somme de 100% des affaires nouvelles en primes périodiques et de 10% des primes uniques, en ligne avec la méthodologie EEV du Groupe. L'APE est en part du Groupe.

En Allemagne, les APE augmentent de 16 millions d'euros (+7%) à 247 millions d'euros, principalement en raison d'une progression des produits à prime unique en épargne-retraite, imputables aux produits d'investissement à court terme adossés à l'actif général et aux rentes, partiellement compensée par la baisse des produits santé.

Au Royaume-Uni, les APE sont en progression de 29 millions d'euros (+6%) à 537 millions d'euros, principalement en raison de (i) la croissance des ventes en épargne-retraite (+67 millions d'euros, soit +28%), tirée par les OPCVM avec le succès de la plate-forme Elevate, partiellement compensée par (ii) la baisse des volumes en retraite collective (-42 millions d'euros, soit -20%) principalement due à la non-récurrence de contrats significatifs de l'année précédente et (iii) la diminution des volumes sur les contrats de prévoyance, reflétant le renforcement de la concurrence sur ce marché.

En Belgique, les APE progressent de 16 millions d'euros (+16%) à 123 millions d'euros, principalement tirés par l'augmentation des ventes en assurance vie individuelle (+18 millions d'euros) principalement en raison des contrats d'épargne-retraite, partiellement compensée par une baisse des produits vie, épargne, retraite collective (-2 millions d'euros).

A Hong Kong, les APE progressent de 11 millions d'euros (+18%) à 72 millions d'euros, principalement tirés par la hausse des ventes de produits de prévoyance (+13 millions d'euros), partiellement compensée par la baisse des ventes de produits «*Variable Annuities*» (-3 millions d'euros).

En Asie du Sud-Est et Chine, les APE augmentent de 31 millions d'euros (+77%) à 78 millions d'euros, tirés par la croissance de la bancassurance (+13 millions d'euros) et du télémarketing (+5 millions d'euros) en Indonésie, le lancement de nouveaux produits en Thaïlande (+5 millions d'euros) et l'assurance vie collective en Chine (+4 millions d'euros).

En France, les APE diminuent de 95 millions d'euros (-12%) à 681 millions d'euros, principalement sous l'effet de (i) la baisse des volumes en retraite, après les contrats significatifs de l'année précédente (-44 millions d'euros, soit -68%), (ii) un repli des produits d'épargne individuelle (-57 millions d'euros, soit -13%) dans un contexte de forte concurrence sur les tarifs et d'une approche plus sélective centrée sur la rentabilité, partiellement compensés par (iii) la croissance en prévoyance et santé (+6 millions d'euros, soit +2%) tirée par les contrats collectifs (+11 millions d'euros, soit +6%) partiellement compensés par les contrats individuels (-5 millions d'euros, soit -8%).

Aux Etats-Unis, les APE baissent de 74 millions d'euros (-13%) à 505 millions d'euros, sous l'effet de : (i) la diminution de 38% des contrats d'épargne-retraite en unités de compte («*Variable Annuities*»), principalement sur les réseaux de distribution tiers, reflétant l'impact des mesures de retarification des produits en 2009, (ii) la hausse de 4% des contrats d'assurance vie découlant de l'augmentation des ventes des produits temporaire-décès, partiellement compensée par l'impact de la suppression de certaines garanties sur les contrats de type «*Universal Life*» au premier trimestre 2009 et (iii) la progression de 52% des OPCVM, reflétant la hausse des ventes suite à l'amélioration des conditions de marché.

Au Japon, les APE décroissent de 23 millions d'euros (-9%) à 222 millions d'euros. En excluant l'impact de l'arrêt des produits d'assurance couvrant le cancer (-31 millions d'euros), les APE augmentent de 8 millions d'euros (+4%). Cette évolution s'explique par une hausse de 14 millions d'euros (+26%) à 64 millions d'euros en épargne-retraite due à la croissance significative des ventes de contrats épargne-retraite en unités de compte («*Variable Annuities*») en raison de la prochaine entrée en vigueur de nouvelles dispositions légales relatives à l'impôt sur les successions, partiellement compensée par une baisse de 6 millions d'euros (-8%) à 66 millions d'euros en santé, due à la baisse des ventes de contrats d'assurance médicale vie entière.

Le chiffre d'affaires dommages est en hausse de 3% à 15.394 millions d'euros, ou est stable à données comparables, principalement tiré par l'activité de particuliers (+4%) notamment en France, au Royaume-Uni et en Irlande, en Asie et au Canada, partiellement compensés par l'Allemagne. L'activité entreprises diminue de 4% notamment au Royaume-Uni et en Irlande, dans la Région Méditerranéenne et Amérique Latine et en Belgique, partiellement compensés par le Canada.

L'activité de particuliers (60% du chiffre d'affaires) est en hausse de 4% à données comparables, tant en assurance automobile (+4%) que dans les branches non automobiles (+3%), reflétant aussi bien la solidité de la marque AXA que la capacité des réseaux de distribution d'AXA à fidéliser sa clientèle dans un environnement d'augmentation tarifaire.

Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile augmente de 4% principalement tiré par (i) le Royaume-Uni et l'Irlande (+34%), du fait de la forte croissance des affaires nouvelles et d'une amélioration du taux de rétention notamment au sein de UK Direct, (ii) la France (+5%) essentiellement en raison des hausses tarifaires, (iii) le Canada (+4%) en raison de l'augmentation de la prime moyenne et (iv) l'Asie (+5%) principalement sous l'effet d'une croissance du portefeuille au Japon et des hausses tarifaires à Singapour et en Malaisie, partiellement compensés par (v) la Région Méditerranéenne et Amérique Latine (-1%) du fait de la baisse des volumes suite à des hausses tarifaires en Espagne tandis que la Turquie enregistre de bonnes performances et (vi) l'Allemagne (-1%) en raison d'une vive concurrence sur les prix.

Le chiffre d'affaires des branches non automobiles progresse de 3% principalement tiré par (i) la Région Méditerranéenne et Amérique Latine (+8%) essentiellement grâce à l'assurance dommages aux biens, qui a bénéficié du rebond de l'activité prêts bancaires hypothécaires en Italie et en Espagne, ainsi qu'à l'assurance santé suite à l'augmentation segmentée des tarifs au Mexique et à la croissance des volumes en Espagne, (ii) la France (+5%) dont la branche dommages aux biens a bénéficié d'un effet prix favorable et de la hausse des volumes en habitation, (iii) le Royaume-Uni et l'Irlande (+3%) avec les hausses des tarifs dans l'assurance dommages aux biens en Irlande et la croissance de l'activité UK Direct, partiellement compensés par (iv) l'Allemagne (-3%) reflétant la priorité accordée à la rentabilité dans le segment assurance responsabilité civile médicale.

L'activité Entreprises (39% du chiffre d'affaires) est en baisse de 4% à données comparables les branches non automobiles diminuant de 5% tandis que l'assurance automobile reste stable.

Le chiffre d'affaires des branches non automobiles décroît de 5%, avec notamment (i) la baisse de 13% du Royaume-Uni et de l'Irlande dans un contexte de marché peu porteur et d'une stratégie de sortie des contrats non rentables, (ii) la Région Méditerranéenne et Amérique Latine (-6%) principalement en raison de l'environnement économique actuel et de la baisse des volumes en dommages aux biens, (iii) le repli de 5% en Belgique du fait de la diminution de la branche accidents du travail affectée par le ralentissement économique et (iv) la France (-1%) du fait des hausses tarifaires dans toutes les branches et de leur impact négatif sur les volumes, alors que (v) le Canada progresse de 4% principalement en dommages aux biens avec une hausse des volumes.

Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile reste stable avec notamment (i) une progression de 4% au Royaume-Uni et en Irlande, reflétant l'accroissement des affaires nouvelles et les hausses tarifaires, (ii) une croissance de 2% en France, grâce principalement aux hausses tarifaires et à un ajustement favorable des primes par rapport aux années antérieures tandis que (iii) la Région Méditerranéenne et Amérique Latine (-4%) est négativement impactée par le contexte économique actuel ainsi que par la sortie de contrats non rentables.

Le chiffre d'affaires de l'assurance internationale progresse de 2% à 1.762 millions d'euros ou reste stable à données comparables principalement grâce à (i) **AXA Corporate Solutions Assurance** (-1% à 1.271 millions d'euros) en raison principalement de la politique de sélection de portefeuille centrée sur la rentabilité (dommages aux biens, responsabilité civile, aviation, garanties financières) en partie compensée par une évolution positive en assurance automobile (+9%) et maritime (+2%), et à (ii) **AXA Assistance** en hausse de 5% à 392 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires de la gestion d'actifs augmente de 11% ou de 10% à données comparables à 1.670 millions d'euros principalement suite à la hausse des commissions de gestion (+11%) due à la hausse des actifs moyens sous gestion (+7%) et à l'augmentation des commissions moyennes (+1,0 pdb).

AllianceBernstein : le chiffre d'affaires croît de 15% à 1.065 millions d'euros en raison de la hausse de 16% des commissions de gestion, liée à la croissance de 12% des actifs moyens sous gestion, à l'augmentation de 34% des commissions de distribution due à la progression des ventes aux particuliers et à l'augmentation des revenus de l'activité d'analyse financière pour la clientèle institutionnelle (+5%) liée à la hausse des opérations de courtage.

Les actifs sous gestion augmentent de 28 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2009 à 374 milliards d'euros au 30 juin 2010, en raison d'un effet de change positif de 56 milliards d'euros, partiellement compensé par un effet marché défavorable de 20 milliards d'euros et une décollecte nette de 8 milliards d'euros (9 milliards d'euros pour la

clientèle institutionnelle, en partie compensés par une collecte nette de 1 milliard d'euros pour la clientèle des particuliers).

AXA Investment Managers: le chiffre d'affaires augmente de 22 millions d'euros (+4%) à 605 millions d'euros. Hors commissions rétrocédées aux réseaux de distribution, le chiffre d'affaires net augmente de 16 millions d'euros (+3%) principalement en raison de la hausse des commissions de gestion (+20 millions d'euros) due à la croissance de 4% des actifs moyens sous gestion, partiellement compensée par la baisse des commissions de performance (-4 millions d'euros).

Les actifs sous gestion progressent de 25 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2009 à 524 milliards d'euros au 30 juin 2010, en raison principalement d'un effet de change positif de 21 milliards d'euros et d'un effet marché favorable de 21 milliards d'euros, partiellement compensés par une décollecte nette de 17 milliards d'euros, principalement due à la décollecte chez AXA Rosenberg.

Le produit net bancaire augmente de 12%, ou de 10% à données comparables, à 218 millions d'euros, une évolution principalement imputable à la France (+42% dus à l'accroissement des marges d'intérêt) et à la Hongrie (+11% sous l'effet d'une plus grande production de crédits) partiellement compensées par la Belgique (-1%).

Résultat opérationnel, résultat courant et résultat net part du Groupe

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Primes émises	46.884	45.770	84.646
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	292	274	547
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	47.177	46.044	85.193
Produit net bancaire	212	209	392
Produits des autres activités	2.533	2.178	4.544
Chiffre d'affaires	49.921	48.431	90.128
Variation des primes non acquises nettes de chargements et prélèvements non acquis	(3.504)	(3.265)	(238)
Résultat financier hors coût de l'endettement net (a)	8.323	7.098	35.081
Charges techniques relatives aux activités d'assurance (a)	(41.467)	(38.982)	(98.458)
Résultat net des cessions en réassurance	(178)	(391)	(919)
Charges d'exploitation bancaire	(50)	(54)	(89)
Frais d'acquisition des contrats	(4.219)	(4.445)	(9.166)
Amortissements des valeurs de portefeuille et autres actifs incorporels	(148)	(142)	(365)
Frais d'administration	(5.250)	(4.938)	(10.006)
Pertes de valeur constatées sur immobilisations corporelles	(1)	(0)	(2)
Variation de la valeur de goodwill	(1)	(8)	(3)
Autres	(104)	(136)	(151)
Autres produits et charges	(51.419)	(49.095)	(119.159)
RESULTAT OPERATIONNEL BRUT AVANT IMPOT	3.321	3.169	5.812
Quote part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	23	15	20
Charges liées aux dettes de financement	(219)	(250)	(569)
RESULTAT OPERATIONNEL NET AVANT IMPOT	3.124	2.933	5.262
Impôt sur le résultat	(825)	(657)	(1.033)
Intérêts minoritaires	(217)	(161)	(375)
RESULTAT OPERATIONNEL	2.082	2.116	3.854
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	202	(379)	(386)
RESULTAT COURANT	2.284	1.736	3.468
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	255	(335)	485
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(1.552)	(10)	(202)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(43)	(42)	(85)
Coûts d'intégration	-	(26)	(60)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	944	1.323	3.606

(a) Pour les comptes clos au 30 juin 2010, 30 juin 2009 et 31 décembre 2009, l'impact de la variation de juste valeur des actifs sur les contrats dont le risque financier est supporté par les assurés est respectivement de -2.306 millions d'euros, +3.132 millions d'euros et +23.861 millions d'euros, les montants impactant de manière symétrique le résultat financier et les charges techniques relatives aux activités d'assurance.

NB: Les lignes de ce compte de résultat sont sur une base "résultat opérationnel" et pas sur une base "résultat net".

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Vie, épargne, retraite	1.325	1.232	2.336
Dommages	923	986	1.670
Assurance Internationale	144	122	286
Gestion d'actifs	150	176	355
Banques	(22)	15	(2)
Holdings et autres (a)	(438)	(415)	(793)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	2.082	2.116	3.854
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	202	(379)	(386)
RÉSULTAT COURANT	2.284	1.736	3.468
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	255	(335)	485
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(1.552)	(10)	(202)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(43)	(42)	(85)
Coûts d'intégration	-	(26)	(60)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	944	1.323	3.606

(a) Inclut notamment les CDOs et entités immobilières.

Le résultat opérationnel consolidé s'élève à 2.082 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 73 millions d'euros (-3 %), imputable aux branches dommages, gestion d'actifs et banques, partiellement compensées par une progression dans les activités vie, épargne, retraite.

Les chiffres comparatifs indiqués dans les paragraphes ci-dessous s'entendent à taux de change constant et après ajustement pour reclassements entre marges.

En vie, épargne, retraite, le résultat opérationnel s'établit à 1.325 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel vie, épargne, retraite est en hausse de 78 millions d'euros (+6 %) principalement en raison de la France (+80 millions d'euros), de l'Allemagne (+66 millions d'euros), de la Suisse (+28 millions d'euros) et de l'Australie/Nouvelle-Zélande (+21 millions d'euros), partiellement compensées par les Etats-Unis (-43 millions d'euros) et la Belgique (-44 millions d'euros), notamment en raison de :

- (i) **La hausse de la marge financière** (+221 millions d'euros ou +21 %) principalement en raison de l'accroissement des encours en particulier en France (+106 millions d'euros), dans la Région Méditerranéenne et Amérique Latine (+13 millions d'euros) et en Belgique (+13 millions d'euros), ainsi que de la baisse des revenus de placement alloués aux assurés, notamment en Suisse (+37 millions d'euros) et aux Etats-Unis (+24 millions d'euros),
- (ii) **L'augmentation des chargements et autres produits** (+308 millions d'euros ou +9 %) principalement en raison de :
 - a. La hausse de 92 millions d'euros (+4 %) des **chargements sur primes et OPCVM**, sous l'effet principalement de la France (+61 millions d'euros, essentiellement dus à l'accroissement des volumes dans les branches prévoyance et santé collectives) et de l'Allemagne (+65 millions d'euros en raison d'une plus faible allocation des chargements et autres produits aux assurés), partiellement compensés par le Japon (-46 millions d'euros) du fait de la baisse de l'amortissement au titre des provisions pour chargements non acquis sur les contrats épargne-retraite en unités de compte (« *Variable Annuities* ») (entièrement compensé par une baisse de l'amortissement des coûts d'acquisition reportés) et d'une diminution des primes en santé,
 - b. La hausse de 173 millions d'euros (+20 %) des **chargements sur produits en unités de compte**, tirée principalement par l'augmentation du montant moyen des encours gérés suite à l'amélioration des conditions de marché, notamment aux Etats-Unis (+135 millions d'euros) et au Royaume-Uni (+16 millions d'euros),
- (iii) La baisse de 589 millions d'euros (-54 %) de la **marge technique nette**, tirée principalement par : (i) une détérioration de 331 millions d'euros sur les marges de couverture des produits d'épargne-retraite en unités de compte (« *Variable Annuities* »), principalement due à la non-récurrence des gains sur couverture de taux

d'intérêt ainsi qu'à une évolution défavorable des spreads de crédit aux Etats-Unis, partiellement compensées par une amélioration des marges au Japon et en Allemagne, (ii) un gain non récurrent enregistré l'année précédente au Royaume-Uni, dû à la restructuration interne d'un portefeuille de rentes (165 millions d'euros), et (iii) un repli de 73 millions d'euros de la marge sur rachats au Japon, principalement en raison de la non-réurrence du niveau élevé des rachats de l'année précédente et de la révision de certaines hypothèses actuarielles,

- (iv) La diminution des **frais généraux** de 206 millions d'euros (-6 %), avec le repli de 210 millions d'euros (-12 %) des **frais d'acquisition** principalement dû à une baisse de l'amortissement des coûts d'acquisition différés reflétant notamment la baisse des marges techniques aux Etats-Unis, tandis que les **frais administratifs** sont stables (4 millions d'euros ou 0%),
- (v) **La hausse de la charge d'impôt et des intérêts minoritaires** (+ 61 millions d'euros ou +12 %) principalement en raison de l'augmentation du résultat opérationnel avant impôt.

En dommages, le résultat opérationnel s'élève à 923 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel dommages diminue de 87 millions d'euros (-9 %) principalement pour les raisons suivantes :

- (i) **Le résultat technique net (y compris les frais généraux)** est en baisse de 21 millions d'euros (-8 %) en raison de:
 - a. **Un ratio de sinistralité tous exercices** en hausse de 0,2 point à 70,4 % en raison principalement de (i) la baisse de 1,5 point du ratio de sinistralité de l'exercice courant due à une réduction de 1,8 point, conséquence des hausses tarifaires et d'une charge stable au titre des catastrophes naturelles (-0,1 point) et (ii) d'un développement moins positif de la sinistralité sur exercices antérieurs (+1,7 point),
 - b. **Un taux de chargement** stable à 27,7 %,
 - c. En conséquence, **le ratio combiné** est en hausse de 0,2 point à 98,1 %,
- (ii) **Le repli du résultat financier** (-64 millions d'euros ou -6 %) en raison principalement d'un moindre rendement des actifs en France, dans la Région Méditerranéenne et Amérique Latine ainsi qu'au Royaume-Uni, partiellement compensé par la hausse des revenus financiers résultant d'une évolution favorable de l'allocation d'actifs en Belgique et en Suisse,
- (iii) **La baisse de la charge d'impôt et des intérêts minoritaires** (+2 millions d'euros). Hors la baisse de 22 millions d'euros des éléments fiscaux favorables non récurrents en Belgique au titre des « Revenus Définitivement Taxés », la charge d'impôt et les intérêts minoritaires décroissent de 20 millions d'euros, en raison de la diminution du résultat opérationnel avant impôt.

En assurance internationale, le résultat opérationnel s'élève à 144 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 21 millions d'euros (+17 %) principalement en raison de (i) l'amélioration du ratio combiné suite à une diminution des sinistres graves en dommages aux biens, à une sélection du portefeuille et à des hausses tarifaires chez AXA Corporate Solutions Assurance, (ii) la croissance des revenus générés par les opérations de réassurance du Groupe (AXA Global Life et Global P&C, ex-AXA Cessions), partiellement compensées par (iii) la baisse des résultats de portefeuilles mis en run-off.

En gestion d'actifs, le résultat opérationnel s'établit à 150 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 27 millions d'euros (-15 %). Hors un élément fiscal non récurrent de 65 millions d'euros enregistré l'année précédente chez AllianceBernstein, le résultat opérationnel augmente de 38 millions d'euros (+22 %) principalement en raison de (i) la hausse du chiffre d'affaires (156 millions d'euros) généré principalement par l'amélioration des commissions de gestion (120 millions d'euros) suite à l'augmentation des actifs moyens sous gestion et des commissions moyennes (+1 pdb), partiellement compensée par (ii) la progression de 54 millions d'euros des frais généraux, (iii) l'accroissement de la charge d'impôt (19 millions d'euros) et (iv) la hausse des charges d'intérêts minoritaires (29 millions d'euros) résultant de la progression du résultat opérationnel avant impôt.

Dans le segment banques, le résultat opérationnel s'élève à -22 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel des banques diminue de 37 millions d'euros, principalement tiré par la baisse des taux d'intérêt et l'accroissement des frais généraux, avec un impact négatif sur la contribution de la Belgique (39 millions d'euros), tandis que l'amélioration du résultat opérationnel en Hongrie (5 millions d'euros), en France (3 millions d'euros) et en Allemagne (3 millions d'euros) est partiellement compensée par les frais de lancement en République Tchèque et en Slovaquie (8 millions d'euros).

Le résultat opérationnel des **holdings et autres sociétés** s'élève à -438 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel des holdings diminue de 21 millions d'euros (-5 %), la provision nette de -64 millions d'euros liée aux pertes potentielles découlant d'une erreur de programmation chez AXA Rosenberg étant partiellement compensée par la baisse des charges financières nettes due à la réduction des taux d'intérêt chez AXA SA.

Les plus-values nettes revenant à l'actionnaire s'élèvent à 202 millions d'euros. À taux de change constant, les plus-values nettes revenant à l'actionnaire augmentent de 579 millions d'euros en raison principalement de :

- (i) La baisse de 491 millions d'euros des **provisions pour dépréciations d'actifs**, à -203 millions d'euros au premier semestre 2010, principalement due au recul des provisions pour dépréciation d'actifs sur les actions, les titres obligataires et l'immobilier,
- (ii) La hausse de 234 millions d'euros des **plus-values réalisées nettes hors dépréciations d'actifs**, à 481 millions d'euros en 2010, principalement due à l'augmentation de 278 millions d'euros des plus-values réalisées sur actions,
- (iii) La baisse de 147 millions d'euros liée à l'impact défavorable des programmes de couverture sur dérivés actions.

En conséquence, **le résultat courant** s'élève à 2.284 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 507 millions d'euros (+29 %).

Le résultat net s'établit à 944 millions d'euros. Hors la provision de 1.478 millions d'euros, liée à la cession annoncée d'une partie des activités vie, épargne, retraite au Royaume-Uni et à taux de change constant, le résultat net progresse de 1.073 millions d'euros (+81 %) principalement en raison de :

- (i) **La hausse du résultat courant** : +507 millions d'euros à 2.284 millions d'euros,
- (ii) **La hausse du résultat des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur et des instruments dérivés y compris effets de change** : +683 millions d'euros à +255 millions d'euros. Ces 255 millions d'euros peuvent s'analyser comme suit :
 - a. +208 millions d'euros liés à l'impact positif de la diminution des taux d'intérêt, partiellement compensé par les mouvements des spreads de crédit, ainsi qu'à la performance positive des ABS (*Asset Backed Securities*),
 - b. Une performance positive de +150 millions d'euros sur fonds de private equity, actions et hedge funds,
 - c. Un effet de change négatif de -133 millions d'euros principalement en France et en Suisse,
 - d. Un ajustement de +45 millions d'euros au Royaume-Uni, lié à l'absence d'escompte de la charge d'impôt sur les moindre plus-values latentes revenant aux assurés au titre des contrats d'assurance vie en unités de compte,
- (iii) **Des autres opérations exceptionnelles et de l'amortissement des actifs incorporels pour -117 millions d'euros.**

Capitaux propres

Au 30 juin 2010, les capitaux propres consolidés s'élèvent à 48.637 milliards d'euros. Les mouvements intervenus depuis le 31 décembre 2009 sont les suivants :

(En millions d'euros)

	Capitaux propres
Au 31 Décembre 2009	46.229
Capital social	0
Primes d'émission, de fusion et d'apport	(18)
Stock options	23
Titres d'autocontrôle	(13)
Dettes perpétuelles (y compris intérêts courus)	(188)
Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres	1.199
Ecart de conversion	2.148
Dividendes versés par la Société	(1.259)
Autres	60
Résultat net de l'exercice	944
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	(487)
Au 30 Juin 2010	48.637

Création de valeur pour l'actionnaire

BENEFICE NET PAR ACTION ("BNPA")

(En millions d'euros, sauf le nombre d'actions en millions)

	30 Juin 2010		30 Juin 2009 Retraité (b) (c)		30 Juin 2009 Publié		31 Décembre 2009 Retraité (c)		31 Décembre 2009 Publié		Var. 30 Juin 2010 versus 30 Juin 2009 Retraité	
	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)
Nombre d'actions pondéré	2.263,2	2.270,6	2.109,1	2.113,2	2.060,8	2.064,8	2.127,0	2.133,3	2.127,0	2.133,3		
Résultat net part du Groupe par action	0,35	0,35	0,56	0,56	0,50	0,50	1,56	1,56	1,51	1,51	-37,4%	-37,5%
Résultat courant par action	0,94	0,94	0,75	0,75	0,77	0,77	1,50	1,49	1,50	1,49	25,0%	24,8%
Résultat opérationnel par action	0,85	0,85	0,93	0,93	0,95	0,95	1,68	1,67	1,68	1,67	-8,7%	-8,9%

(a) Le résultat par action inclut les charges d'intérêt des dettes perpétuelles enregistrées en capitaux propres, avec application rétrospective aux exercices précédents.

(b) A la suite de l'augmentation de capital avec DPS d'AXA au 4ème trimestre 2009, le nombre d'actions moyen a été modifié pour prendre en compte un facteur d'ajustement de 1,023. Dans le calcul du nombre moyen d'actions, le facteur d'ajustement a été appliqué aux actions existantes à la date de l'augmentation de capital, entraînant un ajustement sur le nombre moyen d'actions de 48,4 millions d'actions en 2009.

(c) Le résultat révisé par action prend en compte les charges d'intérêt des dettes subordonnées à durée indéterminée enregistrées en capitaux propres, hors impacts de change. Le résultat par action publié inclut les ajustements liés au change et, au 30 juin 2009, le résultat par action et le résultat dilué par action s'élevaient à 0,50 euro. L'exclusion des impacts de change reflète les couvertures mises en place, qui qualifieraient de couverture d'investissements nets à l'étranger et dont les variations de juste valeur liées seraient reconnues en réserves liées aux écarts de conversion.

RENTABILITE DES FONDS PROPRES (“ROE”)

(En millions d'euros)

	30 juin 2010 (c)	30 juin 2009 (c)	Variation
ROE	4,0%	7,0%	-3,0%
Résultat net	944	1.323	
Capitaux propres moyens sur la période	47.191	37.627	
ROE "courant"	12,4%	10,7%	1,7%
Résultat courant (a)	2.129	1.588	
Capitaux propres moyens sur la période (b)	34.306	29.595	
ROE "opérationnel"	11,2%	13,3%	-2,1%
Résultat opérationnel (a)	1.927	1.967	
Capitaux propres moyens sur la période (b)	34.306	29.595	

(a) Incluant un ajustement pour refléter les charges d'intérêts liées aux dettes perpétuelles (enregistrées en capitaux propres).

(b) Excluant la variation de juste valeur sur actifs investis et produits dérivés (incluse dans les capitaux propres consolidés), et excluant les dettes perpétuelles (enregistrées en capitaux propres).

(c) Ratios annualisés.

Vie, Epargne, Retraite

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe des activités Vie, Epargne, Retraite pour les périodes indiquées.

Vie, Epargne, Retraite (a)

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Primes émises	29.914	29.278	55.954
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	292	274	547
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	30.206	29.552	56.501
Produit net bancaire	-	0	-
Produits des autres activités	714	538	1.176
CHIFFRE D'AFFAIRES	30.920	30.090	57.677
Variation des primes non acquises nettes de chargements et prélèvements non acquis	(1.168)	(962)	(162)
Résultat financier hors coût de l'endettement net (b)	7.097	5.925	33.058
Charges techniques relatives aux activités d'assurance (b)	(31.288)	(29.158)	(79.000)
Résultat net des cessions en réassurance	225	(118)	(74)
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-
Frais d'acquisition des contrats	(1.677)	(1.969)	(4.007)
Amortissements des valeurs de portefeuille et autres actifs incorporels	(148)	(142)	(365)
Frais d'administration	(1.972)	(1.787)	(3.685)
Pertes de valeur constatées sur immobilisations corporelles	(1)	(0)	(1)
Variation de la valeur de goodwill	-	(6)	-
Autres	(46)	(76)	(145)
Autres produits et charges	(34.906)	(33.256)	(87.277)
RESULTAT OPERATIONNEL BRUT AVANT IMPOT	1.943	1.796	3.295
Quote part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	13	(1)	3
Charges liées aux dettes de financement	(45)	(50)	(98)
RESULTAT OPERATIONNEL NET AVANT IMPOT	1.911	1.745	3.201
Impôt sur le résultat	(461)	(424)	(670)
Intérêts minoritaires	(126)	(89)	(195)
RESULTAT OPERATIONNEL	1.325	1.232	2.336
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	8	(178)	(73)
RESULTAT COURANT	1.333	1.054	2.263
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	291	(646)	(52)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(1.547)	(27)	(105)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(11)	(10)	(21)
Coûts d'intégration	-	(6)	(11)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	66	364	2.075

(a) Brut des éliminations internes.

(b) Pour les comptes clos au 30 juin 2010, 30 juin 2009 et 31 décembre 2009, l'impact de la variation de juste valeur des actifs sur les contrats dont le risque financier est supporté par les assurés est respectivement de -2.306 millions d'euros, +3.132 millions d'euros et +23.861 millions d'euros, les montants impactant de manière symétrique le résultat financier et les charges techniques relatives aux activités d'assurance.

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
France	7.336	8.033	16.353
Etats-Unis	4.713	5.584	9.386
Royaume-Uni	1.398	1.292	2.783
Japon	2.816	2.909	5.438
Allemagne	3.494	3.055	6.715
Suisse	3.643	3.396	4.442
Belgique	1.338	1.051	2.519
Région Méditerranéenne et Amérique Latine (a)	4.243	2.958	6.483
Autres pays	1.938	1.811	3.557
TOTAL	30.920	30.090	57.677
Eliminations internes	(39)	(25)	(57)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	30.881	30.065	57.620

(a) La Région Méditerranéenne et Amérique Latine inclut l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie, le Maroc et le Mexique.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
France	345	264	470
Etats-Unis	229	271	545
Royaume Uni	119	133	186
Japon	150	168	211
Allemagne	96	29	157
Suisse	117	84	226
Belgique	80	124	231
Région Méditerranéenne et Amérique Latine (a)	67	64	115
Autres pays	122	95	195
RESULTAT OPERATIONNEL	1.325	1.232	2.336
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	8	(178)	(73)
RESULTAT COURANT	1.333	1.054	2.263
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	291	(646)	(52)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(1.547)	(27)	(105)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(11)	(10)	(21)
Coûts d'intégration	-	(6)	(11)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	66	364	2.075

(a) La Région Méditerranéenne et Amérique Latine inclut l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie, le Maroc et le Mexique.

Vie, épargne, retraite – France

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	7.336	8.033	16.353
<i>APE (part du Groupe)</i>	681	776	1.602
Marge financière	553	448	884
Chargements et autres produits	779	713	1.430
Marge technique nette	316	317	762
Frais généraux	(1.173)	(1.082)	(2.318)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(7)	(24)	(77)
Autres	3	3	(0)
Résultat opérationnel avant impôt	471	375	680
Charge d'impôt	(126)	(109)	(208)
Intérêts minoritaires	(1)	(1)	(1)
Résultat opérationnel part du Groupe	345	264	470
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(56)	(42)	91
Résultat courant part du Groupe	288	223	561
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	(34)	(10)	281
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	255	213	842

Le chiffre d'affaires diminue de 697 millions d'euros (-9%) à 7.336 millions d'euros³ principalement sous l'effet de :

- La diminution de 602 millions d'euros (-13%) des *produits d'épargne individuelle* en particulier sur les réseaux non propriétaires, principalement sous l'effet d'une baisse des contrats significatifs (primes supérieures à 1 million d'euros) notamment pour les personnes morales,
- La baisse de 385 millions d'euros (-50%) des produits en *retraite collective*, après les contrats significatifs conclus en 2009,
- Partiellement compensées par une hausse en *prévoyance et santé* (+293 millions d'euros, soit +11%), sous l'effet d'une évolution positive du portefeuille à la fois dans les contrats individuels et collectifs.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 95 millions d'euros (-12%) à 681 millions d'euros :

- Les *produits d'épargne individuelle* baissent de 13% ou de -57 millions d'euros, sous l'effet d'une diminution de contrats significatifs (-28 millions d'euros) dans un contexte de forte concurrence sur les prix et d'une approche plus sélective centrée sur la rentabilité notamment pour le réseau de bancassurance,
- Les *contrats de retraite collective* diminuent de 68% ou de -44 millions d'euros, sous l'effet principalement de la baisse de contrats significatifs,
- Les produits de *prévoyance et santé* augmentent de 2% ou +6 millions d'euros, tirés par les contrats collectifs (+6% ou +11 millions d'euros) partiellement compensés par les contrats individuels (-8% ou -5 millions d'euros) notamment en assurance santé, suite à la campagne de marketing conduite en 2009 et qui n'a pas été renouvelée en 2010 en partie compensé par les contrats de prévoyance sous l'effet d'un développement positif du portefeuille.

La marge financière augmente de 106 millions d'euros (+23%) à 553 millions d'euros, grâce à la hausse des encours ainsi qu'à la baisse des montants alloués aux assurés.

Les chargements et autres produits progressent de 65 millions d'euros (+9%) à 779 millions d'euros principalement sous l'effet d'une augmentation des chargements sur primes des activités prévoyance et santé collectives, reflétant l'accroissement des volumes (compensé en commissions).

³ 7.326 millions d'euros après éliminations internes.

La marge technique nette diminue de 1 million d'euros (0%) à 316 millions d'euros.

Les frais généraux augmentent de 91 millions d'euros (+8%) à -1.173 millions d'euros, sous l'effet de la hausse des commissions versées dans les activités prévoyance et santé collectives (-77 millions d'euros).

L'amortissement des valeurs de portefeuille diminue de 17 millions d'euros (-72%) à -7 millions d'euros en raison de la mise à jour de certaines hypothèses actuarielles au second semestre 2009.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** diminue de 3,3 points à 71,6%.

La charge d'impôt croît de 16 millions d'euros (+15%) à -126 millions d'euros, sous l'effet d'une hausse du résultat opérationnel, partiellement compensée par une augmentation des dividendes non imposables.

Le résultat opérationnel augmente de 80 millions d'euros (+30%) à 345 millions d'euros.

Le résultat courant progresse de 65 millions d'euros (+29%) à 288 millions d'euros principalement sous l'effet de l'augmentation du résultat opérationnel.

Le résultat net augmente de 42 millions d'euros (+20%) à 255 millions d'euros en raison d'une hausse du résultat courant (+65 millions d'euros) et d'une variation favorable de la juste valeur des OPCVM et des fonds de Private Equity (+78 millions d'euros), en partie compensées par la variation défavorable de la juste valeur des produits dérivés (-102 millions d'euros) principalement due à l'élargissement des spreads et à la baisse des taux d'intérêt.

Vie, épargne, retraite – Etats-Unis

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	4.713	5.584	9.386
<i>APE (part du Groupe)</i>	505	576	994
Marge financière	252	227	450
Chargements et autres produits	880	749	1.554
Marge technique nette	(142)	317	500
Frais généraux	(633)	(913)	(1.735)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(32)	(14)	(39)
Autres	-	-	-
Résultat opérationnel avant impôt	326	366	729
Charge d'impôt	(96)	(95)	(184)
Intérêts minoritaires	-	-	(0)
Résultat opérationnel part du Groupe	229	271	545
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(25)	16	(16)
Résultat courant part du Groupe	204	287	529
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	132	(418)	(555)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(1)	(1)
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	336	(131)	(28)
Taux de change moyen : 1.00 € = \$	1,3278	1,3349	1,3945

Le chiffre d'affaires diminue de 871 millions d'euros (-16%) à 4.713 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires décroît de 896 millions d'euros (-16%) :

- *Les contrats d'épargne-retraite en unités de compte («Variable Annuities»)* (54% du chiffre d'affaires) sont en baisse de 31% reflétant les mesures de retarification des produits en 2009. Ces contrats d'épargne-retraite en unités de compte augmentent de 10% au deuxième trimestre 2010 par rapport au premier trimestre, grâce au lancement progressif du nouveau produit Retirement Cornerstone. Ce produit a été introduit sur les réseaux propriétaires en janvier et sur les réseaux tiers en mars,
- *Les contrats d'assurance vie* (27% du chiffre d'affaires) diminuent de 1%, principalement sous l'effet de la suppression de certaines garanties sur les contrats de type « Universal Life » au premier trimestre 2009, diminution partiellement compensée par le redressement des ventes de produits temporaire-décès en 2010,
- *En gestion d'actifs, les commissions perçues* (7% du chiffre d'affaires) sont en hausse de 26% en raison de l'augmentation des encours en unités de compte, conséquence du rebond du marché actions par rapport à l'année précédente,
- *Le chiffre d'affaires des OPCVM* (1% du chiffre d'affaires) augmente de 29% en raison de l'amélioration des conditions sur les marchés actions par rapport à l'année précédente.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 71 millions d'euros (-12%) à 505 millions d'euros. À données comparables, les APE baissent de 74 millions d'euros (-13%) :

- *Contrats d'épargne-retraite en unités de compte («Variable Annuities»)* : les affaires nouvelles en base APE diminuent de 38% principalement sur les réseaux de distribution tiers, reflétant l'impact des mesures de retarification des produits en 2009,
- *Contrats d'assurance vie* : les affaires nouvelles augmentent de 4% grâce à la croissance des ventes de produits temporaire-décès, qui compense l'impact de la suppression de certaines garanties sur les contrats de type « Universal Life » au premier trimestre 2009,
- *OPCVM* : les affaires nouvelles en base APE progressent de 52%, reflétant la hausse des ventes, conséquence de l'amélioration des conditions de marché.

La marge financière augmente de 25 millions d'euros (+11%) à 252 millions d'euros. À taux de change constant, la marge financière progresse de 24 millions d'euros (+10%). Les revenus financiers diminuent de 8 millions d'euros en raison, d'une part de la baisse des revenus immobiliers depuis le transfert au premier semestre 2009, de l'immeuble « 787-7th Avenue » d'AXA Financial, et d'autre part en raison de la diminution du rendement du portefeuille obligataire, partiellement compensées par la hausse du rendement des placements alternatifs. Les intérêts et bonus crédités diminuent de 32 millions d'euros principalement sous l'effet de la baisse des encours et du niveau d'intérêts crédités.

Les chargements et autres produits augmentent de 131 millions d'euros (+18%) à 880 millions d'euros. À taux de change constant, les chargements et autres produits progressent de 127 millions d'euros (+17%) principalement en raison de l'augmentation des chargements sur encours en unités de compte, conséquence de l'appréciation des marchés financiers par rapport à l'année dernière.

La marge technique nette diminue de 459 millions d'euros à -142 millions d'euros. À taux de change constant, la marge technique nette décroît de 458 millions d'euros (-144%) principalement en raison des marges négatives sur garanties planchers associées aux contrats d'épargne-retraite en unités de compte («GMxB»), reflétant la non-réurrence des gains sur couverture de taux d'intérêt enregistrés en 2009 et une évolution défavorable des spreads de crédit, partiellement compensée par la baisse du coût de la volatilité.

Les frais généraux reculent de 280 millions d'euros (-31%) à -633 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux diminuent de 284 millions d'euros (-31%) :

- Les frais généraux (y compris les commissions nettes de capitalisation) augmentent de 14 millions d'euros principalement en raison de la hausse des commissions versées, partiellement compensée par les réductions des autres dépenses ; et
- L'amortissement des coûts d'acquisition reportés diminue de 298 millions d'euros, sous l'effet principalement de la baisse des marges sur garanties GMxB.

L'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 18 millions d'euros (+126%) à -32 millions d'euros. À taux de change constant, l'amortissement des valeurs de portefeuille croît de 18 millions d'euros (+124%), reflétant la révision des projections des bénéfices futurs.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** s'améliore de 4,6 points à 67,1%.

La charge d'impôt augmente de 2 millions d'euros (+2%) à -96 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt progresse de 1 million d'euros (+1%). La progression de la charge d'impôt reflète la baisse du résultat opérationnel avant impôt, largement compensée par la diminution des crédits d'impôt.

Le résultat opérationnel décroît de 42 millions d'euros (-15%) à 229 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 43 millions d'euros (-16%).

Le résultat courant baisse de 83 millions d'euros (-29%) à 204 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant diminue de 84 millions d'euros (-29%) reflétant le repli du résultat opérationnel et celui des plus-values réalisées sur titres obligataires.

Le résultat net augmente de 467 millions d'euros à 336 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net progresse de 465 millions d'euros. Le résultat net s'améliore en raison d'une hausse de la valeur de marché des dérivés de taux (+221 millions d'euros) et des placements alternatifs (+108 millions d'euros) et d'une baisse moins importante de la valeur de marché des dérivés actions liés au programme de couverture du passif statutaire (+220 millions d'euros), partiellement compensées par la diminution du résultat courant (-84 millions d'euros).

Vie, épargne, retraite – Royaume-Uni

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	1.398	1.292	2.783
<i>APE (part du Groupe)</i>	537	493	926
Marge financière	81	67	133
Chargements et autres produits	327	307	609
Marge technique nette	45	168	243
Frais généraux	(327)	(335)	(754)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(2)	(13)	(5)
Autres	-	-	-
Résultat opérationnel avant impôt	125	193	225
Charge d'impôt	(6)	(60)	(39)
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(0)
Résultat opérationnel part du Groupe	119	133	186
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(11)	(45)	(38)
Résultat courant part du Groupe	108	88	148
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	50	(122)	(165)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(1.478)	(2)	(3)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(7)	(6)	(13)
Coûts d'intégration	-	(1)	0
Résultat net part du Groupe	(1.327)	(43)	(33)
Taux de change moyen : 1.00 € = £	0,8705	0,8945	0,8913

Le chiffre d'affaires augmente de 106 millions d'euros (+8%) à 1.398 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 36 millions d'euros (+3%) :

- *Épargne-retraite* (75% du chiffre d'affaires):
 - Les primes d'assurance (57% du chiffre d'affaires) augmentent de 1% principalement en raison de la hausse des volumes sur les produits d'investissement «Onshore», partiellement compensée par la baisse des volumes sur les contrats individuels,
 - Les chargements sur produits d'investissement (18% du chiffre d'affaires) progressent de 18%, principalement sous l'effet de l'amélioration des conditions sur les marchés actions,
- *Prévoyance* (22% du chiffre d'affaires) : les primes augmentent de 1% en raison de la croissance des ventes de produits de protection financière via les conseillers financiers indépendants au cours des dernières années, partiellement compensée par la baisse des volumes sur les assurances emprunteurs,
- *Les autres revenus* (3% du chiffre d'affaires) diminuent de 18% principalement en raison de la restructuration des activités de conseil au cours de la période précédente.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 44 millions d'euros (+9%) à 537 millions d'euros. À taux de change constant, les APE progressent de 29 millions d'euros (+6%), une évolution qui s'explique principalement par :

- L'augmentation de 67 millions d'euros (+28%) des volumes en épargne individuelle, principalement en raison de la croissance des ventes d'OPCVM, conséquence du succès de la plate-forme Elevate,
- Le repli de 42 millions d'euros (-20%) des volumes en retraite collective, dû à l'abandon du modèle avec commissionnement à l'entrée et à la non-récurrence de contrats importants de l'année précédente,
- La diminution de 1 million d'euros (-2%) des volumes sur les contrats d'assurance vie, reflétant le renforcement de la concurrence sur le marché de la prévoyance.

La marge financière augmente de 14 millions d'euros (22%) à 81 millions d'euros. À taux de change constant, la marge financière progresse de 12 millions d'euros (18%) principalement en raison d'une hausse de 6 millions d'euros

du résultat revenant à l'actionnaire au titre de la participation aux bénéfices attribuée aux fonds « with-profit » et d'une augmentation de 6 millions d'euros des revenus financiers sur actifs adossés aux fonds propres.

Les chargements et autres produits augmentent de 20 millions d'euros (+6%) à 327 millions d'euros. À taux de change constant, les chargements et autres produits progressent de 11 millions d'euros (+4%) principalement pour les raisons suivantes :

- Une hausse de 24 millions d'euros due à l'augmentation des encours en unités de compte, conséquence de l'amélioration des conditions de marché,
- Une diminution de 10 millions d'euros des chargements suite à la baisse des volumes sur les contrats d'assurance emprunteur compensée en commissions.

La marge technique nette décroît de 122 millions d'euros à 45 millions d'euros. À taux de change constant, la marge technique nette diminue de 123 millions d'euros. Ce repli s'explique principalement par :

- Un gain non récurrent de 165 millions d'euros, enregistré l'année précédente, résultant de la restructuration interne d'un portefeuille de rentes,
- Une augmentation de 11 millions d'euros due à une reprise de provisions non récurrente,
- Une augmentation de 13 millions d'euros découlant du résultat technique du portefeuille de rentes restructuré.

Les frais généraux diminuent de 8 millions d'euros (-3%) à -327 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux baissent de 17 millions d'euros (-5%), principalement pour les raisons suivantes :

- Une diminution de 46 millions d'euros due à une reprise exceptionnelle de provision au titre des taxes revenant aux assurés,
- Une diminution de 10 millions d'euros due à la baisse des commissions versées, conséquence de la réduction des volumes sur les contrats d'assurance emprunteur,
- Compensées par la non-réurrence de l'impact positif lié aux plans de retraite des salariés (35 millions d'euros).

L'amortissement des valeurs de portefeuille diminue de 11 millions d'euros (-85%) à taux de change courant et constant, principalement en raison d'une hausse des marges futures attendues des fonds « with-profit ».

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 8,2 points à 72,5%.

La charge d'impôt diminue de 54 millions d'euros à -6 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt baisse de 55 millions d'euros, principalement sous l'effet du repli du résultat opérationnel avant impôt.

Le résultat opérationnel décroît de 15 millions d'euros (-11%) à 119 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 18 millions d'euros (-13%).

Le résultat courant augmente de 20 millions d'euros (+22%) à 108 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant progresse de 17 millions d'euros (+19%), en grande partie grâce à une baisse de 23 millions d'euros des provisions pour dépréciation et à une réduction de 12 millions d'euros des moins-values réalisées, compensées par la diminution du résultat opérationnel.

Le résultat net décroît de 1.284 millions d'euros à -1.327 millions d'euros. À taux de change constant, et hors provision de 1.478 millions d'euros au titre de la cession annoncée d'une partie des activités vie, épargne, retraite, le résultat net augmente de 190 millions d'euros en raison de la progression de 17 millions d'euros du résultat courant, de la hausse de 77 millions d'euros de l'ajustement lié à l'absence d'escompte de la charge d'impôt sur la diminution des plus-values latentes, revenant aux assurés au titre des contrats d'épargne vie en unités de compte⁴, de l'augmentation de 61 millions d'euros au titre des dérivés actions et obligations et d'une variation positive des effets de change de 34 millions d'euros.

⁴ L'impôt différé calculé sur les actifs relatifs à des contrats en unités de compte l'est sur une base non escomptée à l'actif et sur une base escomptée au passif pour refléter la date escomptée de paiement futur de l'impôt.

Vie, épargne, retraite – Japon

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	2.816	2.909	5.438
<i>APE (part du Groupe)</i>	222	254	532
Marge financière	(0)	(0)	(0)
Chargements et autres produits	631	699	1.326
Marge technique nette	21	74	16
Frais généraux	(350)	(445)	(851)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(50)	(45)	(178)
Autres	-	(1)	(2)
Résultat opérationnel avant impôt	252	282	311
Charge d'impôt	(100)	(111)	(97)
Intérêts minoritaires	(3)	(3)	(4)
Résultat opérationnel part du Groupe	150	168	211
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	28	10	20
Résultat courant part du Groupe	178	178	231
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	36	(170)	191
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	(2)	(2)
Résultat net part du Groupe	214	7	420
Taux de change moyen : 1.00 € = Yen	129,1769	124,4623	129,6333

Le chiffre d'affaires diminue de 93 millions d'euros (-3%) à 2.816 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse légèrement de 14 millions d'euros :

- *Prévoyance* (36% du chiffre d'affaires): le chiffre d'affaires diminue de 119 millions d'euros (-10%) notamment dû à la faible promotion de certains produits (contrats mixtes et produits vie entière) et de la baisse des primes sur les produits d'assurance temporaire-décès,
- *Épargne-retraite* (36% du chiffre d'affaires) : le chiffre d'affaires augmente de 74 millions d'euros (+8%) en raison de la progression notable des ventes de contrats en unités de compte («*Variable Annuities*») (+165 millions d'euros) partiellement compensée par la baisse du chiffre d'affaires en retraite collective,
- *Santé* (28% du chiffre d'affaires): le chiffre d'affaires progresse de 59 millions d'euros (+8%) en raison de la croissance continue de l'encours des produits assurance dépendance et de l'amélioration du taux de rétention des contrats d'assurance médicale vie entière, partiellement compensées par l'arrêt des produits d'assurance couvrant le cancer (-13 millions d'euros).

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 32 millions d'euros (-13%) à 222 millions d'euros. À données comparables et en excluant l'impact lié à l'arrêt des produits couvrant le cancer (-31 millions d'euros), les APE augmentent de 8 millions d'euros (+4%). Cette évolution s'explique par (i) une progression de 14 millions d'euros (+26%) à 64 millions d'euros en épargne-retraite due à la croissance significative des ventes de contrats en unités de compte («*Variable Annuities*») en raison de la prochaine entrée en vigueur de nouvelles dispositions de loi relatives à l'impôt sur les successions, (ii) partiellement compensée par une diminution de 6 millions d'euros (-8%) à 66 millions d'euros en santé, due à la baisse des ventes de contrats d'assurance médicale vie entière. Les contrats de prévoyance demeurent inchangés à 92 millions d'euros.

La marge financière reste stable à 0 million d'euros.

Les chargements et autres produits diminuent de 68 millions d'euros (-10%) à 631 millions d'euros. À taux de

change constant, les chargements et autres produits reculent de 44 millions d'euros (-6%) principalement sous l'effet de la baisse de 31 millions d'euros de l'amortissement au titre des provisions pour chargements non acquis sur les contrats épargne-retraite en unités de compte («*Variable Annuities*») (intégralement compensée par une baisse de l'amortissement des coûts d'acquisition reportés). En dehors de cet impact, les chargements et autres produits diminuent de 13 millions d'euros (-2%) principalement sous l'effet de la baisse de l'encours des produits d'assurance temporaire-décès.

La marge technique nette diminue de 53 millions d'euros (-72%) à 21 millions d'euros ou 53 millions d'euros (-71%) à taux de change constant, principalement sous l'effet des facteurs suivants :

- Une diminution de 73 millions d'euros de la marge sur rachats principalement due à la faillite de l'agent indépendant LINA et à des ajustements de modèles effectués en 2009, ainsi qu'à l'amélioration du taux de rétention,
- Une augmentation de 23 millions d'euros de la marge sur garanties planchers associées aux contrats d'épargne-retraite en unités de compte (GMxB), reflétant une baisse du risque de base et l'amélioration des conditions de marché.

Les frais généraux diminuent de 95 millions d'euros (-21%) à -350 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux baissent de 81 millions d'euros (-18%) reflétant (i) la diminution de 68 millions d'euros de l'amortissement des coûts d'acquisition reportés principalement sous l'effet de la baisse de l'amortissement sur les contrats d'épargne-retraite en unités de compte («*Variable Annuities*») (34 millions d'euros compensés par la baisse de l'amortissement au titre des provisions pour chargements non acquis), de la diminution des rachats et des ajustements de modèles (37 millions d'euros), et à (ii) la baisse de 18 millions d'euros des frais de personnel, conséquence du plan de retraite anticipée en fin d'année 2009.

L'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 4 millions d'euros (+10%) à 50 millions d'euros. À taux de change constant, l'amortissement des valeurs de portefeuille croît de 6 millions d'euros (+14%).

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** diminue de 2 points à 61,3%.

La charge d'impôt baisse de 11 millions d'euros (-10%) à -100 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt recule de 7 millions d'euros (-6%) en raison de la diminution du résultat opérationnel avant impôt.

Le résultat opérationnel diminue de 18 millions d'euros (-11%) à 150 millions d'euros, soit une baisse de 12 millions d'euros (-7%) à taux de change constant.

Le résultat courant reste stable à 178 millions d'euros ou augmente de 7 millions d'euros (+4%) à taux de change constant, sous l'effet conjugué d'une baisse de 12 millions d'euros des provisions pour dépréciation et d'une hausse de 7 millions d'euros des plus-values réalisées, partiellement compensées par la diminution de 12 millions d'euros du résultat opérationnel.

Le résultat net augmente de 207 millions d'euros à 214 millions d'euros. Il convient de rappeler qu'AXA Japon clôture ses comptes annuels au 30 septembre. Conformément aux principes IFRS, les comptes 2008 ont été ajustés d'une perte provisionnelle de 106 millions d'euros liée à l'accroissement des spreads de crédit d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement a été extourné en 2009. À taux de change constant et en excluant cette reprise de 106 millions d'euros en 2009, le résultat net augmente de 322 millions d'euros, principalement en raison d'une hausse de 7 millions d'euros du résultat courant, outre l'amélioration des conditions de marché et notamment l'impact du resserrement des spreads de crédit sur les instruments dérivés et sur le portefeuille d'obligations émises par le secteur privé.

Vie, épargne, retraite – Allemagne

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	3.494	3.055	6.715
<i>APE (part du Groupe)</i>	247	218	469
Marge financière	50	45	118
Chargements et autres produits	140	73	302
Marge technique nette	41	(6)	37
Frais généraux	(87)	(50)	(228)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(5)	(6)	(11)
Autres	-	-	-
Résultat opérationnel avant impôt	138	56	218
Charge d'impôt	(42)	(27)	(61)
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(0)
Résultat opérationnel part du Groupe	96	29	157
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(3)	(58)	(145)
Résultat courant part du Groupe	93	(28)	12
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	27	6	25
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	(7)	(84)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	(2)	(3)
Résultat net part du Groupe	120	(30)	(50)

Le chiffre d'affaires augmente de 439 millions d'euros (+14%) à 3.494 millions d'euros⁵, principalement sous l'effet des facteurs suivants :

- *Vie* (67% du chiffre d'affaires): le chiffre d'affaires croît de 388 millions d'euros (+17%) en raison de la hausse des produits à prime unique en épargne-retraite, tirés par les produits d'investissement à court terme adossés à l'actif général, et des rentes,
- *Santé* (33% du chiffre d'affaires): le chiffre d'affaires progresse de 39 millions d'euros (+4%) principalement sous l'effet de l'indexation des primes.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 29 millions d'euros (+13%) à 247 millions d'euros. À données comparables, les APE progressent de 16 millions d'euros (+7%) en raison d'une augmentation des produits à prime unique en épargne-retraite, imputable aux produits d'investissement à court terme adossés à l'actif général et des rentes, partiellement compensée par une diminution des produits santé sur le réseau de courtiers.

La marge financière augmente de 5 millions d'euros (+11%) à 50 millions d'euros en raison d'une baisse des revenus de placement alloués aux assurés, partiellement compensée par une diminution des revenus financiers générés par les titres obligataires, sous l'effet conjugué de la saisonnalité du versement des revenus des fonds et de la baisse des rendements.

Les chargements et autres produits augmentent de 67 millions d'euros (+91%) à 140 millions d'euros en raison d'une plus faible allocation des chargements et autres produits aux assurés.

La marge technique nette progresse de 47 millions d'euros à 41 millions d'euros sous l'effet de la baisse des coûts de couverture sur les contrats épargne-retraite en unités de compte («*Variable Annuities*») (+41 millions d'euros).

⁵ 3.482 millions d'euros après éliminations internes.

Les frais généraux augmentent de 37 millions d'euros (+75%) à -87 millions d'euros en raison de la baisse des frais généraux alloués aux assurés, partiellement compensée par la diminution des commissions en santé suite au développement des affaires nouvelles.

L'amortissement des valeurs de portefeuille diminue de 1 million d'euros (-13%) à -5 millions d'euros.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** baisse de 9,8 points à 40,0%.

La charge d'impôt augmente de 16 millions d'euros (+59%) à -42 millions d'euros principalement en raison de la hausse du résultat opérationnel avant impôt.

Le résultat opérationnel progresse de 66 millions d'euros à 96 millions d'euros du fait de la hausse des marges sur les contrats épargne-retraite en unités de compte (« *Variable Annuities* ») (+45 millions d'euros) et de la baisse de la marge opérationnelle allouée aux assurés.

Le résultat courant croît de 121 millions d'euros à 93 millions d'euros en raison de la hausse du résultat opérationnel, de la baisse des provisions pour dépréciation ainsi que de l'augmentation des plus-values sur actions et obligations.

Le résultat net augmente de 151 millions d'euros à 120 millions d'euros sous l'effet de la hausse du résultat courant, d'une variation favorable de la juste valeur des investissements en fonds Private Equity et de l'évolution positive des instruments de couverture des taux d'intérêt.

Vie, épargne, retraite – Suisse

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	3.643	3.396	4.442
<i>APE (part du Groupe)</i>	179	170	255
Marge financière	48	9	92
Chargements et autres produits	112	101	208
Marge technique nette	104	100	163
Frais généraux	(93)	(83)	(179)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(20)	(19)	(28)
Autres	-	-	-
Résultat opérationnel avant impôt	151	108	256
Charge d'impôt	(34)	(24)	(30)
Intérêts minoritaires	-	-	-
Résultat opérationnel part du Groupe	117	84	226
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	28	(15)	(1)
Résultat courant part du Groupe	146	68	225
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	46	(17)	(19)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(5)	(3)	(16)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(3)	(3)	(5)
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	184	46	185
Taux de change moyen : 1.00 € = franc suisse	1,4357	1,5055	1,5096

Le chiffre d'affaires augmente de 247 millions d'euros (+7%) à 3.643 millions d'euros⁶. À données comparables, le chiffre d'affaires croît de 75 millions d'euros (+2%) :

- *Assurance vie collective* : le chiffre d'affaires augmente de 69 millions d'euros (+2%) à 3.303 millions d'euros principalement en raison de la hausse des primes périodiques (55 millions d'euros), reflétant le niveau bas des résiliations à la fin de 2009.
- *Assurance vie individuelle* : le chiffre d'affaires augmente de 9 millions d'euros (+3%) à 340 millions d'euros en raison de la hausse des primes uniques et périodiques sur les produits d'assurance (+7 millions d'euros) et de l'augmentation des chargements sur produits d'investissement (+2 millions d'euros) en raison principalement des produits « *Variable Annuities* » Twinstar Income.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 9 millions d'euros (+5%) à 179 millions d'euros. À données comparables, les APE restent stables.

La marge financière progresse de 39 millions d'euros à 48 millions d'euros. À taux de change constant, la marge financière augmente de 37 millions d'euros sous l'effet de la baisse des revenus de placement alloués aux assurés.

Les chargements et autres produits sont en hausse de 11 millions d'euros (+11%) à 112 millions d'euros. À taux de change constant, les chargements et autres produits augmentent de 6 millions d'euros (+6%) principalement sous l'effet d'une plus faible allocation des chargements et autres produits aux assurés.

La marge technique nette augmente de 3 millions d'euros (+3%) à 104 millions d'euros. À taux de change constant, la marge technique nette diminue de 1 million d'euros (-1%).

Les frais généraux progressent de 10 millions d'euros (+12%) à -93 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux augmentent de 6 millions d'euros (+7%) principalement en raison de la hausse de 5 millions d'euros

⁶ 3.639 millions d'euros après éliminations internes.

(+20%) des frais d'acquisition, reflétant l'accroissement des volumes, et de l'augmentation de l'amortissement des coûts d'acquisition reportés suite à la hausse des bénéfices sur la période.

L'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 1 million d'euros (+3%) à -20 millions d'euros. À taux de change constant, l'amortissement des valeurs de portefeuille reste stable.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** diminue de 5,9 points à 42,8%.

La charge d'impôt augmente de 10 millions d'euros (+40%) à -34 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt est en hausse de 8 millions d'euros (+33%) en raison de l'augmentation du résultat opérationnel avant impôt en partie compensée par la baisse de 1 point du taux de l'impôt sur les sociétés à 21% en 2010.

Le résultat opérationnel progresse de 34 millions d'euros (+40%) à 117 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 28 millions d'euros (+34%).

Le résultat courant croît de 77 millions d'euros (+113%) à 146 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 71 millions d'euros (+104%) en raison de la hausse des plus-values réalisées nettes principalement sur actions (+30 millions d'euros) et de l'augmentation du résultat opérationnel.

Le résultat net augmente de 139 millions d'euros à 184 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 130 millions d'euros principalement en raison de la progression du résultat courant et d'une variation favorable de la juste valeur sur les dérivés de taux d'intérêt.

Vie, épargne, retraite – Belgique

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	1.338	1.051	2.519
APE (part du Groupe)	123	106	264
Marge financière	125	112	228
Chargements et autres produits	74	70	159
Marge technique nette	41	27	95
Frais généraux	(137)	(120)	(256)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(2)	-	(0)
Autres	-	-	-
Résultat opérationnel avant impôt	100	89	225
Charge d'impôt	(19)	35	6
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(0)
Résultat opérationnel part du Groupe	80	124	231
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	13	(9)	24
Résultat courant part du Groupe	93	115	256
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	41	100	188
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(4)	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	(2)	(4)
Résultat net part du Groupe	130	213	439

Le chiffre d'affaires augmente de 287 millions d'euros (+27%) à 1.338 millions d'euros⁷ :

- *Vie, épargne, retraite individuelle* : le chiffre d'affaires augmente de 277 millions d'euros (+36%) à 1.043 millions d'euros principalement grâce au lancement de la nouvelle génération de produits Crest,
- *Vie, épargne, retraite collective* : le chiffre d'affaires progresse de 10 millions d'euros (+3%) à 295 millions d'euros grâce à un effet saisonnalité favorable.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 16 millions d'euros (+16%) à 123 millions d'euros. Les APE des produits vie, épargne, retraite individuelle progressent de 18 millions d'euros (+19%) à 115 millions d'euros principalement en raison des ventes de contrats Crest tandis que les APE des produits vie, épargne, retraite collective diminuent de 2 millions d'euros.

La marge financière est en hausse de 13 millions d'euros (+11%) à 125 millions d'euros principalement en raison de l'augmentation des encours et d'une diminution du taux moyen crédité aux assurés, partiellement compensées par une baisse du rendement des investissements principalement en raison des arriérés d'intérêts non récurrents reçus en complément d'un profit d'impôt.

Les chargements et autres produits augmentent de 4 millions d'euros (+5%) à 74 millions d'euros principalement du fait d'une accélération de l'amortissement des provisions pour chargements non acquis, compensée par une accélération de l'amortissement des coûts d'acquisition différés en frais généraux.

La marge technique nette progresse de 14 millions d'euros (+53%) à 41 millions d'euros grâce à une évolution favorable de la mortalité et de la morbidité en assurance vie individuelle et à la baisse des coûts de couverture des contrats d'épargne-retraite en unités de compte («*Variable Annuities*»).

⁷ 1.337 millions d'euros après éliminations internes.

Les frais généraux augmentent de 17 millions d'euros (+15%) à -137 millions d'euros sous l'effet de la hausse des coûts d'acquisition consécutive à l'augmentation des volumes, ainsi que de l'accélération de l'amortissement des coûts d'acquisition différés.

L'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 2 millions d'euros à -2 millions d'euros.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** progresse de 0,8 point à 58,3%.

La charge d'impôt augmente de 55 millions d'euros à -19 millions d'euros sous l'effet de l'impact non récurrent de la décision de justice, prononcée en 2009, favorable aux compagnies d'assurance sur les RDT (« Revenus Définitivement Taxés » : 52 millions d'euros).

Le résultat opérationnel décroît de 44 millions d'euros (-35%) à 80 millions d'euros. Hors impact de la décision sur les RDT en 2009, le résultat opérationnel augmente de 8 millions d'euros (+11%).

Le résultat courant diminue de 21 millions d'euros (-19%) à 93 millions d'euros principalement sous l'effet de la baisse du résultat opérationnel, partiellement compensée par l'accroissement des plus-values nettes réalisées principalement sur actions.

Le résultat net baisse de 83 millions d'euros (-39%) à 130 millions d'euros en raison d'une variation moins favorable de la juste valeur due à l'élargissement des spreads de crédit, partiellement compensée par la diminution des taux d'intérêt.

Vie, épargne, retraite – Région Méditerranéenne et Amérique Latine

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	4.243	2.958	6.483
<i>APE (part du Groupe)</i>	322	219	497
Marge financière	124	111	225
Chargements et autres produits	165	151	303
Marge technique nette	49	58	98
Frais généraux	(217)	(199)	(406)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(11)	(18)	(30)
Autres	-	-	-
Résultat opérationnel avant impôt	110	103	189
Charge d'impôt	(27)	(29)	(48)
Intérêts minoritaires	(17)	(11)	(27)
Résultat opérationnel part du Groupe	67	64	115
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	21	(10)	4
Résultat courant part du Groupe	88	53	119
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	(3)	6	20
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	1
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(0)	(0)	(0)
Coûts d'intégration	-	(0)	(1)
Résultat net part du Groupe	85	59	139

Le chiffre d'affaires augmente de 1.285 millions d'euros (+43%) à 4.243 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires croît de 1.283 millions d'euros (+44%) principalement sous l'effet de la forte croissance des produits d'épargne adossés à l'actif général (1.229 millions d'euros, soit +63%) notamment chez AXA MPS en Italie (1.041 millions d'euros, soit +71%), renforcée par Antonveneta, un contexte favorable avec notamment l'amnistie fiscale jusqu'en avril, et l'augmentation des ventes de produits « *Variable Annuities* » (+110 millions d'euros).

Les affaires nouvelles en base APE progressent de 104 millions d'euros (+47%) à 322 millions d'euros. À données comparables, les APE croissent de 103 millions d'euros (+48%) principalement sous l'effet d'une contribution plus importante des produits d'épargne adossés à l'actif général (76 millions d'euros, soit +57%) principalement chez AXA MPS (61 millions d'euros, soit +78%), renforcée par Antonveneta, un accroissement des ventes de produits « *Variable Annuities* » (9 millions d'euros) principalement en Espagne et des produits assurance vie collective (11 millions d'euros, soit +52%) principalement au Mexique.

La marge financière est en hausse de 14 millions d'euros (+12%) à 124 millions d'euros. À taux de change constant, la marge financière augmente de 13 millions d'euros (+12%) principalement grâce à la croissance des contrats en portefeuille, malgré une baisse des rendements notamment sur les titres obligataires.

Les chargements et autres produits progressent de 13 millions d'euros (+9%) à 165 millions d'euros. À taux de change constant, les chargements et autres produits augmentent de 10 millions d'euros (+6%) suite à la croissance des volumes chez AXA MPS.

La marge technique nette diminue de 9 millions d'euros (-16%) à 49 millions d'euros. À taux de change constant, la marge technique nette baisse de 10 millions d'euros (-17%) en raison de la reprise d'une provision pour risque en Espagne au premier semestre 2009, partiellement compensée par une évolution plus favorable de la marge sur mortalité.

Les frais généraux augmentent de 18 millions d'euros (+9%) à - 217 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux progressent de 13 millions d'euros (+7%) sous l'effet de la croissance de l'activité.

L'amortissement des valeurs de portefeuille diminue de 7 millions d'euros (-41%) à -11 millions d'euros. À taux de change constant, l'amortissement des valeurs de portefeuille baisse de 8 millions d'euros (-42%), en raison principalement de la décroissance naturelle des valeurs de portefeuille chez AXA MPS.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** diminue de 0,3 point à 67,4 %. À taux de change constant, le ratio d'exploitation opérationnel diminue de 0,7 point.

La charge d'impôt baisse de 2 millions d'euros (-8%) à -25 millions d'euros à taux de change courant et constant principalement sous l'effet du mix-pays.

Le résultat opérationnel augmente de 3 millions d'euros (+5%) à 67 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel progresse de 3 millions d'euros (+4%).

Le résultat courant croît de 35 millions d'euros (+65%) à 88 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 34 millions d'euros (+65%) principalement en raison de la hausse des plus-values réalisées, de la diminution des provisions pour dépréciation sur actions, ainsi que de l'augmentation du résultat opérationnel.

Le résultat net augmente de 26 millions d'euros (+44%) à 85 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 26 millions d'euros (+44%) en raison de la hausse du résultat courant, partiellement compensée par l'impact négatif lié à la baisse des taux d'intérêt sur les dérivés.

Vie, épargne, retraite – Autres pays

Les tableaux suivants présentent les résultats des autres pays dans lesquels AXA exerce une activité d'assurance Vie, Epargne, Retraite.

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Australie / Nouvelle Zélande	811	813	1.532
Hong Kong	665	607	1.203
Europe Centrale et de l'Est	239	229	470
Autres pays	223	164	352
dont Canada	69	56	115
dont Luxembourg	43	37	72
dont Asie du Sud Est (a)	111	70	164
TOTAL	1.938	1.811	3.557
Eliminations internes	(1)	(1)	(2)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	1.936	1.810	3.555

(a) Le resultat de l'Asie du Sud Est inclut l'Indonésie et Singapour.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Australia & New Zealand	43	13	46
Hong Kong	79	76	135
Central & Eastern Europe	5	8	16
Autres pays	(5)	(3)	(2)
dont Canada	4	2	5
dont Luxembourg	3	3	5
dont Asie du sud-est et Chine (a)	(4)	(5)	(2)
dont AXA Global Distributors	(8)	(3)	(9)
RESULTAT OPERATIONNEL	122	95	195
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	13	(25)	(12)
RESULTAT COURANT	135	69	183
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(5)	(23)	(17)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(59)	(15)	(3)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(1)	(2)
Coûts d'intégration	-	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	70	30	161

(a) Le resultat de l'Asie du Sud Est inclut l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines, Singapour et l'Inde.

AUSTRALIE / NOUVELLE-ZELANDE⁸

Le chiffre d'affaires diminue de 2 millions d'euros (0%) à 811 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires est en baisse de 171 millions d'euros (-21%) :

- **Les primes émises** (72% du chiffre d'affaires) diminuent de 187 millions d'euros (-29%) à 585 millions d'euros, principalement sous l'effet de la baisse des ventes de produits d'épargne garantis (-175 millions d'euros), due à une moindre demande de produits de placement moins risqués comparée à l'année dernière,
- **Les revenus relatifs aux OPCVM** (28% du chiffre d'affaires) augmentent de 16 millions d'euros (+10%) à 226 millions d'euros en raison de la hausse des actifs sous gestion consécutive à l'amélioration des conditions des marchés financiers.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 23 millions d'euros (+18%) à 153 millions d'euros. À données comparables, les APE diminuent de 10 millions d'euros (-7%), principalement en raison du repli des ventes de produits d'épargne garantie et des produits North des contrats d'épargne-retraite « *Variable Annuities* », partiellement compensé par une augmentation des ventes de la joint venture AllianceBernstein.

Le résultat opérationnel augmente de 29 millions d'euros à 43 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel progresse de 21 millions d'euros. Sur la base d'une détention à 100%, l'évolution du résultat opérationnel est la suivante :

- **La marge financière** augmente de 13 millions d'euros à 16 millions d'euros. À taux de change constant, la marge financière progresse de 9 millions d'euros en raison d'une hausse du rendement des actifs obligataires et de la restructuration de prêts internes.
- **Les chargements et autres produits** progressent de 108 millions d'euros (+36%) à 408 millions d'euros. À taux de change constant, les chargements et autres produits augmentent de 23 millions d'euros (+8%) en raison de la croissance de l'encours moyen.
- **La marge technique nette** est en hausse de 5 millions d'euros (110%) à 0 million d'euros. À taux de change constant, la marge technique nette augmente de 5 millions d'euros (108%), principalement en raison de l'amélioration de la marge de couverture sur des contrats d'épargne-retraite « *Variable Annuities* », et d'une sinistralité favorable du portefeuille de prévoyance.
- **Les frais généraux** augmentent de 70 millions d'euros (+27%) à -331 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux progressent de 1 million d'euros (+1%) en raison de la hausse des commissions versées, suite à l'augmentation des chargements et autres produits, compensée par la non-réurrence des frais exceptionnels en 2009, liés à l'intégration de Genesys.
- **L'amortissement des valeurs de portefeuille** augmente de 3 millions d'euros (+25%) à -13 millions d'euros. À taux de change constant, l'amortissement des valeurs de portefeuille reste stable.
- En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** diminue de 9,7 points à 81,0%.
- **La charge d'impôt** baisse de 2 millions d'euros (-58%) à -1 million d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt diminue de 2 millions d'euros (-67%) en raison d'un crédit d'impôt exceptionnel, partiellement compensé par une hausse du résultat opérationnel.

Le résultat courant augmente de 44 millions d'euros à 39 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant progresse de 36 millions d'euros sous l'effet de l'augmentation du résultat opérationnel et de la hausse des plus-values réalisées.

Le résultat net croît de 57 millions d'euros à 34 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 50 millions d'euros en raison de la progression du résultat courant ainsi que de la baisse des moins-values latentes sur dérivés.

⁸ La part d'AXA dans AXA Asia Pacific Group est de 54,04% et se répartit entre 53,92% de participation directe et 0,12% de participation détenue par AAPH Executive plan trust.

HONG-KONG⁹

Le chiffre d'affaires augmente de 58 millions d'euros (+10%) à 665 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires croît de 56 millions d'euros (+9%) en raison de la hausse des ventes de produits épargne-retraite (+28 millions d'euros) et prévoyance (+28 millions d'euros).

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 11 millions d'euros (+19%) à 72 millions d'euros. À données comparables, les APE sont en hausse de 11 millions d'euros (+18%) en raison de la croissance des ventes de produits de prévoyance (+13 millions d'euros), partiellement compensée par la baisse des ventes de contrats épargne-retraite « *Variable Annuities* » (-3 millions d'euros).

Le résultat opérationnel croît de 3 millions d'euros (+4%) à 79 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 3 millions d'euros (+4%). Hors ajustement exceptionnel au titre de l'amortissement des valeurs en portefeuille en 2009 (10 millions d'euros), le résultat opérationnel augmente de 13 millions d'euros (+20%), reflétant la croissance des contrats en portefeuille et les affaires nouvelles.

Le résultat courant augmente de 23 millions d'euros (+32%) à 93 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant croît de 23 millions d'euros (+32%) sous l'effet de l'augmentation du résultat opérationnel et des plus-values réalisées sur actions et titres obligataires.

Le résultat net progresse de 31 millions d'euros (+50%) à 92 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 31 millions d'euros (+50%) en raison de la hausse du résultat courant et de la non-récurrence de l'impact défavorable de la juste valeur sur les produits dérivés en 2009.

EUROPE CENTRALE ET DE L'EST

Le chiffre d'affaires augmente de 10 millions d'euros (+4%) à 239 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires diminue de 5 millions d'euros (-2%) sous l'effet de la baisse des revenus de l'activité fonds de pension en République Tchèque, partiellement compensée par l'amélioration en assurance vie collective en Pologne.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 41 millions d'euros (+61%) à 109 millions d'euros. À données comparables, les APE progressent de 20 millions d'euros (+25%), tirées par l'activité fonds de pension (+15 millions d'euros, +37%) et les activités vie, épargne, retraite (+5 millions d'euros, soit +13%) qui bénéficient de la bonne performance des produits en unités de compte. Les principaux pays contribuant à la croissance sont les suivants : la Pologne (+16 millions d'euros, soit +47%) principalement avec l'activité fonds de pension et, dans une moindre mesure, la Hongrie (+6 millions d'euros, soit +45%) partiellement compensés par la République Tchèque (-2 millions d'euros, -6%).

Le résultat opérationnel diminue de 3 millions d'euros (-38%) à 5 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel baisse de 3 millions d'euros (-41%) en raison d'un repli des revenus de l'activité fonds de pension, consécutive à un changement de réglementation, partiellement compensé par la croissance du portefeuille et les mesures de maîtrise des coûts.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 5,6 points à 91,4%.

Le résultat courant diminue de 1 million d'euros (-19%) à 5 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant diminue de 1 million d'euros (-22%) suite à la baisse du résultat opérationnel, partiellement compensée par la diminution des provisions pour dépréciation sur actions et titres obligataires.

Le résultat net décroît de 2 millions d'euros (-32%) à 4 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 2 millions d'euros (-34%), tiré par le résultat courant.

⁹ La part d'AXA dans AXA Asia Pacific Group est de 54,04% et se répartit entre 53,92% de participation directe et 0,12% de participation détenue par AAPH Executive plan trust.

CANADA

Le chiffre d'affaires augmente de 13 millions d'euros (+23%) à 69 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 3 millions d'euros (+5%) principalement en raison de la croissance des ventes en santé.

Le résultat opérationnel croît de 2 millions d'euros (+129%) à 4 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 2 millions d'euros (+96%) suite à la baisse des coûts d'acquisition.

Le résultat courant progresse de 4 millions d'euros (+107%) à 8 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 3 millions d'euros (+77%) sous l'effet de la hausse du résultat opérationnel et des plus-values réalisées.

Le résultat net augmente de 3 millions d'euros (+69%) à 7 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net croît de 2 millions d'euros (+45%).

ASIE DU SUD-EST ET CHINE

Le chiffre d'affaires augmente de 41 millions d'euros (+59%) à 111 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 28 millions d'euros (+41%) principalement en raison des ventes de produits en unités de compte en Indonésie (16 millions d'euros) et à Singapour (8 millions d'euros) à la suite de l'amélioration des conditions de marché et de lancements de nouveaux produits.

Les affaires nouvelles en base APE progressent de 38 millions d'euros (+95%) à 78 millions d'euros. À données comparables, les APE augmentent de 31 millions d'euros (+77%) principalement sous l'effet de la croissance de la bancassurance (+13 millions d'euros) et du télémarketing (+5 millions d'euros) en Indonésie, du lancement de nouveaux produits en Thaïlande (+5 millions d'euros) et de l'assurance vie collective en Chine (+4 millions d'euros).

Le résultat opérationnel s'améliore de +11% à -4 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 1 million d'euros (+19%), tiré par l'amélioration significative des résultats en Indonésie et en Thaïlande (+6 millions d'euros), partiellement compensée par l'augmentation des pertes opérationnelles en Inde (-4 millions d'euros).

Le résultat courant progresse de 1 million d'euros (+18%) à -4 millions d'euros. À données comparables, le résultat courant augmente de 1 million d'euros (+25%) principalement sous l'effet de la hausse du résultat opérationnel.

Le résultat net diminue de 46 millions d'euros à -62 millions d'euros. À données comparables, le résultat net décroît de 34 millions d'euros, reflétant principalement les pertes antérieures résiduelles en Inde (-33 millions d'euros), partiellement compensées par la croissance du résultat courant.

AXA GLOBAL DISTRIBUTORS

Le **résultat opérationnel, courant et net** correspond à une perte de 8 millions d'euros au 30 juin 2010 relative aux coûts de mise en place et de structure.

Dommages

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe des activités dommages d'AXA pour les périodes indiquées.

Dommages (a)

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Primes émises	15.570	15.033	26.291
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	-	-	-
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	15.570	15.033	26.291
<i>Produit net bancaire</i>	-	-	-
<i>Produits des autres activités</i>	39	39	77
CHIFFRE D'AFFAIRES	15.609	15.072	26.368
<i>Variation des primes non acquises nettes de chargements et prélèvements non acquis</i>	(2.199)	(2.130)	(103)
<i>Résultat financier hors coût de l'endettement net</i>	1.061	1.108	2.068
Charges techniques relatives aux activités d'assurance	(9.016)	(8.731)	(17.901)
Résultat net des cessions en réassurance	(424)	(366)	(710)
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-
Frais d'acquisition des contrats	(2.366)	(2.330)	(4.863)
Amortissements des valeurs de portefeuille et autres actifs incorporels	-	-	-
Frais d'administration	(1.361)	(1.255)	(2.517)
Pertes de valeur constatées sur immobilisations corporelles	0	-	(1)
Autres	7	(3)	(7)
Autres produits et charges	(13.161)	(12.684)	(25.999)
RESULTAT OPERATIONNEL BRUT AVANT IMPOT	1.311	1.366	2.334
Quote part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	11	16	18
Charges liées aux dettes de financement	(2)	(3)	(5)
RESULTAT OPERATIONNEL NET AVANT IMPOT	1.319	1.379	2.347
<i>Impôt sur le résultat</i>	(378)	(372)	(638)
<i>Intérêts minoritaires</i>	(18)	(21)	(39)
RESULTAT OPERATIONNEL	923	986	1.670
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	207	(210)	(264)
RESULTAT COURANT	1.130	775	1.406
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(31)	(15)	187
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	5	12	32
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(32)	(32)	(64)
Coûts d'intégration	-	(18)	(46)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1.072	722	1.516

(a) Brut des éliminations internes.

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
France	3.229	3.127	5.724
Royaume-Uni et Irlande	2.183	2.086	3.976
Allemagne	2.205	2.228	3.527
Belgique	1.154	1.171	2.145
Région Méditerranéenne et Amérique Latine (a)	3.478	3.426	6.721
Suisse	2.030	1.964	2.161
Autres pays	1.330	1.070	2.116
TOTAL	15.609	15.072	26.368
Eliminations internes	(215)	(153)	(194)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	15.394	14.919	26.174

(a) La Région Méditerranéenne et Amérique Latine inclut l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, le Maroc, la Turquie, la Région du Golfe et le Mexique.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
France	212	230	406
Royaume-Uni et Irlande	72	87	100
Allemagne	111	166	283
Belgique	75	93	168
Région Méditerranéenne et Amérique Latine (a)	180	217	326
Suisse	180	123	260
Autres pays	92	70	126
RESULTAT OPERATIONNEL	923	986	1.670
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	207	(210)	(264)
RESULTAT COURANT	1.130	775	1.406
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(31)	(15)	187
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	5	12	32
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(32)	(32)	(64)
Coûts d'intégration	-	(18)	(46)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1.072	722	1.516

(a) La Région Méditerranéenne et Amérique Latine inclut l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie, le Maroc, la Région du Golfe et le Mexique.

Dommmages – France

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	3.229	3.127	5.724
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	80,2%	85,0%	81,5%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	74,0%	74,8%	74,2%
Résultat technique net	735	690	1.473
Taux de chargement	25,1%	24,7%	24,9%
Résultat financier net	307	335	600
Résultat opérationnel avant impôt	331	350	652
Charge d'impôt	(118)	(120)	(245)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(1)
Résultat opérationnel part du Groupe	212	230	406
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	71	(35)	(26)
Résultat courant part du Groupe	284	195	380
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(23)	(27)	65
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	260	168	445

Le chiffre d'affaires progresse de 102 millions d'euros (+3%) à 3.229 millions d'euros¹⁰. En assurances Particuliers (61% du chiffre d'affaires), les primes augmentent de 5%, à 1.945 millions d'euros tandis qu'en assurances Entreprises (39% du chiffre d'affaires), les primes sont stables à 1.236 millions d'euros en raison principalement des hausses tarifaires dans toutes les branches d'activité, avec des impacts négatifs limités sur les volumes, à l'exception de l'assurance Construction affectée par le ralentissement de l'activité.

Le résultat technique net croît de 45 millions d'euros (+7%) à 735 millions d'euros :

- Le ratio de sinistralité de l'exercice courant baisse de 4,8 points à 80,2% en raison du recul des charges relatives aux catastrophes naturelles (-2,1 points, tempêtes Klaus et grêle de mai en 2009 et Xynthia en 2010), de la baisse de 0,7 point de l'impact des conditions climatiques défavorables de l'hiver et de l'effet positif des augmentations tarifaires,
- Le ratio de sinistralité tous exercices diminue de 0,8 point à 74,0% sous l'effet de la diminution du ratio de sinistralité de l'exercice courant, en partie compensée par une évolution positive moins favorable des provisions pour sinistres sur les exercices antérieurs (+4,0 points).

Le taux de chargement croît de 0,4 point, à 25,1%, reflétant principalement une hausse des coûts informatiques pour améliorer la productivité future et des charges non récurrentes.

En conséquence, le **ratio combiné** diminue de 0,3 point à 99,1%.

Le résultat financier net baisse de 28 millions d'euros (-8%) à 307 millions d'euros, en raison principalement de la saisonnalité des dividendes de fonds obligataires.

La **charge d'impôt** reste stable à -118 millions d'euros.

Le résultat opérationnel diminue de 18 million d'euros (-8%) à 212 millions d'euros.

¹⁰ 3.181 millions d'euros après éliminations internes.

Le **résultat courant** augmente de 89 millions d'euros (+46%), à 284 millions d'euros en raison de la progression de 107 millions d'euros des plus-values réalisées nettes notamment sur les actions, en partie compensée par la diminution du résultat opérationnel.

Le **résultat net** progresse de 92 millions d'euros (+55%) à 260 millions d'euros sous l'effet principalement de la hausse du résultat courant.

Dommmages - Royaume-Uni et Irlande

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	2.183	2.086	3.976
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	71,6%	71,6%	74,1%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	70,3%	68,9%	70,0%
Résultat technique net	604	616	1.202
Taux de chargement	30,8%	31,5%	32,3%
Résultat financier net	104	119	216
Résultat opérationnel avant impôt	82	113	127
Charge d'impôt	(10)	(26)	(26)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(0)
Résultat opérationnel part du Groupe	72	87	100
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	19	(80)	(58)
Résultat courant part du Groupe	91	6	42
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(13)	1	7
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(2)	(3)	(6)
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	75	5	44
Taux de change moyen : 1.00 € = £	0,8705	0,8945	0,8913

Le **chiffre d'affaires** croît de 96 millions d'euros (+5%) à 2.183 millions d'euros¹¹. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 26 millions d'euros (+1%) :

- **Particuliers** (58% du chiffre d'affaires) : les primes augmentent de 14% à 1.261 millions d'euros. La **branche automobile** est en hausse de 34% à 508 millions d'euros sous l'effet conjugué de hausses tarifaires dans un marché montrant des signes d'augmentation tarifaire et d'une progression des volumes, en affaires nouvelles comme en renouvellement de polices UK Direct (produits Swiftcover et AXA) et sur le marché du courtage, ainsi qu'une forte performance en Irlande du Nord. Les **branches non automobiles** progressent de 3% à 753 millions d'euros. L'assurance dommages aux biens est en hausse de 7% à 287 millions d'euros grâce à la croissance de UK Direct (produits AXA), aux nouveaux produits lancés au second semestre 2009 et aux augmentations tarifaires. L'assurance santé est en hausse de 2% à 300 millions d'euros, grâce à un meilleur renouvellement des polices. Les autres produits d'assurance particuliers reculent de 1% à 166 millions d'euros, ce qui s'explique surtout par une politique sélective de souscriptions dans l'assurance voyages et garantie,
- **Entreprises** (40% du chiffre d'affaires) : les primes baissent de 11% à 881 millions d'euros. La **branche automobile** est en hausse de 4% à 140 millions d'euros, reflétant les affaires nouvelles et les augmentations tarifaires au Royaume-Uni et en Irlande. Les **branches non automobiles** reculent de 13% en raison de la sortie de contrats non rentables et d'un marché peu porteur. L'assurance santé diminue de 2% à 356 millions d'euros, reflétant un environnement concurrentiel pour la clientèle des grandes entreprises, en partie compensé par une croissance dans les PME.

Le **résultat technique net** diminue de 13 millions d'euros (-2%) à 604 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat technique net recule de 27 millions d'euros (-4%) :

- le ratio de sinistralité de l'exercice courant est en ligne avec celui de l'exercice précédent à 71,6% en raison d'une hausse des charges relatives aux catastrophes naturelles (+0,8 point), d'une augmentation du coût des couvertures de réassurance (+1,2 points) et des frais de gestion des sinistres (+1 point). Ces augmentations sont compensées par la poursuite de l'amélioration dans l'assurance Entreprises (-3.1 points) dans un contexte

¹¹ 2.125 millions d'euros après éliminations internes.

- de hausses tarifaires, de gestion rigoureuse des souscriptions et de l'évolution favorable de sinistres importants en dommages aux biens,
- le ratio de sinistralité tous exercices s'améliore de 1,4 point à 70,3%, reflétant la stabilité du ratio de sinistralité de l'exercice courant et l'évolution moins favorable de la sinistralité sur exercices antérieurs (+1,4 points).

Le **taux de chargement** recule de 0,7 point à 30,8% ; le **ratio d'acquisition** baisse de -2 points à 22,4%, sous l'effet principalement de la diminution des commissions (-2,4 points) due à la renégociation des commissions de courtage. Le **ratio d'administration** augmente de 1,2 point en raison de l'effet positif non récurrent intervenu en 2009 de la révision des plans de retraite des salariés (+1.8 points) en partie compensée par la maîtrise des coûts.

En conséquence, le **ratio combiné** augmente de 0,7 point à 101,1%.

Le **résultat financier net** baisse de 16 millions d'euros (-13%) à 104 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat financier net diminue de 18 millions d'euros (-15%) sous l'effet principalement de la baisse des taux de rendement.

La **charge d'impôt** diminue de 16 millions d'euros (-61%) à -10 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt recule de 16 millions d'euros (-62%) en raison principalement de la baisse du résultat opérationnel avant impôt et d'un crédit d'impôt non récurrent de 8 millions d'euros.

Le **résultat opérationnel** baisse de 15 millions d'euros (-17%) à 72 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel recule de 16 millions d'euros (-18%).

Le **résultat courant** progresse de 85 millions d'euros à 91 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant croît de 83 millions d'euros. La baisse du résultat opérationnel est plus que compensée par 28 millions d'euros de hausse des plus-values réalisées principalement sur actions (+24 millions d'euros) et par la diminution de 71 millions d'euros des provisions pour dépréciation principalement sur obligations (+27 millions d'euros) et actions (+24 millions d'euros).

Le **résultat net** augmente de 71 millions d'euros à 75 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net progresse de 70 millions d'euros sous l'effet de la hausse du résultat courant en partie compensée par l'augmentation des pertes de change.

Dommmages – Allemagne

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	2.205	2.228	3.527
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	76,9%	77,0%	76,4%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	70,4%	66,5%	67,4%
Résultat technique net	519	591	1.148
Taux de chargement	30,9%	30,6%	31,4%
Résultat financier net	174	187	352
Résultat opérationnel avant impôt	152	239	397
Charge d'impôt	(42)	(74)	(112)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	1	1	(0)
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(1)
Résultat opérationnel part du Groupe	111	166	283
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	8	(23)	(105)
Résultat courant part du Groupe	119	143	179
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	29	(18)	23
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	12	26
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	(10)	(21)
Résultat net part du Groupe	148	127	207

Le **chiffre d'affaires** recule de 23 millions d'euros (-1%) à 2.205 millions d'euros¹². À données comparables, le chiffre d'affaires décroît de 40 millions d'euros (-2%) :

- *Particuliers* (64% du chiffre d'affaires) : les primes baissent de 2% à 1.401 millions d'euros en raison du recul du chiffre d'affaires des nouveaux contrats en assurance automobile suite à la pression tarifaire sur le marché et aux résiliations en responsabilité civile médicale, en partie compensé par l'augmentation des affaires nouvelles en dommages aux biens et responsabilité civile, grâce au nouveau produit combiné Box Plus.
- *Entreprises* (30% du chiffre d'affaires) : les primes diminuent de 1% à 652 millions d'euros en raison du recul des sommes assurées et de résiliations reflétant une politique de souscription plus sélective en responsabilité civile industrielle.
- *Autres branches* (6% du chiffre d'affaires) : les primes décroissent de 7% à 124 millions d'euros sous l'effet principalement de la diminution de l'activité protection juridique acceptée.

Le **résultat technique net** diminue de 72 millions d'euros (-12%) à 519 millions d'euros :

- *Le ratio de sinistralité de l'exercice courant* recule de 0,1 point à 76,9%. En excluant l'impact des catastrophes naturelles (Xynthia en 2010), le ratio de sinistralité de l'exercice courant s'améliore de 1,8 point.
- *Le ratio de sinistralité tous exercices* augmente de 3,9 points à 70,4% en raison d'une évolution positive moins favorable des provisions pour sinistres sur les exercices antérieurs.

Le **taux de chargement** augmente de 0,3 point à 30,9% sous l'effet d'une modification de la rémunération des réseaux de distribution.

En conséquence, le **ratio combiné** croît de 4,2 points à 101,3%.

Le **résultat financier net** diminue de 13 millions d'euros (-7%) à 174 millions d'euros en raison de la baisse des revenus financiers générés par les titres obligataires, sous l'effet conjugué de la saisonnalité du versement des revenus des fonds et de la baisse des taux de rendement.

¹² 2.177 millions d'euros après éliminations internes.

La **charge d'impôt** diminue de 32 millions d'euros (-44%) à -42 millions d'euros, sous l'effet principalement de la baisse du résultat opérationnel avant impôt.

Le **résultat opérationnel** décroît de 55 millions d'euros (-33%) à 111 millions d'euros.

Le **résultat courant** recule de 24 millions d'euros (-17%) à 119 millions d'euros en raison de la baisse du résultat opérationnel, en partie compensée par la diminution des provisions pour dépréciation d'actions.

Le **résultat net** progresse de 21 millions d'euros (+16%) à 148 millions d'euros grâce principalement à l'évolution favorable de la juste valeur des fonds de Private Equity et du résultat de change positif, en partie compensés par la baisse du résultat courant.

Domages – Belgique

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	1.154	1.171	2.145
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	81,2%	80,9%	82,1%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	66,9%	69,0%	69,7%
Résultat technique net	349	332	651
Taux de chargement	31,6%	30,0%	30,1%
Résultat financier net	100	94	196
Résultat opérationnel avant impôt	115	103	197
Charge d'impôt	(40)	(10)	(29)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	0	0	0
Résultat opérationnel part du Groupe	75	93	168
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	5	(16)	(25)
Résultat courant part du Groupe	80	77	143
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	2	21	62
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(2)	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(1)	(2)
Coûts d'intégration	-	(5)	(18)
Résultat net part du Groupe	79	92	186

Le **chiffre d'affaires** diminue de 18 millions d'euros (-2%) à 1.154 millions d'euros¹³:

- *Particuliers* (48% du chiffre d'affaires) : les primes augmentent de 2% à 562 millions d'euros, sous l'effet de la branche automobile (+2%) et des branches non automobiles (+1%) surtout en dommages aux biens suite à des augmentations tarifaires en partie compensées par des pertes de portefeuille,
- *Entreprises* (50% du chiffre d'affaires) : les primes reculent de 4% à 586 millions d'euros, la branche automobile baissant de 1% et les branches non automobiles de 5% en raison principalement de la branche accidents du travail (-12%) affectée par la conjoncture économique et de la priorité donnée à la rentabilité.

Le **résultat technique net** progresse de 17 millions d'euros (+5%) à 349 millions d'euros :

- Le ratio de sinistralité de l'exercice courant augmente de 0,3 point à 81,2%.
- Le ratio de sinistralité tous exercices recule de 2,1 points à 66,9% en raison d'une évolution plus favorable de la sinistralité sur exercices antérieurs, principalement en accidents du travail.

Le **taux de chargement** augmente de 1,6 points à 31,6% sous l'effet principalement de la hausse des frais administratifs (+1,5 points) reflétant les programmes de retraite anticipée et les investissements destinés à améliorer la qualité de service.

En conséquence, le **ratio combiné** diminue de 0,5 point à 98,5%.

Le **résultat financier net** croît de 6 millions d'euros (+6%) à 100 millions d'euros en raison de la croissance des actifs et de l'évolution favorable de l'allocation d'actifs en faveur des obligations.

La **charge d'impôts** augmente de 30 millions d'euros à -40 millions d'euros sous l'effet de la non récurrence de la décision de justice favorable aux compagnies d'assurance sur les RDT (Revenus Définitivement Taxés : 21 millions d'euros) et de la hausse du résultat avant impôt.

¹³ 1.138 millions d'euros après éliminations internes.

Le **résultat opérationnel** diminue de 18 millions d'euros (-20%) à 75 millions d'euros.

Le **résultat courant** augmente de 3 millions d'euros (+4%) à 80 millions d'euros en raison du recul des provisions pour dépréciations surtout sur les actions, en partie compensé par la baisse du résultat opérationnel et la diminution des plus-values réalisées nettes des dérivés de couverture.

Le **résultat net** diminue de 13 millions d'euros (-14%) à 79 millions d'euros sous l'effet principalement de l'évolution défavorable de la juste valeur des dérivés d'inflation en partie compensée par la hausse du résultat courant.

Dommmages – Région Méditerranéenne et Amérique Latine

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	3.478	3.426	6.721
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	78,0%	78,4%	79,2%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	72,8%	72,2%	73,3%
Résultat technique net	920	929	1.796
Taux de chargement	25,1%	25,1%	25,7%
Résultat financier net	209	228	415
Résultat opérationnel avant impôt	279	317	482
Charge d'impôt	(84)	(82)	(124)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(15)	(18)	(32)
Résultat opérationnel part du Groupe	180	217	326
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	68	(38)	(44)
Résultat courant part du Groupe	248	180	281
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(8)	5	22
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(1)	-	7
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(12)	(12)	(25)
Coûts d'intégration	-	(3)	(7)
Résultat net part du Groupe	227	170	277

Le **chiffre d'affaires** progresse de 52 millions d'euros (+2%) à 3.478 millions d'euros¹⁴. À données comparables, le chiffre d'affaires baisse de 38 millions d'euros (-1%):

- *Particuliers* (63% du chiffre d'affaires): les primes augmentent de 2% à 2.210 millions d'euros principalement du fait des branches non automobiles (+8%) et notamment de l'assurance dommages aux biens (+7%) profitant du rebond de l'activité de prêts bancaires hypothécaires chez AXA MPS et en Espagne, et de l'assurance santé (+7%) qui bénéficie d'un effet volume positif au Mexique, en Espagne et en Turquie. Cette croissance est partiellement compensée par la branche automobile (-1%) où les hausses tarifaires ont affecté les nouveaux contrats en Espagne (-7%), elles-mêmes compensées par la bonne performance en Turquie (+19%) grâce aux produits de responsabilité civile automobile compétitifs,
- *Entreprises* (35% du chiffre d'affaires): les primes baissent de 6% à 1.231 millions d'euros en raison principalement des branches non automobiles (-6%) reflétant la conjoncture économique notamment en responsabilité civile et en construction, de même qu'une diminution des affaires nouvelles en dommages aux biens due principalement à une plus grande sélection des risques au Mexique. La branche automobile recule de 4% sous l'effet du recentrage sur les affaires rentables.

Le **résultat technique net** diminue de 9 millions d'euros (-1%) à 920 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat technique net recule de 27 millions d'euros (-3%):

- le ratio de sinistralité de l'exercice courant baisse de 0,4 point à 78,0%, sous l'effet principalement du recentrage sur la rentabilité des branches entreprises, surtout l'assurance automobile, en partie compensé par une hausse de la sinistralité dans l'assurance santé entreprises en Espagne et au Mexique et un impact des catastrophes naturelles net plus important (+0,5 point) notamment avec les tempêtes de neige, les inondations et Xynthia en Espagne, le cyclone Phet à Oman et les inondations en Turquie,
- le ratio de sinistralité tous exercices augmente de 0,5 point à 72,8% en raison principalement de l'évolution moins favorable de la sinistralité sur exercices antérieurs (0,8 point) surtout dans les branches automobiles, en partie compensée par la baisse du ratio de sinistralité de l'exercice courant.

¹⁴ 3.438 millions d'euros après éliminations internes.

Le **taux de chargement** est stable à 25,1%.

En conséquence, le **ratio combiné** croît de 0,5 point à 97,9%.

Le **résultat financier net** diminue de 19 millions d'euros (-8%) à 209 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat financier net recule de 23 millions d'euros (-10%) sous l'effet principalement de la baisse des rendements obligataires ainsi que la baisse des dividendes sur actions.

La **charge d'impôt** augmente de 3 millions d'euros (+3%) à -84 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt croît de 2 millions d'euros (+2%) principalement en raison d'un impact non récurrent négatif en Italie sur 2010 (4 millions d'euros) et d'un effet mix-pays négatif.

Le **résultat opérationnel** baisse de 37 millions d'euros (-17%) à 180 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel décroît de 39 millions d'euros (-18%).

Le **résultat courant** progresse de 69 millions d'euros (+38%) à 248 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 67 millions d'euros (+38%) principalement du fait de la hausse des plus-values réalisées nettes (+46 millions d'euros) notamment sur les actions, conjuguée à la baisse des provisions pour dépréciations (+40 millions d'euros) principalement sur les actions et les OPCVM, en partie compensées par la diminution du résultat opérationnel.

Le **résultat net** croît de 58 millions d'euros (+34%) à 227 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 57 millions d'euros (+33%) reflétant la progression du résultat courant, compensée en partie par l'évolution négative de la valeur temps du programme de couverture actions (-10 millions d'euros).

Domages – Suisse

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	2.030	1.964	2.161
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	75,7%	79,1%	76,8%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	63,0%	65,9%	66,3%
Résultat technique net	415	366	726
Taux de chargement	25,7%	28,0%	27,6%
Résultat financier net	103	92	186
Résultat opérationnel avant impôt	230	158	316
Charge d'impôt	(48)	(34)	(54)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(1)	(1)	(2)
Résultat opérationnel part du Groupe	180	123	260
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	25	(19)	(13)
Résultat courant part du Groupe	206	104	247
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(15)	(1)	5
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	8	(1)	(1)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(13)	(12)	(25)
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	186	90	227
Taux de change moyen : 1.00 € = franc suisse	1,4357	1,5055	1,5096

Le **chiffre d'affaires** augmente de 66 millions d'euros (+3%) à 2.030 millions d'euros¹⁵. À données comparables, le chiffre d'affaires diminue de 29 millions d'euros (-2%) en raison principalement des assurances :

- *Particuliers (51% du chiffre d'affaires)* : les primes sont en hausse de 1% à 1.031 millions d'euros sous l'effet des branches non automobiles et principalement des dommages aux biens en raison de la progression des sommes assurées et de la collecte nette positive, la branche automobile étant stable.
- *Entreprises (49% du chiffre d'affaires)* : les primes reculent de 4% à 1.004 millions d'euros sous l'effet principalement de l'accent mis sur la rentabilité.

Le **résultat technique net** croît de 49 millions d'euros (+13%) à 415 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat technique net progresse de 30 millions d'euros (+8%) :

- le ratio de sinistralité de l'exercice courant baisse de 3,4 points à 75,7% sous l'effet principalement de l'amélioration dans les branches Entreprises reflétant une politique de souscription sélective,
- le ratio de sinistralité tous exercices diminue de 2,9 points à 63% en raison principalement de l'amélioration du ratio de sinistralité de l'exercice courant.

Le **taux de chargement** baisse de 2,2 points à 25,7% sous l'effet principalement de la diminution des coûts d'acquisition suite à la modification de la structure des commissions aux agents.

En conséquence, le **ratio combiné** recule de 5,1 points à 88,7%.

Le **résultat financier net** progresse de 11 millions d'euros (+12%) à 103 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat financier net augmente de 6 millions d'euros (+7%) en raison principalement de la croissance des revenus obligataires (12 millions d'euros) en partie compensée par la baisse des revenus des prêts internes (9 millions d'euros) reflétant la baisse des taux d'intérêt.

¹⁵ 2.021 millions d'euros après éliminations internes.

La **charge d'impôt** augmente de 14 millions d'euros (+40%) à -48 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt croît de 11 millions d'euros (+33%) en raison principalement de la hausse du résultat opérationnel avant impôt en partie compensée par la baisse de 1 point du taux de l'impôt sur les sociétés à 21% en 2010.

Le **résultat opérationnel** progresse de 58 millions d'euros (+47%) à 180 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel croît de 49 millions d'euros (+40%).

Le **résultat courant** s'améliore de 102 millions d'euros (+98%) à 206 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 92 millions d'euros (+89%) sous l'effet de la progression du résultat opérationnel et de la hausse des plus-values réalisées nettes sur actions (+31 millions d'euros).

Le **résultat net** augmente de 97 millions d'euros (+108%) à 186 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net progresse de 88 millions d'euros (+98%) en raison principalement de la hausse du résultat courant.

Dommmages – Autres pays

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Canada	711	576	1.174
Autres	619	494	941
dont Asie (a)	508	423	819
dont Luxembourg	59	58	91
dont Europe Centrale et de l'Est	52	13	31
TOTAL	1.330	1.070	2.116
Eliminations internes	(16)	(13)	(13)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	1.314	1.057	2.103

(a) Inclut Hong Kong, Corée du Sud, Singapour, Malaisie et Japon.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Canada	80	47	87
Autres	12	23	40
dont Asie (a)	3	7	20
dont Luxembourg	3	6	12
dont Europe centrale et de l'est	(4)	(5)	(10)
dont Reso (Russie)	10	15	18
RESULTAT OPERATIONNEL	92	70	126
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	10	1	7
RESULTAT COURANT	102	71	133
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(3)	4	3
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(4)	(4)	(6)
Coûts d'intégration	-	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	95	71	130

(a) Inclut Hong Kong, Singapour, Corée du Sud, Malaisie et Japon.

CANADA

Le **chiffre d'affaires** augmente de 135 millions d'euros (+23%) à 711 millions d'euros¹⁶. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 31 millions d'euros (+6%) en raison principalement de la croissance des volumes et d'une augmentation de la prime moyenne dans les branches Particuliers.

Le **résultat opérationnel** s'améliore de 33 millions d'euros (+69%) à 80 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel croît de 21 millions d'euros (+45%), ce qui s'explique par l'amélioration du ratio combiné de 3,9 points à 89,1% sous l'effet principalement de bonnes conditions climatiques au cours de l'hiver 2009-2010 et de la baisse du taux d'imposition effectif.

Le **résultat courant** augmente de 43 millions d'euros (+93%) à 89 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant progresse de 30 millions d'euros (+65%) en raison de la croissance de 21 millions d'euros du résultat

¹⁶ 702 millions d'euros après éliminations internes.

opérationnel, de la baisse de 6 millions d'euros des provisions pour dépréciations et de l'augmentation de 3 millions d'euros des plus-values réalisées.

Le **résultat net** progresse de 39 millions d'euros (+89%) à 83 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net croît de 27 millions d'euros (+61%), l'amélioration du résultat courant étant en partie compensée par une augmentation de 3 millions d'euros des pertes de change.

ASIE¹⁷

Le **chiffre d'affaires** augmente de 86 millions d'euros (+20%) à 508 millions d'euros¹⁸. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 31 millions d'euros (+8%) :

- *Particuliers* (78% du chiffre d'affaires) : les primes sont en hausse de 6% soit de 21 millions d'euros dont 15 millions d'euros dans la branche automobile qui bénéficie d'une collecte nette positive au Japon, de hausses tarifaires à Singapour et en Malaisie, et d'une croissance de 4 millions d'euros en assurance santé en Corée du Sud,
- *Entreprises* (21% du chiffre d'affaires) : les primes s'améliorent de 5% soit 5 millions d'euros attribuables à la branche automobile (4 millions d'euros) à Singapour et en Malaisie.

Le **résultat technique net** progresse de 12 millions d'euros (+12%) à 113 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat technique net augmente de 4 millions d'euros (+4%) :

- Le ratio de sinistralité de l'exercice courant est stable à 75,6% en raison principalement de l'amélioration de la branche automobile à Singapour et Hong Kong, compensée par la détérioration en Corée du Sud résultant de la hausse de la sinistralité,
- Le ratio de sinistralité tous exercices augmente de 1,8 points à 76,3% sous l'effet principalement de l'évolution défavorable des provisions pour sinistres sur les exercices antérieurs à Singapour et en Malaisie, ainsi que du renforcement des provisions pour frais de gestion de sinistres au Japon et en Corée du Sud.

Le **taux de chargement** recule de 0,8 point à 24,9%, le ratio d'acquisition diminuant de 0,3 point et le ratio d'administration baissant de 0,5 point, en raison d'une maîtrise rigoureuse des dépenses.

En conséquence, le **ratio combiné** augmente de 0,9 point à 101,2%.

Le **résultat financier net** progresse de 1 million d'euros (+8%) à 11 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat financier net est stable.

La **charge d'impôt** baisse de 1 million d'euros (-60%) à -1 million d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt recule de 1 million d'euros (-63%) en raison du recul du résultat opérationnel avant impôt.

Le **résultat opérationnel** diminue de 4 millions d'euros (-50%) à 3 millions d'euros à taux de change courant et constant.

Le **résultat courant** décroît de 5 millions d'euros (-56%) à 4 millions d'euros ou de 5 millions d'euros (-56%) à taux de change constant, sous l'effet de la diminution du résultat opérationnel.

Le **résultat net** baisse de 6 millions d'euros (-67%) à 3 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 6 millions d'euros (-66%), en ligne avec le recul du résultat courant.

EUROPE CENTRALE ET DE L'EST (POLOGNE ET UKRAINE)

Le **chiffre d'affaires** s'améliore de 39 millions d'euros, à 52 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de +9 millions d'euros grâce à la Pologne (+36% soit +5 millions d'euros) avec une augmentation

¹⁷ Inclut Hong Kong, Singapour, Corée du Sud, Malaisie et Japon.

¹⁸ 501 millions d'euros après éliminations internes.

continue de la collecte nette en assurance automobile des particuliers (27 000 nouveaux contrats en 2010 et 35 000 en 2009) et à l'Ukraine (+17% soit +4 millions d'euros) surtout en assurance automobile en dépit d'un marché assez peu porteur, et en assurance santé.

Le **résultat opérationnel** et le **résultat courant** progressent de 1 million d'euros à -4 millions d'euros, reflétant la hausse de 1 million d'euros du résultat technique net.

Le **résultat net** baisse de 2 millions d'euros, à -4 millions d'euros.

RESO GARANTIA (RUSSIE)

Le **résultat opérationnel**, le **résultat courant** et le **résultat net** diminuent de 5 millions d'euros (-32%) à 10 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net reculent de 6 millions d'euros sous l'effet de la hausse du résultat technique due à la croissance et à l'amélioration du ratio de sinistralité, cette hausse étant plus que compensée par l'augmentation des coûts et la baisse du résultat financier y compris les impacts de change.

Assurance Internationale

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe de la branche Assurance Internationale pour les périodes indiquées :

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
AXA Corporate Solutions Assurance	1.291	1.270	1.946
AXA Global Life et Global P&C (a)	47	58	59
AXA Assistance	459	432	883
Autres (b)	53	52	108
TOTAL	1.850	1.813	2.996
Eliminations internes	(88)	(82)	(136)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	1.762	1.731	2.860

(a) Ex- AXA Cessions

(b) Inclut AXA Liabilities Managers et AXA Corporate Solutions Life Reinsurance Company.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
AXA Corporate Solutions Assurance	84	48	132
AXA Global Life et Global P&C (a)	13	(3)	(3)
AXA Assistance	10	8	16
Autres (b)	38	69	141
RESULTAT OPERATIONNEL	144	122	286
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(0)	5	19
RESULTAT COURANT	144	127	306
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	14	(10)	20
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	3	-	1
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	(1)
Coûts d'intégration	-	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	161	117	326

(a) Ex - AXA Cessions

(b) Inclut AXA Liabilities Managers et AXA Corporate Solutions Life Reinsurance Company.

AXA Corporate Solutions Assurance

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	1.291	1.270	1.946
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	85,3%	92,2%	87,2%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	81,8%	88,7%	84,0%
Résultat technique net	195	118	311
Taux de chargement	14,8%	12,8%	15,0%
Résultat financier net	95	96	186
Résultat opérationnel avant impôt	132	79	205
Charge d'impôt	(47)	(31)	(71)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(1)	(1)	(2)
Résultat opérationnel part du Groupe	84	48	132
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(2)	9	12
Résultat courant part du Groupe	82	56	144
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	11	(10)	16
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	92	46	160

Le **chiffre d'affaires** augmente de 20 millions d'euros (+2%) à 1.291 millions d'euros¹⁹. À taux de change constant, le chiffre d'affaires recule de 11 millions d'euros (-1%) sous l'effet principalement de la politique de sélection de portefeuille centrée sur la rentabilité (dommages aux biens, responsabilité civile, aviation, garanties financières) en partie compensée par une évolution positive en assurance automobile (+9%) et maritime (+2%). Les hausses tarifaires sur l'ensemble des branches ont atteint +1% en moyenne.

Le **résultat technique net** progresse de 76 millions d'euros (+65%) à 195 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat technique net croît de 76 millions d'euros (+64%) :

- le ratio de sinistralité de l'exercice courant baisse de 6,9 points à 85,3%. Hors l'impact de 2 points au titre de commissions sur acceptations reclassées de marge technique en charges, le ratio de sinistralité de l'exercice courant diminue de 4,9 points grâce à la baisse des sinistres graves en dommages aux biens, à la politique de sélection du portefeuille axée sur la rentabilité et aux hausses tarifaires.
- le résultat technique sur exercices antérieurs augmente de 5 millions d'euros sous l'effet de l'évolution des provisions pour sinistres et pour primes sur exercices antérieurs.

En conséquence, le ratio de sinistralité tous exercices baisse de 6,9 points à 81,8%.

Le **taux de chargement** augmente de 1,9 point à 14,8%. En excluant les commissions reclassées de marge technique en charges au titre des acceptations, le taux de chargement est stable à 12,8%.

En conséquence, le **ratio combiné** diminue de 4,9 points à 96,6%.

Le **résultat financier net** est stable, à 95 millions d'euros.

Le **résultat opérationnel** progresse de 36 millions d'euros (+75%) à 84 millions d'euros.

¹⁹ 1.271 millions d'euros après éliminations internes.

Le **résultat courant** s'améliore de 25 millions d'euros (+45%) à 82 millions d'euros, en raison principalement de la progression du résultat opérationnel en partie compensée par la baisse des plus-values réalisées nettes (-11 millions d'euros) notamment sur les actions.

Le **résultat net** croît de 46 millions d'euros, à 92 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net progresse de 46 millions d'euros, reflétant la hausse du résultat courant et la performance positive des fonds de Private Equity.

AXA Global Life et Global P&C²⁰

Le **résultat opérationnel** augmente de 16 millions d'euros, à 13 millions d'euros, en raison d'évolutions plus positives notamment en responsabilité civile automobile Groupe, des résultats de couverture Groupe des dommages aux biens ayant été affectés par la tempête Klaus en 2009, et des résultats du pool interne Vie.

Le **résultat net** progresse de 16 millions d'euros, à 15 millions d'euros, reflétant la hausse du résultat opérationnel et l'impact positif des taux de changes.

AXA Assistance

Le **chiffre d'affaires** croît de 27 millions d'euros (+6%) à 459 millions d'euros²¹. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 18 millions d'euros (+5%) en raison principalement de l'évolution de l'assurance voyages compensée par les effets négatifs de la fin de la joint venture au Japon et de la politique de sélection du portefeuille en protection juridique.

Le **résultat opérationnel** augmente de 1 million d'euros (+13%) à 10 millions d'euros sous l'effet principalement de l'évolution de l'activité en assurance voyages.

Le **résultat courant** progresse de 2 millions d'euros (+25%) à 10 millions d'euros, reflétant principalement la hausse du résultat opérationnel.

Le **résultat net** s'améliore de 6 millions d'euros, à 12 millions d'euros, en raison principalement de la progression du résultat opérationnel et de la plus-value exceptionnelle suite à la fin d'une joint venture au Japon.

Autres activités internationales

Le **résultat opérationnel** diminue de 31 millions d'euros (-44%) à 38 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel recule de 32 millions d'euros (-46%) sous l'effet d'une évolution défavorable des provisions sur le portefeuille d'assurance vie en run-off due aux conditions des marchés financiers et à la baisse des résultats du portefeuille en run-off de l'assurance dommages.

Le **résultat courant** recule de 27 millions d'euros (-40%). À taux de change constant, le résultat courant décroît de 28 millions d'euros (-42%) en raison principalement de la baisse du résultat opérationnel en partie compensée par la diminution des provisions pour dépréciations.

Le **résultat net** diminue de 25 millions d'euros (-37%). À taux de change constant, le résultat net baisse de 26 millions d'euros (-40%), reflétant la diminution du résultat courant en partie compensée par l'impact positif des taux de change sur les activités en run-off de l'assurance dommages.

²⁰ Réunit les deux équipes centrales des lignes de métier globales Vie, Epargne, Retraite et Dommages en plus des opérations de réassurance existantes du Groupe.

²¹ 392 millions d'euros après éliminations internes.

Gestion d'actifs

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe de la branche Gestion d'actifs pour les périodes indiquées :

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
AllianceBernstein	1.111	967	1.973
AXA Investment Managers	742	698	1.445
TOTAL	1.854	1.664	3.419
Eliminations internes	(183)	(161)	(344)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	1.670	1.503	3.074

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
AllianceBernstein	71	95	185
AXA Investment Managers	78	81	171
RESULTAT OPERATIONNEL	150	176	355
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(5)	-	-
RESULTAT COURANT	145	176	355
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(25)	16	49
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	2	(5)	5
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	(0)	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	122	187	409

AllianceBernstein

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	1.111	967	1.973
Résultat financier net	(18)	2	22
Frais généraux	(896)	(864)	(1.665)
Résultat opérationnel avant impôt	198	105	331
Charge d'impôt	(53)	29	(26)
Intérêts minoritaires	(73)	(40)	(120)
Résultat opérationnel part du Groupe	71	95	185
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	-	-	-
Résultat courant part du Groupe	71	95	185
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	(7)	5	20
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	2	(5)	0
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	66	95	205

Les **actifs sous gestion** augmentent de 28 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2009, à 374 milliards d'euros au 30 juin 2010 en raison d'un effet de change positif de 56 milliards d'euros, partiellement compensé par un effet marché défavorable de 20 milliards d'euros et une décollecte nette de 8 milliards d'euros (9 milliards d'euros pour la clientèle institutionnelle, en partie contrebalancés par une collecte nette de 1 milliard d'euros pour la clientèle des particuliers). Cette décollecte reste cependant en fort recul (décollecte nette de 8 milliards d'euros au 30 juin 2010 contre 20 milliards d'euros au second semestre 2009).

Le **chiffre d'affaires** augmente de 145 millions d'euros (+15%) à 1.111 millions d'euros²². À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 135 millions d'euros (+15%) sous l'effet de la hausse des commissions de gestion (+16%) liée à l'augmentation des actifs moyens sous gestion (+12%), de la croissance des commissions de distribution (+34%) due à la progression des ventes aux particuliers et de l'augmentation des revenus de l'activité d'analyse financière pour la clientèle institutionnelle (+5%) liée à la hausse des commissions de transaction.

Le **résultat financier net** diminue de 20 millions d'euros, à -18 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat financier net baisse de 20 millions d'euros en raison de la hausse des moins values réalisées et latentes sur les investissements relatifs aux rémunérations différées, compensée dans les frais généraux.

Les **frais généraux** augmentent de 32 millions d'euros (+4%) à -896 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux croissent de 27 millions d'euros (+3%) en raison de (i) la hausse des charges salariales (+3% soit 16 millions d'euros due à l'augmentation des charges de rémunération différée attribuées aux salariés en partie compensée par la baisse de la masse salariale) et (ii) l'augmentation des coûts de promotion et du service client (+16% soit 26 millions d'euros) provenant de la hausse des commissions versées aux distributeurs (sous l'effet de la progression des actifs moyens sous gestion pour la clientèle des particuliers), en partie compensée par une diminution de l'amortissement au titre des commissions différées sur ventes.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** s'améliore de 8,4 points à 79,6%.

La **charge d'impôt** augmente de 82 millions d'euros, à -53 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt croît de 82 millions d'euros en raison du crédit d'impôt exceptionnel de 65 millions d'euros en 2009 dû principalement à la reprise de provisions afférentes au traitement fiscal des plans de rémunération.

²² 1.065 millions d'euros après éliminations internes.

Le **résultat opérationnel** et le **résultat courant** diminuent de 23 millions d'euros (-25%), à 71 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel et le résultat courant baissent de 24 millions d'euros (-25%). Hors crédit d'impôt exceptionnel de 65 millions d'euros comptabilisé en 2009, le résultat opérationnel progresse de 41 millions d'euros.

La participation d'AXA dans AllianceBernstein au 30 juin 2010 s'élève à 62,5% contre 62,2% au 31 décembre 2009.

Le **résultat net** baisse de 29 millions d'euros (-30%) à 66 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net recule de 29 millions d'euros (-31%) en raison de la diminution du résultat courant et de l'évolution défavorable de 12 millions d'euros de la juste valeur des actifs, en partie compensée par 7 millions d'euros d'opérations exceptionnelles dues principalement à l'impact fiscal non récurrent liée au transfert de titres AllianceBernstein à AXA Bermuda.

AXA Investment Managers (“AXA IM”)

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
Chiffre d'affaires	742	698	1.445
Résultat financier net	(4)	8	(3)
Frais généraux	(601)	(565)	(1.158)
Résultat opérationnel avant impôt	137	141	284
Charge d'impôt	(51)	(48)	(87)
Intérêts minoritaires	(8)	(12)	(26)
Résultat opérationnel part du Groupe	78	81	171
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(5)	-	-
Résultat courant part du Groupe	74	81	171
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	(18)	11	29
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	5
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	(0)	-
Résultat net part du Groupe	56	92	204

Les **actifs sous gestion** augmentent de 25 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2009, à 524 milliards d'euros au 30 juin 2010, en raison principalement d'un effet marché favorable de 21 milliards d'euros et d'un effet de change positif de 21 milliards d'euros, en partie compensé par une décollecte nette de 17 milliards d'euros, dont 21 milliards d'euros pour les produits AXA Rosenberg partiellement compensés par 3 milliards de collecte nette sur les produits obligataires.

Le **chiffre d'affaires** progresse de 45 millions d'euros (+6%) à 742 millions d'euros²³. À données comparables et hors commissions (rétrocédées aux réseaux de distribution), le chiffre d'affaires croît de 16 millions d'euros (+3%) à 536 millions d'euros sous l'effet principalement de l'augmentation des commissions de gestion (+20 millions d'euros soit +4%) due à la progression des actifs moyens sous gestion (+4%), en partie compensée par la baisse des commissions de performance (-4 millions d'euros).

Le **résultat financier net** diminue de 12 millions d'euros, à -4 millions d'euros, à taux de change courant et à taux de change constant, en raison principalement de la baisse de la participation aux plus-values réalisées (-10 millions d'euros).

Les **frais généraux** augmentent de 36 millions d'euros (+6%) à -601 millions d'euros. À taux de change constant et hors commissions de distribution, les frais généraux progressent légèrement de 9 millions d'euros (+2%), à 394 millions d'euros, en raison notamment des frais externes encourus par AXA Rosenberg.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** progresse de 1,1 point, à 74,2%.

La **charge d'impôt** croît de 3 millions d'euros (+6%) à -51 millions d'euros, ou de 2 millions d'euros (+5%) à taux de change constant, en raison de la baisse du crédit d'impôt recherche en 2010.

Le **résultat opérationnel** recule légèrement de 2 millions d'euros (-3%) à 78 millions d'euros, ou de 3 millions d'euros (-4%) à taux de change constant, la forte baisse de la contribution d'AXA Rosenberg (-13 millions d'euros) étant en partie compensée par une hausse des résultats dans la plupart des autres activités.

Le **résultat courant** diminue de 7 millions d'euros (-9%) à 74 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant recule de 8 millions d'euros (-10%), sous l'effet de la baisse du résultat opérationnel et de constitution de provisions pour dépréciation.

²³ 605 millions d'euros après éliminations internes.

Le **résultat net** baisse de 36 millions d'euros (-39%) à 56 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue 37 millions d'euros (-40%), en raison principalement du recul du résultat courant et d'un effet change défavorable sur une dette interne libellée en dollars américain (-35 millions d'euros), en partie compensés par une évolution positive de la juste valeur des fonds « Libor plus » (+6 millions d'euros).

Banques

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe des banques d'AXA pour les périodes indiquées :

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
AXA Bank Europe entités	237	227	472
dont Belgique	139	154	301
dont France	66	49	112
dont Hongrie	29	20	45
dont Allemagne	7	4	15
dont Suisse	(2)	(0)	(1)
dont Autres (a)	(1)	-	(0)
Autres	3	4	8
TOTAL	241	230	480
Eliminations internes	(23)	(35)	(85)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	218	195	395

(a) Inclut la Slovaquie et la République Tchèque.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
AXA Bank Europe entités	(19)	17	3
dont Belgique	(5)	33	24
dont France	1	(2)	0
dont Hongrie	(0)	(5)	(2)
dont Allemagne	(1)	(4)	(4)
dont Suisse	(5)	(4)	(11)
dont Autres (a)	(8)	-	(3)
Autres	(3)	(2)	(5)
RESULTAT OPERATIONNEL	(22)	15	(2)
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	1	(7)	(4)
RESULTAT COURANT	(22)	8	(6)
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	2	(10)	(8)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(0)	(0)	(0)
Coûts d'intégration	-	(1)	(4)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(20)	(3)	(17)

(a) Inclut la Slovaquie et la République Tchèque.

AXA Bank Europe

Belgique

Le **produit net bancaire** baisse de 15 millions d'euros (-10%) à 139 millions d'euros. À données comparables,²⁴ le produit net bancaire recule de 1 million d'euros (-1%), en raison principalement de la diminution des marges d'intérêt et de commissions, compensés par une progression des plus-values nettes et des provisions pour dépréciations.

Le **résultat opérationnel** diminue de 39 millions d'euros à -5 millions d'euros, sous l'effet principalement d'une baisse des marges d'intérêt et de commission (-31 millions d'euros) et d'une progression des frais généraux (-11 millions d'euros dont -5 millions d'euros relatifs à un plan de retraite anticipée), en partie compensés par un recul des commissions de distribution (+4 millions d'euros).

Le **résultat courant** décroît de 31 millions d'euros à -5 millions d'euros, en raison principalement de la baisse du résultat opérationnel en partie compensée par la diminution des provisions pour dépréciation des instruments obligataires (+8 millions d'euros).

Le **résultat net** recule de 21 millions d'euros, à -6 millions d'euros, tiré par la baisse du résultat courant en partie compensée par l'évolution favorable de la juste valeur et des plus-values des OPCVM et d'autres actifs nets de dérivés (+10 millions d'euros).

France

Le **produit net bancaire** progresse de 16 millions d'euros (+33%) à €66 millions d'euros. À données comparables²⁴, le produit net bancaire augmente de 17 millions d'euros (+42%) à 56 millions d'euros, tiré par la hausse des marges d'intérêt et des commissions sur comptes courants, y compris une évolution positive de la juste valeur des produits dérivés de macro-couverture des taux d'intérêt (+7 millions d'euros).

Le **résultat opérationnel et le résultat courant** augmentent de 3 millions d'euros, à 1 million d'euros, cette progression étant en partie compensée par une hausse de 5 millions d'euros des frais administratifs résultant du programme d'investissement pour soutenir la croissance future.

Le **résultat net** croît de 7 millions d'euros et passe de -2 millions d'euros à +6 millions d'euros, sous l'effet de la progression du résultat courant et de l'évolution positive de la juste valeur des produits dérivés de macro-couverture suite au repli des taux d'intérêt à long terme.

Hongrie

Le **produit net bancaire** augmente de 9 millions d'euros (+45%) à 29 millions d'euros. À données comparables²⁴, le produit net bancaire augmente de 3 millions d'euros (+11%) tiré par l'activité de prêts hypothécaires.

Le **résultat opérationnel** augmente de 5 millions d'euros à 0 million d'euros, sous l'effet de la hausse de la marge commerciale en partie compensée par la progression des charges administratives.

Le **résultat courant** et le **résultat net** augmentent de 5 millions d'euros à 0 million d'euros tirés par le résultat opérationnel.

²⁴ Pour les banques, « à données comparables » signifie après éliminations internes.

Allemagne

Le **produit net bancaire** augmente de 3 millions d'euros (+68%) à 7 millions d'euros. À données comparables²⁴, le produit net bancaire progresse de 4 millions d'euros (+211%), en raison de la hausse de la marge commerciale et de la marge sur commissions à la suite de l'augmentation des commissions perçues sur les activités de placement.

Le **résultat opérationnel**, le **résultat courant** et le **résultat net** croissent de 3 millions d'euros, à -1 million d'euros, tirés par la hausse du produit net bancaire.

République Tchèque

Le **résultat opérationnel** s'établit à -7 millions d'euros, en raison principalement de frais de lancement de la succursale fin 2009.

Suisse

Le **résultat opérationnel**, le **résultat courant** et le **résultat net** diminuent de 1 million d'euros, à -5 millions d'euros, sous l'effet du repli de la marge commerciale.

Holdings et autres

Le segment Holdings regroupe les sociétés non opérationnelles d'AXA, principalement AXA SA (la société mère), AXA France Assurance, AXA Financial, AXA Asia Pacific Holdings, AXA UK Holdings, ainsi que les holdings allemandes, belges, les CDOs et les entités immobilières d'AXA.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010	30 Juin 2009	31 Décembre 2009
AXA	(251)	(251)	(602)
Autres holdings françaises	(23)	(19)	(24)
Autres holdings étrangères	(164)	(146)	(194)
Autres (a)	1	2	28
RESULTAT OPERATIONNEL	(438)	(415)	(793)
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(9)	11	(64)
RESULTAT COURANT	(447)	(404)	(857)
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	3	331	288
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(15)	10	(135)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	0	0	0
Coûts d'intégration	0	0	0
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(458)	(63)	(703)

(a) Inclut notamment les CDOs et entités immobilières.

AXA²⁵

Le **résultat opérationnel** est stable, à -251 millions d'euros, en raison principalement de l'augmentation des frais généraux de 59 millions d'euros, dont une provision nette de 64 millions d'euros relative à des pertes potentielles liées à une erreur de programmation chez AXA Rosenberg, en partie compensées par une baisse de la charge financière de 54 millions d'euros liée principalement à la baisse des taux d'intérêt.

Le **résultat courant** diminue de 34 millions d'euros, à -255 millions d'euros, compte tenu d'un profit de +34 millions d'euros comptabilisé en 2009 sur les dérivés de macro-couverture sur actions.

Le **résultat net** baisse de 250 millions d'euros, à -190 millions d'euros, en raison principalement de l'évolution du résultat courant et d'un recul de -224 millions d'euros de la valeur de marché des dérivés de taux d'intérêt et de changes non éligibles à la comptabilité de couverture.

Autres holdings françaises

AXA France Assurance

Le **résultat opérationnel**, le **résultat courant** et le **résultat net** progressent de 14 millions d'euros, à -9 millions d'euros, sous l'effet principalement de la baisse de la charge d'impôts (13 millions d'euros) due à la diminution des dividendes perçus des sociétés du Groupe.

²⁵ Tous les chiffres s'entendent après impôts.

Autres holdings françaises

Le **résultat opérationnel** diminue de 18 millions d'euros, à -14 millions d'euros, reflétant principalement les pertes opérationnelles de l'activité d'assurances dommages en Inde pour -12 millions d'euros.

Le **résultat courant** baisse de 17 millions d'euros à -17 millions d'euros, en raison principalement de l'évolution du résultat opérationnel.

Le **résultat net** recule de 22 millions d'euros, à -24 millions d'euros, sous l'effet de l'évolution du résultat courant et des pertes résiduelles en Inde en assurance dommages (-10 millions d'euros).

Holdings étrangères

AXA Financial Inc.

Le **résultat opérationnel** décroît de 27 millions d'euros (-40%) à -95 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel recule de 27 millions d'euros (-39%) en raison principalement de l'augmentation de 48 millions d'euros des charges d'intérêts relative à la restructuration de la dette interne, en partie compensée par la hausse des revenus immobiliers suite au transfert interne de l'immeuble « 787-7th Avenue » d'AXA Equitable au premier semestre 2009.

Le **résultat courant** diminue de 27 millions d'euros (-40%) à -95 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant baisse de 27 millions d'euros (-39%), en ligne avec l'évolution du résultat opérationnel.

Le **résultat net** baisse de 106 millions d'euros (-167%) à -169 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net recule de 105 millions d'euros (-165%) sous l'effet de la diminution du résultat courant et de l'évolution défavorable de la valeur de marché d'un swap de devises.

AXA Asia Pacific Holdings ²⁶

Le **résultat opérationnel** diminue de 8 millions d'euros, à -12 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel baisse de 6 millions d'euros en raison de la restructuration de prêts internes, de la hausse des frais généraux en Asie, de l'augmentation du coût des plans de rémunération en actions des dirigeants, compensées en partie par une diminution de la charge d'intérêts due à la baisse de la dette.

Le **résultat courant** recule de 10 millions d'euros, à -12 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant décroît de 8 millions d'euros, sous l'effet principalement de la diminution du résultat opérationnel et de la non récurrence d'une plus-value interne sur les produits dérivés en 2009.

Le **résultat net** diminue de 13 millions d'euros, à -12 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net baisse de 11 millions d'euros sous l'effet du recul du résultat courant conjugué à des pertes de changes sur la dette interne libellée en dollar américain et à des coûts associés à la cession probable des activités australiennes et néo-zélandaises.

AXA UK Holdings

Le **résultat opérationnel** baisse de 5 millions d'euros (-40%) à -18 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 5 millions d'euros (-36%) en raison de la reprise en 2009 pour 13 millions d'euros

²⁶ La participation d'AXA dans AXA Asia Pacific Group est de 54,04% et se répartit entre 53,92% de participation directe et 0,12% de participation détenue par AAPH Executive plan trust.

d'une provision pour impôts différés, en partie compensée par une baisse des charges financières de 10 millions d'euros due au remboursement en juillet 2009 d'un prêt interne libellé en euros.

Le **résultat courant** décroît de 7 millions d'euros (-57%) à -20 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant diminue de 7 millions d'euros en raison de la baisse du résultat opérationnel.

Le **résultat net** recule de 58 millions d'euros (-134%) à -15 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net baisse de 57 millions d'euros (-133%) sous l'effet de l'évolution du résultat courant et d'une nette diminution (-51 millions d'euros) des gains de change résultant du remboursement de prêt interne libellé en euros.

Holdings allemandes

Le **résultat opérationnel** augmente de 2 millions d'euros (+12%) à -18 millions d'euros, tiré principalement par la baisse des frais administratifs, en partie compensée par la diminution du résultat financier sur les actions.

Le **résultat courant** progresse de 24 millions (+59%) à -17 millions d'euros sous l'effet de l'augmentation du résultat opérationnel et de la baisse de 20 millions d'euros des provisions pour dépréciation.

Le **résultat net** croît de 24 millions d'euros (+59%) à -17 millions d'euros, en ligne avec le résultat courant.

Holdings belges

Le **résultat opérationnel** croît de 7 millions d'euros, à 5 millions d'euros, reflétant la progression des revenus des prêts internes mis en place fin mars 2009.

Le **résultat courant** progresse de 7 millions d'euros, à 5 millions d'euros, en raison de la hausse du résultat opérationnel.

Le **résultat net** augmente de 7 millions d'euros, à 5 millions d'euros, sous l'effet de la progression du résultat courant.

Holdings de la Région Méditerranéenne et Amérique Latine

Le **résultat opérationnel** progresse de 7 millions d'euros, à -36 millions d'euros. À taux de change comparable, le résultat opérationnel augmente de 7 millions d'euros en raison de la diminution des frais financiers suite à la baisse des taux d'intérêt.

Le **résultat courant** croît de 7 millions d'euros, à -36 millions d'euros. À taux de change comparable, le résultat courant progresse de 7 millions d'euros, en ligne avec le résultat opérationnel.

Le **résultat net** augmente de 7 millions d'euros, à -36 millions d'euros. À taux de change comparable, le résultat net progresse de 7 millions d'euros, en ligne avec le résultat courant.

Autres

CFP

Le **résultat opérationnel**, le **résultat courant** et le **résultat net** baissent de 1 million d'euros (-62%) à 1 million d'euros en raison d'évolutions moins favorables des portefeuilles en run-off.

Perspectives

Au cours du premier semestre 2010, nous avons mis en œuvre des actions pour améliorer nos marges : nous avons ainsi choisi d'accélérer notre développement sur certains marchés et activités ciblées, tout en continuant d'améliorer notre rentabilité sur d'autres. Nous avons aussi continué de gérer activement notre portefeuille d'activités tout en préservant la solidité de notre bilan.

La performance d'AXA au premier semestre offre une base solide et pérenne qui, combinée à la poursuite de l'optimisation de notre allocation de capital et à l'attention toute particulière que nous portons à notre efficacité opérationnelle, nous permettra de renforcer notre capacité de rebond lorsque les perspectives économiques s'éclairciront.

Glossaire

A DONNEES COMPARABLES POUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LES AFFAIRES NOUVELLES EN BASE APE

A données comparables signifie que les données relatives à la période de l'exercice courant considérée sont retraitées en utilisant les taux de change applicable pour la même période de l'exercice précédent (**taux de change constant**). L'expression indique également que les données dans l'une des deux périodes comptables comparées ont été retraitées pour tenir compte des acquisitions, cessions et changements de périmètre (**périmètre constant**) et des changements de méthode comptable (**méthodologie constante**).

RESULTAT COURANT

Le **résultat courant** correspond au résultat net part du Groupe avant prise en compte de l'impact des:

- (i) Opérations exceptionnelles (principalement changements de périmètre et opérations discontinues)
- (ii) Coûts d'intégration et de restructuration relatifs à des sociétés significatives nouvellement acquises
- (iii) Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles de même nature
- (iv) Gains ou pertes sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (à l'exception des placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré), les impacts de change sur actifs et passifs, et les instruments dérivés rattachés aux actifs financiers.

Les instruments dérivés rattachés aux actifs financiers :

- comprennent les instruments dérivés de change sauf les options de change couvrant les résultats en devises qui sont prises en compte dans le résultat opérationnel,
- excluent des dérivés relatifs à la couverture des contrats d'assurance évalués selon le principe des « hypothèses courantes »,
- et excluent aussi les dérivés couvrant les plus et moins-values réalisées et les mouvements de provisions pour dépréciation des actions et immobiliers de placement (hors ceux en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré). Le coût à l'origine, la valeur intrinsèque et la valeur à échéance de ces dérivés sont pris en compte en résultat courant et seule la valeur temps n'impacte que le résultat net (sauf dans l'hypothèse d'une cession des dérivés à court terme, où la valeur temps impacte alors le résultat courant).

RESULTAT OPERATIONNEL

Le **résultat opérationnel** est égal au résultat courant à l'exception des plus ou moins-values nettes revenant à l'actionnaire. Les plus ou moins-values nettes revenant à l'actionnaire incluent les éléments suivants nets d'impôt:

- les plus et moins-values réalisées et le mouvement de la période des provisions pour dépréciation des placements (sur les actifs non comptabilisés à la juste valeur par résultat ou non détenus à des fins de transaction),
- le coût à l'origine, la valeur intrinsèque et la valeur à échéance des dérivés couvrant les plus et moins-values réalisées et les mouvements de provisions pour dépréciation des actions et immobiliers de placement (hors ceux en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré),
- l'impact de la participation aux bénéfices sur les éléments décrits ci-dessus (activité Vie, épargne, retraite),
- la réactivité des coûts d'acquisition reportés et valeurs de portefeuille aux éléments décrits ci-dessus (activité Vie, épargne, retraite), nette de couverture si applicable.

BENEFICE PAR ACTION

Le bénéfice net par action (**BNPA**) est égal au résultat consolidé d'AXA, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Le bénéfice net par action totalement dilué (**BNPA totalement dilué**) correspond au résultat consolidé d'AXA, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur une base diluée (incluant l'impact potentiel de

tous les plans de stock-options en circulation considérés comme exerçables, des plans d'actions gratuites, et de la conversion potentielle des dettes convertibles en actions, dans la mesure où celle-ci a un impact dilutif sur le résultat par action).

RENTABILITE DES FONDS PROPRES (“ROE”)

La méthode de calcul est la suivante :

- Pour le ROE fondé sur le résultat net : Le calcul est basé sur les états financiers consolidés, à savoir les capitaux propres incluant les dettes perpétuelles (Titres Super Subordonnés « TSS » / Titres Subordonnés à Durée Indéterminée « TSDI ») et les réserves liées aux variations de juste valeur, et le résultat net hors intérêts des titres TSS / TSDI.
- Pour le ROE courant et le ROE opérationnel :
 - Les dettes perpétuelles (TSS / TSDI) sont considérées comme des dettes de financement et sont donc exclues des capitaux propres.
 - Les intérêts liés à ces dettes perpétuelles (TSS / TSDI) sont déduits du résultat.
 - Les réserves liées aux variations de juste valeur ne sont pas incluses dans la moyenne des capitaux propres.

ANALYSE PAR MARGE POUR LES ACTIVITES VIE, EPARGNE, RETRAITE

L'analyse par marge des activités vie, épargne, retraite est présentée en base opérationnelle.

Bien que le format de présentation de l'analyse par marge diffère de celui du compte de résultat (sur base opérationnelle), ces deux types de présentation sont fondés sur les mêmes principes comptables conformes aux normes IFRS. En conséquence, le résultat d'exploitation de l'analyse par marge est équivalent à celui du compte de résultat opérationnel d'AXA pour le segment.

Comme indiqué ci-dessous, il existe un certain nombre de différences significatives entre la présentation ligne à ligne du compte de résultat et l'analyse par marge.

o Pour les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation discrétionnaire (DPF) :

- (i) Dans l'analyse par marge, les primes (nettes de dépôts), les chargements et autres produits sont présentés, selon la nature du revenu, sur les lignes « Chargements et autres produits » ou « Marge technique nette ».
- (ii) Les intérêts crédités aux assurés dans le cadre des contrats avec participation aux bénéficiaires sont comptabilisés en « Charges des prestations d'assurance » dans le compte de résultat, tandis que dans l'analyse par marge, ils sont présentés dans la marge à laquelle ils se rapportent, principalement la « Marge financière » et la « Marge technique nette ».
- (iii) La « Marge financière » correspond, dans le compte de résultat, aux « Produits financiers nets de charges », mais elle est ajustée pour prendre en compte la participation des assurés (voir ci-dessus) ainsi que la variation des provisions spécifiques liées aux actifs investis, et pour exclure les commissions sur (ou les charges contractuelles incluses dans) les contrats dont le risque financier est supporté par les assurés, ces dernières étant présentées dans les « Chargements et autres produits ».
- (iv) Les variations de provisions pour chargements non acquis (Chargements non acquis – activation nette des amortissements) sont présentées sur la ligne « Variation des primes non acquises nette de provisions pour chargements et prélèvements non acquis » au compte de résultat alors qu'elles sont présentées sur la ligne « Chargements et autres produits » dans l'analyse par marge.

o Pour les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire:

- (i) Le principe de la comptabilité de dépôt est appliqué. Par conséquent, les commissions et charges relatives à ces contrats sont présentées au compte de résultat opérationnel sur une ligne distincte partie intégrante du chiffre d'affaires, et dans l'analyse par marge sur les lignes « Chargements et autres produits » et « Marge technique nette ».
- (ii) Les variations de provisions pour commissions non acquises (« Provisions pour commissions non acquises – activation nette des amortissements) sont présentées sur la ligne « Variation des primes non acquises nette des chargements et prélèvements non acquis » au compte de résultat, alors qu'elles sont présentées sur la ligne « Chargements perçus et autres produits » dans l'analyse par marge.

La **marge financière** comprend les éléments suivants :

- (i) les revenus financiers nets,
- (ii) les intérêts et participations crédités aux assurés, et la participation des assurés non allouée (ainsi que la variation des provisions spécifiques liées aux actifs investis) sur produits financiers nets.

Les **chargements et autres produits** incluent :

- (i) les produits provenant de la vente d'OPCVM (qui font partie du chiffre d'affaires consolidé),
- (ii) les chargements prélevés aux assurés, pour les contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré (contrats en unités de compte), sur les primes / dépôts et, les commissions sur fonds gérés,
- (iii) les chargements sur (ou les charges contractuelles incluses dans) les primes reçues pour l'ensemble des produits du fonds général,
- (iv) les produits différés tels que l'activation, nette des amortissements des provisions pour chargements non acquis et des provisions pour commissions non acquises.
- (v) les autres commissions, par exemple les commissions liées à l'activité de planification financière, et aux ventes de produits de tiers.

La **marge technique** nette intègre les éléments suivants :

- (i) La marge sur décès/invalidité : montants prélevés aux assurés au titre de l'exercice pour les risques décès / invalidité diminués des charges de sinistralité. Cette marge représente la différence entre les revenus liés à la prise en charge des risques et les coûts réels des prestations. Cette marge n'inclut pas les frais de gestion des sinistres et les variations des provisions pour frais de gestion des sinistres.
- (ii) La marge sur rachats : différence entre les provisions constituées et la valeur de rachat versée à l'assuré dans le cas d'un terme anticipé du contrat.
- (iii) La stratégie de couverture active des garanties planchers associées aux contrats d'épargne-retraite en unités de compte (« GMxB ») est le résultat net des GMxBs correspondant aux charges explicites liées à ces types de garanties diminuées du coût de la couverture. Elle inclut aussi le résultat des garanties qui ne font pas l'objet de stratégie de couverture active.
- (iv) La participation aux bénéfices lorsque l'assuré participe à la marge technique.
- (v) Le résultat de la réassurance cédée.
- (vi) Les autres variations des provisions techniques sont tous les renforcements ou reprises de provisions techniques provenant des changements d'hypothèses d'évaluation des provisions, des provisions supplémentaires pour risque de mortalité et autres éléments techniques comme l'insuffisance de prime pure.

Les **frais généraux** correspondent aux éléments suivants :

- (i) les frais d'acquisition, y compris les commissions et les frais généraux alloués aux affaires nouvelles de l'activité d'assurance, mais aussi des autres activités (par exemple les ventes d'OPCVM),
- (ii) les frais d'acquisition reportés (activation des frais relatifs aux affaires nouvelles) et droits nets sur futurs frais de gestion pour les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire,
- (iii) l'amortissement des frais d'acquisition relatifs aux affaires nouvelles de l'exercice courant et des exercices antérieurs. Cet amortissement comprend également l'impact des intérêts capitalisés : dotation aux amortissements des coûts d'acquisition différés (DAC) et droits nets sur futurs frais de gestion uniquement pour les contrats d'investissement sans DPF,
- (iv) les frais administratifs,
- (v) les coûts de gestion des sinistres,
- (vi) la participation des assurés aux bénéfices s'ils participent aux charges de la société.

L'**amortissement des valeurs de portefeuille** (VBI) comprend l'amortissement de VBI relatif aux marges opérationnelles, ainsi que l'amortissement d'autres actifs incorporels afférents aux contrats en portefeuille.

Le ratio d'exploitation opérationnel vie, épargne, retraite correspond aux frais généraux plus l'amortissement des valeurs de portefeuille divisé par la marge d'exploitation opérationnelle, qui est égale à la somme de la marge financière, des chargements et autres produits et de la marge technique nette (agrégats définis ci-dessus).

DOMMAGES (AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE INCLUS)

Le **résultat financier** inclut les revenus financiers nets, après déduction des intérêts récurrents crédités aux provisions techniques sur les produits de rente

Le **résultat technique net** est constitué par :

- (i) les primes acquises, brutes de réassurance,
- (ii) les charges de sinistres, brutes de réassurance,
- (iii) les variations des provisions de sinistres brutes de réassurance, y compris les provisions pour frais de gestion des sinistres, déduction faite des intérêts récurrents crédités aux provisions techniques sur produits de rente,
- (iv) les frais de gestion des sinistres,
- (v) le résultat net de la réassurance cédée.

Le **ratio de sinistralité de l'exercice courant**, net de réassurance, est le rapport :

- (i) des charges techniques de l'exercice courant, brutes de réassurance + frais de gestion des sinistres + résultat de la réassurance cédée de l'exercice courant hors intérêts récurrents crédités aux provisions techniques sur les produits de rente,
- (ii) aux primes acquises brutes de réassurance.

Le **ratio de sinistralité tous exercices**, net de réassurance, est le rapport :

- (i) des charges techniques tous exercices, brutes de réassurance + frais de gestion des sinistres + résultat de la réassurance cédée tous exercices hors intérêts récurrents crédités aux provisions techniques sur les produits de rente
- (ii) aux primes acquises brutes de réassurance.

Le **taux de chargement** est le rapport :

- (i) des frais généraux opérationnels (excluant les frais de gestion des sinistres),
- (ii) aux primes acquises, brutes de réassurance.

Les frais généraux opérationnels comprennent deux composantes : les frais généraux (incluant les commissions) relatifs à l'acquisition de contrats (se rapportant au **ratio d'acquisition**) et les autres frais généraux (se rapportant au **ratio d'administration**). Les frais généraux opérationnels excluent l'amortissement des actifs incorporels clients et les coûts d'intégration relatifs à des sociétés significatives nouvellement acquises.

Le **ratio combiné opérationnel** est la somme du taux de chargement et du ratio de sinistralité tous exercices.

GESTION D'ACTIFS

Collecte nette : Entrées de fonds des clients diminuées de leurs sorties de fonds. La collecte nette mesure l'impact des efforts commerciaux, l'attractivité des produits (qui dépend surtout de la performance et de l'innovation), et indique les tendances générales du marché en matière d'allocation des investissements.

Ratio d'exploitation opérationnel : (frais généraux dont commissions de distribution) / (chiffre d'affaires brut hors commissions de distribution).



Etats financiers consolidés / **30 Juin 2010**

---SOMMAIRE---

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE.....	4
RESULTAT CONSOLIDE.....	6
ETAT CONSOLIDE DES PRODUITS ET CHARGES RECONNUS SUR LA PERIODE	7
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DE LA PERIODE.....	8
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE.....	10
Note 1 : Principes généraux	12
1.1. Informations générales	12
1.2. Principes comptables généraux.....	12
1.3. Principes et méthodes de consolidation.....	14
1.4. Conversion des comptes et transactions en monnaies étrangères	17
1.5. Information sectorielle.....	18
1.6. Actifs incorporels	18
1.7. Placements des entreprises d'assurance, du secteur bancaire et autres activités	19
1.8. Placements en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	21
1.9. Instruments dérivés	21
1.10. Actifs et passifs destinés à la vente dont ceux relatifs à des abandons d'activité	21
1.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie	22
1.12. Capitaux propres totaux.....	22
1.13. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	23
1.14. Réassurance : Cessions en réassurance	26
1.15. Dettes de financement	26
1.16. Autres passifs	26
1.17. Provisions pour risques et charges et passifs éventuels.....	28
1.18. Comptabilisation des revenus	28
1.19. Evénements postérieurs à la clôture	30
Note 2 : Périmètre de consolidation.....	31
2.1. Sociétés consolidées	31
2.2. Entités consolidées liées à des opérations spécifiques	35
Note 3 : Compte de résultat sectoriel.....	36
3.1. Compte de résultat sectoriel consolidé	37
Note 4 : Actifs et Passifs disponibles à la vente.....	39
4.1. Australie et Nouvelle-Zélande	39
4.2. Royaume-Uni	40
Note 5 : Placements.....	41
5.1. Décomposition des placements.....	41
5.2. Immobilier de placement	43
5.3. Plus ou moins-values latentes sur placements financiers	44
5.4. Placements financiers sujets à dépréciation.....	45
5.5. Placements financiers comptabilisés en juste valeur.....	46
Note 6 : Capitaux propres et intérêts minoritaires.....	47
6.1. Incidence des opérations avec les actionnaires	47
6.2. Produits et charges reconnus sur la période.....	49
6.3. Variation des intérêts minoritaires.....	51
Note 7 : Dettes de financement	53

Note 8 :	Résultat par action	54
Note 9 :	Evènements postérieurs à la clôture	55

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

(En millions d'euros)

Notes en annexe		30 juin 2010 (a)	31 décembre 2009
	Ecart d'acquisition	17.477	16.469
	Valeur des portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis (b)	3.444	3.617
	Frais d'acquisition reportés et assimilés	19.865	18.789
	Autres immobilisations incorporelles	3.214	3.143
	Actifs incorporels	44.000	42.019
	Immobilier de placement	15.327	15.603
	Placements financiers	374.982	363.768
	Prêts	27.437	25.199
	Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré (c)	130.306	155.457
5	Placements des entreprises d'assurance	548.053	560.027
5	Placements des entreprises du secteur bancaire et autres activités	9.234	12.323
	Titres mis en équivalence	1.188	1.044
	Part des réassureurs dans des passifs liés à des contrats d'assurance et d'investissement	11.686	11.320
	Immobilisations corporelles	1.551	1.458
	Autres actifs d'exploitation à long terme	568	386
	Participation aux bénéfices différée active	196	678
	Impôts différés actifs	5.681	3.709
	Autres actifs	7.996	6.231
	Créances nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	14.648	12.687
	Créances nées d'opérations de réassurance cédée	1.493	1.116
	Créances nées d'opérations bancaires	20.542	18.478
	Créances d'impôt exigible	1.566	1.789
	Autres créances	14.443	10.094
	Créances	52.693	44.163
4	Actifs destinés à la vente dont actifs relatifs à des abandons d'activité (d)	79.399	11.559
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	23.814	19.565
	TOTAL DE L'ACTIF	778.063	708.252

Tous les placements sont présentés net de l'effet des instruments dérivés liés.

(a) Le bilan de AXA Japon a été converti aux taux du 30 juin 2010.

(b) Montants avant impôt.

(c) Inclut également les actifs en représentation de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré comprenant des garanties plancher.

(d) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(En millions d'euros)

Notes en annexe	30 juin 2010 (a)	31 décembre 2009
Capital social et primes d'émission	24.331	24.339
Réserves, report à nouveau et écarts de conversion cumulés	23.362	18.285
Résultat net consolidé - Part du groupe (b)	944	3.606
Capitaux propres - Part du Groupe	48.637	46.229
Intérêts minoritaires	4.209	3.693
6 Capitaux propres totaux	52.846	49.922
Passifs liés à des contrats d'assurance	345.465	330.016
Passifs liés à des contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré (c)	103.204	103.281
Total des passifs liés à des contrats d'assurance	448.669	433.297
Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire	37.347	39.650
Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	869	917
Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	4.190	5.767
Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	23.137	46.750
Total des passifs liés à des contrats d'investissement	65.542	93.083
Passifs relatifs aux prélèvements et chargements non acquis	2.597	2.610
Passifs relatifs à la participation aux bénéfices	17.926	16.648
Instruments dérivés relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	(1.316)	(321)
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	533.419	545.317
Provisions pour risques et charges	10.921	9.538
Dettes subordonnées	8.115	6.352
Dettes de financement représentées par des titres	2.920	2.937
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	957	921
7 Dettes de financement (d)	11.992	10.210
Impôts différés passifs	5.926	4.934
Intérêts minoritaires des fonds contrôlés et autres engagements de rachat des intérêts minoritaires	5.052	6.516
Autres dettes émises représentées par des titres et soldes de banque créditeurs (d)	7.756	5.217
Dettes nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	5.998	6.761
Dettes nées d'opérations de réassurance cédée	6.009	5.571
Dettes nées d'opérations bancaires (d)	25.016	22.902
Dettes d'impôt exigible	1.512	1.314
Instruments dérivés relatifs aux autres passifs financiers	0	108
Autres dettes (b)	36.285	30.343
Dettes	87.627	78.731
4 Passifs destinés à la vente dont passifs relatifs à des abandons d'activité (e)	75.331	9.599
TOTAL DU PASSIF	778.063	708.252

(a) Le bilan de AXA Japon a été converti aux taux du 30 juin 2010.

(b) AXA Japon clôture ses comptes annuels au 30 septembre. Selon les principes IFRS, les états financiers de la filiale doivent être ajustés pour refléter les événements significatifs qui auraient été constatés en cas de date de clôture conforme à celle du Groupe AXA. Les comptes 2008 d'AXA Japon ont ainsi été ajustés d'une perte provisionnelle de 106 millions d'euros, qui reflète principalement l'impact de la poursuite de l'élargissement des spreads de crédit liés à l'activité d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement a été repris en 2009. Aucun autre ajustement n'a été enregistré à fin septembre 2009.

(c) Inclut également les passifs liés aux contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré comprenant des garanties plancher.

(d) Ces montants sont présentés net de l'effet des instruments dérivés liés.

(e) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(En millions d'euros)

	30 juin 2010 (a) (b)	31 décembre 2009 (a)
Passifs liés à des contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré	103.204	103.281
Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	4.190	5.767
Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	23.137	46.750
TOTAL des passifs liés à des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	130.531	155.797
Passifs liés à des contrats d'assurance	345.465	330.016
Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire	37.347	39.650
Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	869	917
TOTAL des passifs liés aux autres contrats d'assurance et d'investissement	383.680	370.583

(a) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(b) Le bilan de AXA Japon a été converti aux taux du 30 juin 2010.

RESULTAT CONSOLIDE

(En millions d'euros)

Notes en annexe	30 juin 2010	30 juin 2009
Primes émises	46.885	45.770
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	292	274
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	47.177	46.044
Produit net bancaire	214	192
Produits des autres activités	2.533	2.178
Chiffre d'affaires (a)	49.925	48.414
Variations des primes non acquises, chargements et prélèvements non acquis	(3.520)	(3.279)
Produits nets des placements (b)	10.507	5.911
Plus et moins-values nettes réalisées sur placements à la juste valeur par capitaux propres et au coût (amorti) (c)	1.159	417
Plus ou moins values réalisées et variation de la juste valeur des placements à la juste valeur comptabilisée par défaut (d)	(1.981)	873
<i>dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré (e)</i>	<i>(2.306)</i>	<i>3.132</i>
Variation des provisions sur placements (f)	(541)	(1.464)
Résultat financier hors coût de l'endettement net	9.145	5.737
Charges techniques des activités d'assurance (e)	(41.686)	(38.393)
Résultat net des cessions en réassurance	(179)	(387)
Charges d'exploitation bancaires	(50)	(54)
Frais d'acquisition des contrats	(4.312)	(4.358)
Amortissements de la valeur de portefeuilles acquis	(158)	(96)
Frais d'administration	(5.253)	(4.990)
Variation des provisions sur immobilisations corporelles	(1)	(0)
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(58)	(62)
Autres produits et charges	(101)	(254)
4 Charges liées à la cession de certaines opérations Vie au Royaume-Uni (g)	(1.478)	-
Autres produits et charges courants	(53.276)	(48.595)
Résultat des opérations courantes avant impôt	2.274	2.278
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	23	(13)
Charges liées aux dettes de financement (h)	(219)	(250)
Résultat net des opérations courantes avant impôt	2.078	2.015
Impôt sur le résultat	(936)	(572)
Résultat net des opérations courantes après impôt	1.141	1.443
Résultat sur abandon d'activités après impôt	-	-
Résultat net consolidé après impôt	1.141	1.443
Se répartissant entre :		
Résultat net consolidé - Part du Groupe	944	1.323
Résultat net consolidé - Part des Intérêts minoritaires	198	121
8 Résultat par action (i) & (j)	0,35	0,56
Résultat dilué par action (i) & (j)	0,35	0,56

(a) Brut de réassurance.

(b) Net des frais de gestion des placements.

(c) Inclut les reprises de provisions sur placements suite à cession.

(d) AXA Japon clôture ses comptes annuels au 30 septembre. Selon les principes IFRS, les états financiers de la filiale doivent être ajustés pour refléter les événements significatifs qui auraient été constatés en cas de date de clôture conforme à celle du Groupe AXA. Les comptes 2008 d'AXA Japon ont ainsi été ajustés d'une perte provisionnelle de 106 millions d'euros, qui reflète principalement l'impact de la poursuite de l'élargissement des spreads de crédit liés à l'activité d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement a été repris en 2009. Aucun autre ajustement n'a été enregistré à fin septembre 2009.

(e) Compensée dans les charges techniques des activités d'assurance.

(f) Exclut les reprises de provisions sur placements suite à cession.

(g) Conformément à l'annonce du 24 juin 2010, la clôture de la transaction devrait avoir lieu au 3ème trimestre 2010.

(h) Inclut le montant net des produits et charges liés aux dérivés relatifs aux dettes de financement (exclut cependant la variation de juste valeur des dérivés liés).

(i) A la suite de l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription (DPS) d'AXA au 4ème trimestre 2009, le nombre d'actions moyen a été modifié pour prendre en compte un facteur d'ajustement de 1,023. Dans le calcul du nombre moyen d'actions, le facteur d'ajustement a été appliqué aux actions existantes à la date de l'augmentation de capital, entraînant un ajustement sur le nombre moyen d'actions de 48,3 millions d'actions au 30 juin 2009.

(j) Le résultat révisé par action prend en compte les charges d'intérêt des dettes subordonnées à durée indéterminée enregistrées en capitaux propres, hors impacts de change. Le résultat par action publié incluait les ajustements liés au change et, au 30 juin 2009, le résultat par action et le résultat dilué par action s'élevaient à 0,50 euro. L'exclusion des impacts de change reflète les couvertures mises en place, qui qualifieraient de couverture d'investissements nets à l'étranger et dont les variations de juste valeur liées seraient reconnues en réserves liées aux écarts de conversion.

ETAT CONSOLIDE DES PRODUITS ET CHARGES RECONNUS SUR LA PERIODE

(En millions d'euros)

	30 juin 2010 (a)	30 juin 2009
Réserves liées à la variation de juste valeur inscrite en capitaux propres	1.310	953
Réserves liées aux écarts de conversion	2.025	390
Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite à prestations définies	(496)	(439)
Produits nets reconnus directement en capitaux propres	2.839	904
Résultat net consolidé	1.141	1.443
Total des produits et charges reconnus sur la période	3.980	2.347
<i>Se répartissant entre :</i>		
Total des produits et charges reconnus sur la période - Part du Groupe	3.268	2.135
Total des produits et charges reconnus sur la période - Part des Intérêts minoritaires	712	212

(a) Le bilan de AXA Japon a été converti aux taux du 30 juin 2010.

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DE LA PERIODE

(En millions d'euros à l'exception du nombre d'actions et de leur valeur nominale)

	Attribuable aux actionnaires												
	Capital social					Autres réserves							Capitaux propres part du Groupe
Nombre d'actions (en milliers)	Valeur nominale (en euros)	Capital social	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Actions propres	Réserves liées à la variation de juste valeur des placements financiers disponibles à la vente	Réserves liées à la variation de juste valeur des dérivés de couverture	Réserves liées à la réévaluation des immobilisations corporelles	Autres (a)	Ecart de conversion	Résultats non distribués et autres réserves			
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2010	2.289.965	2,29	5.244	19.886	(505)	4.691	61	4	6.208	(2.742)	13.383	46.229	3.693
Capital	33	2,29	0	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	(18)	-	-	-	-	-	-	-	(18)	-
Paievements en actions	-	-	-	23	-	-	-	-	-	-	-	23	-
Variations de périmètre (b)	-	-	-	-	-	0	0	-	-	-	-	0	51
Titres d'autocontrôle	-	-	-	-	(13)	-	-	-	-	-	-	(13)	-
Capitaux propres - instruments financiers composés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	502	-	-	502	-
Charge d'intérêts des dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	(155)	-	-	(155)	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	60	60	(243)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1.259)	(1.259)	-
Incidence des opérations avec les actionnaires	33	2,29	0	5	(13)	0	0	-	347	0	(1.200)	(860)	(196)
Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres	-	-	-	-	-	1.177	22	-	-	-	-	1.199	111
Réserves liées aux écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.613	-	1.613	412
Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite à prestations définies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(487)	(487)	(10)
Résultat net consolidé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	944	944	198
Total des produits et charges reconnus sur la période	-	-	-	-	-	1.177	22	-	-	1.613	457	3.268	712
Capitaux propres de clôture 30 juin 2010	2.289.998	2,29	5.244	19.891	(517)	5.868	82	4	6.556	(1.129)	12.640	48.637	4.209

NB : les montants sont présentés nets des impacts de la comptabilité reflet et de ses effets sur la participation des assurés, les frais d'acquisition reportés, et la valeur des portefeuilles acquis.

(a) Les dettes subordonnées à durée indéterminée (TSS et TSDI), et les composantes de capitaux propres des instruments financiers composés du type obligations convertibles émises (voir note 6.1.1.c.).

(b) Inclut le changement du pourcentage d'intérêt n'entraînant pas de perte de contrôle des filiales consolidées.

(En millions d'euros à l'exception du nombre d'actions et de leur valeur nominale)

	Attribuable aux actionnaires												
	Capital social					Autres réserves							Capitaux propres part du Groupe
Nombre d'actions (en milliers)	Valeur nominale (en euros)	Capital social	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Actions propres	Réserves liées à la variation de juste valeur des placements financiers disponibles à la vente	Réserves liées à la variation de juste valeur des dérivés de couverture	Réserves liées à la réévaluation des immobilisations corporelles	Autres (a)	Ecart de conversion	Résultats non distribués et autres réserves			
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2009	2.089.157	2,29	4.784	17.840	(547)	(353)	100	4	6.500	(2.712)	11.824	37.440	3.058
Capital	17	2,29	0	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	(14)	-	-	-	-	-	-	-	(14)	-
Paievements en actions	-	-	-	38	-	-	-	-	-	-	-	38	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	(0)	-	-	-	(0)	0	0	170
Titres d'autocontrôle	-	-	-	-	26	-	-	-	-	-	-	26	-
Capitaux propres - instruments financiers composés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	87	-	-	87	-
Charge d'intérêts des dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	(149)	-	-	(149)	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	0	84	84	84	(60)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(836)	(836)	(836)	-
Incidence des opérations avec les actionnaires	17	2,29	0	24	26	(0)	-	-	(62)	(0)	(752)	(764)	109
Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres	-	-	-	-	-	963	(66)	-	-	-	-	897	56
Réserves liées aux écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	358	-	358	32
Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite à prestations définies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(442)	(442)	3
Résultat net consolidé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.323	1.323	121
Total des produits et charges reconnus sur la période	-	-	-	-	-	963	(66)	-	-	358	881	2.135	212
Capitaux propres de clôture 30 juin 2009	2.089.175	2,29	4.784	17.864	(521)	610	34	4	6.438	(2.354)	11.953	38.811	3.380

NB : les montants sont présentés nets des impacts de la comptabilité reflet et de ses effets sur la participation des assurés, les frais d'acquisition reportés, et la valeur des portefeuilles acquis.

(a) Les dettes subordonnées à durée indéterminée (TSS et TSDI), et les composantes de capitaux propres des instruments financiers composés du type obligations convertibles émises (voir note 6.1.2.c.).

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

(En millions d'euros)

	30 juin 2010	30 juin 2009
Résultat courant avant impôt	2.078	2.015
Dotations nettes aux amortissements (a)	273	294
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles (c)	58	62
Charges liées à la cession de certaines opérations Vie au Royaume-Uni (m)	1.478	-
Variation nette des frais d'acquisitions reportés et assimilés	(777)	(600)
Dotations / Reprises nettes des provisions sur placements, actifs corporels et autres actifs incorporels	542	1.469
Variation de la juste valeur des placements et instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (k)	1.209	(1.389)
Variation nette des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement (b)	10.542	7.773
Dotations / (Reprises) nette des autres provisions (d)	49	(28)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	(23)	13
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt mais sans impact sur les flux de trésorerie	13.351	7.593
Plus et moins values nettes réalisées sur placements	(704)	1.359
Charges liées aux dettes de financement	219	250
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt pour reclassement en tant qu'opérations d'investissement ou de financement	(484)	1.609
Dividendes comptabilisés en résultat sur l'exercice	(643)	(664)
Revenus financiers nets comptabilisés en résultat de l'exercice	(10.305)	(5.846)
Réintégration / Déduction de montants comptabilisés sur une base accrétive et devant être pris en compte sur la base des flux de trésorerie réels	(10.948)	(6.510)
Impact sur la trésorerie de la comptabilité de dépôt	(110)	121
Dividendes et acomptes sur dividendes encaissés	1.170	658
Revenus financiers encaissés	10.953	7.187
Charges d'intérêts payées (hors intérêts sur dettes de financement, dettes perpétuelles, appels de marges et autres dettes)	(559)	(659)
Variation des créances et dettes courantes (e)	1.884	(2.263)
Impact sur la trésorerie relatif aux autres actifs et passifs (g)	(5.070)	238
Impôts décaissés	(91)	248
Autres transactions relatives aux opérations courantes avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	(1.242)	380
Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles non inclus dans le résultat courant avant impôt	6.934	5.910
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	10.931	10.617
Prises de participation dans des filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise	(35)	(192)
Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée	25	(0)
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	(10)	(193)
Cessions d'obligations (g)	49.068	29.008
Cessions d'actions et de fonds d'investissement non consolidés (f) (g)	9.136	7.425
Cessions d'immeubles de placement détenus ou non en direct (g)	266	173
Cessions et/ou remboursements de prêts et autres placements (g) (h)	21.692	19.611
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements de placements financiers (f) (g) (h)	80.161	56.217
Acquisitions d'actions (g)	(59.829)	(36.098)
Acquisitions d'actions et de fonds d'investissement non consolidés (f) (g)	(9.646)	(6.401)
Acquisitions d'immeubles de placement détenus ou non en direct (g)	(148)	(532)
Acquisitions et/ou émissions de prêts et autres placements (g) (h)	(23.520)	(18.561)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions de placements financiers (f) (g) (h)	(93.143)	(61.592)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6)	4
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(154)	(153)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(160)	(149)
Augmentation du solde de dette collatérale / Diminution du solde de créance collatérale	14.389	5.641
Diminution du solde de dette collatérale / Augmentation du solde de créance collatérale	(13.116)	(11.634)
Flux de trésorerie liés aux dettes et créances collatérales relatives aux opérations de prêts de titres et assimilés	1.273	(5.994)
Autres transactions relatives aux opérations d'investissement avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	(79)	(340)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(11.958)	(12.051)
Emissions d'instruments de capital	27	254
Remboursements d'instruments de capital	(69)	(132)
Opération sur titres d'autocontrôle	(24)	(106)
Dividendes payés	(1.472)	(929)
Intérêts payés sur dettes subordonnées à durée indéterminée	(117)	(120)
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires	(1.654)	(1.033)
Trésorerie générée par les émissions de dettes financières	3.673	1.047
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes financières	(268)	(3.561)
Intérêts payés sur dettes de financement (i)	(295)	(276)
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	3.110	(2.790)

Autres transactions relatives aux opérations de financement avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	38	(30)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1.493	(3.853)
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier (j)	18.210	30.811
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	10.931	10.617
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(11.958)	(12.051)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1.493	(3.853)
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	-	-
Flux de trésorerie relatif à certaines activités Vie au Royaume-Uni reclassés en actifs destinés à la vente (m) & (l)	(1.167)	
Effet des changements de méthode de consolidation	47	3
Effet des variations de change et des reclassements sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (l)	4.479	(252)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin (j)	22.035	25.277

(a) Inclut la capitalisation des surcote / décote et l'amortissement lié, ainsi que l'amortissement des immeubles de placement et d'exploitation détenus en direct.

(b) Inclut l'impact de la réassurance et la variation des provisions relatives aux contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.

(c) Inclut les amortissements et mouvements des provisions pour dépréciation des actifs incorporels enregistrés lors de regroupements d'entreprises.

(d) Inclut principalement les variations des provisions pour risques et charges, provisions pour créances douteuses et provisions pour dépréciation des actifs destinés à la vente.

(e) Comprend également les variations relatives à des opérations de mise ou prise en pension et assimilés pour les activités bancaires.

(f) Comprend les actions détenues en direct ou par des fonds d'investissement consolidés ainsi que les fonds d'investissement non consolidés.

(g) Y compris dérivés correspondants.

(h) Comprend également les achats et ventes d'actifs en représentation de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.

(i) Comprend l'impact net sur la trésorerie de la marge d'intérêts sur dérivés de couverture des dettes de financement.

(j) Nets des soldes de banques créditeurs.

(k) Inclut un ajustement de -106 millions d'euros au Japon en contrepartie des « Autres dettes ». Il convient de rappeler que AXA Japon clôture ses comptes au 30 septembre. Selon les principes IFRS, les états financiers de la filiale doivent être ajustés pour refléter les événements significatifs qui auraient été constatés en cas de date de clôture conforme à celle du Groupe AXA. Les comptes 2008 d'AXA Japon ont ainsi été ajustés d'une perte provisionnelle liée à l'activité d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement reflète principalement l'impact de la poursuite de l'élargissement des spreads de crédit au cours de cette période. Cet ajustement a été repris au premier semestre 2009. Aucun autre ajustement n'a été enregistré en 2009.

(l) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(m) Conformément à l'annonce du 24 juin 2010, la clôture de la transaction devrait avoir lieu au 3ème trimestre 2010.

(En millions d'euros)

	30 juin 2010 (a)	30 juin 2009 (a)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23.814	26.563
Soldes de banque créditeurs (b)	(1.780)	(1.286)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets au 30 Juin (c)	22.035	25.277

(a) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(b) Inclus dans le poste « Autres dettes émises représentées par des titres et soldes de banque créditeurs » au passif dans l'état de la situation financière.

(c) Les soldes de « Trésorerie et équivalents de trésorerie » du tableau des flux de trésorerie ne comprennent pas les soldes de trésorerie des fonds d'investissement consolidés du 'Satellite Investment Portfolio' (voir le paragraphe 1.7.2 de la note « Principes généraux »). Le solde de « Trésorerie et équivalents de trésorerie » du tableau des flux de trésorerie exclut la trésorerie détenue en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré (contrats en unités de compte).

Note 1 : Principes généraux

1.1. Informations générales

La Société Anonyme française AXA S.A. (la « Société » et, ensemble avec ses filiales consolidées, « AXA » ou le « Groupe »), est la société mère d'un groupe international de services financiers, centré sur la protection financière. AXA opère principalement en Europe, en Amérique du Nord et dans la région Asie/Pacifique. La liste des principales entités incluses dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés semestriels d'AXA figure à la Note 2 de la présente annexe aux comptes consolidés.

Les principaux métiers d'AXA sont les suivants :

- Assurance Vie, Epargne, Retraite,
- Assurance Dommages,
- Assurance Internationale,
- Gestion d'actifs,
- Activités bancaires.

AXA est coté sur l'Euronext, à la Bourse de Paris et a été coté, depuis le 25 juin 1996, au New York Stock Exchange (NYSE). Le 25 janvier 2010, AXA a annoncé son intention de mettre volontairement fin à la cotation de ses American Depositary Shares (ADS) au NYSE et de se désinscrire volontairement de la Securities and Exchange Commission (SEC). Le retrait d'AXA de la cote du NYSE est devenu effectif le 26 mars 2010. Ce même jour, AXA a déposé un document Form 15F afin de se désinscrire de la SEC et cette désinscription est devenue effective après 90 jours, soit le 25 juin 2010.

Le 29 avril 2010, l'Assemblée Générale des Actionnaires a décidé de remplacer l'organisation duale (Directoire et Conseil de Surveillance) par une structure unitaire à Conseil d'Administration. Les états financiers consolidés semestriels intégrant les notes annexes ont, de ce fait, été approuvées par le Conseil d'Administration le 3 août 2010.

1.2. Principes comptables généraux

1.2.1. Principes généraux de préparation des comptes consolidés

Les comptes consolidés semestriels d'AXA sont arrêtés au 30 juin. Cependant, certaines sociétés du Groupe ont une date de clôture différente, en particulier AXA Life Japon dont les comptes semestriels sont arrêtés au 31 mars.

Les comptes consolidés semestriels du Groupe sont établis sur la base des normes IFRS conformément à la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire et interprétations IFRIC, définitives et en vigueur au 30 juin 2010, telles qu'adoptées par l'Union Européenne avant l'arrêté des comptes. Le Groupe ne fait toutefois pas usage de la possibilité ouverte par le « carve out » de ne pas appliquer toutes les dispositions de la comptabilité de couverture imposées par IAS 39. Par ailleurs, l'adoption de la norme IFRS 9 publiée par l'IASB au mois de novembre 2009 n'a pas été soumise formellement à l'Union Européenne. Cependant, le Groupe n'aurait pas à aujourd'hui utilisé l'option d'adoption anticipée de cette norme. En conséquence, les comptes consolidés sont également établis sur la base des normes IFRS telles qu'é émises par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Amendements aux normes et interprétations publiés et adoptés à compter du 1^{er} janvier 2010

L'application des normes, amendements et interprétations suivants, au 1^{er} janvier 2010, n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe :

L'amendement relatif aux éléments couverts éligibles (amendement à IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation), publié le 31 juillet 2008, clarifie les modalités d'application des principes en vigueur pour la comptabilité de couverture. Des précisions sont apportées sur la façon dont la comptabilité de couverture doit s'appliquer dans le cadre (a) d'un risque unilatéral sur un élément couvert et (b) de l'inflation sur un élément financier couvert.

IFRIC 17 – Distribution en nature aux actionnaires, publiée le 27 novembre 2008, clarifie comment une entité doit mesurer une distribution d'actifs autre qu'en espèces à l'occasion d'un paiement de dividendes aux actionnaires. L'interprétation requiert également que des informations complémentaires soient fournies en annexe si les actifs nets destinés à être distribués aux actionnaires remplissent les critères d'activités abandonnées. L'interprétation s'applique de façon prospective après sa date d'adoption.

Les améliorations apportées aux normes IFRS, publiées le 16 avril 2009, incluent des amendements ne faisant pas partie intégrante d'un autre projet majeur. Ils sont présentés dans un document unique plutôt que comme une série de changements isolés. Ils intègrent des changements d'ordre comptable en matière de présentation, comptabilisation et évaluation, ainsi que des modifications de terminologie et de rédaction avec un impact minimal sur la comptabilité.

Standards et amendements adoptés par anticipation dans les états financiers consolidés annuels 2009

IFRS 3 révisée - Regroupements d'entreprises et les amendements de IAS 27 – Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales, publiés le 10 janvier 2008 et applicables aux exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 (une adoption anticipée étant toutefois autorisée), constitue la deuxième phase du projet de l'IASB sur les regroupements d'entreprises. Dans le contexte de ses états financiers consolidés annuels en 2009, le Groupe a opté pour une application anticipée à compter du 1^{er} janvier 2009. La décision n'avait pas été effectuée pour ses états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2009. La norme IFRS 3 révisée introduit un certain nombre de changements dans le traitement comptable des regroupements d'entreprises qui pourraient avoir une incidence sur le montant de l'écart d'acquisition à enregistrer, le résultat de l'exercice de l'acquisition et les résultats ultérieurs. Les amendements de IAS 27 requièrent qu'un changement de pourcentage d'intérêt dans une filiale soit comptabilisé comme une opération au sein des capitaux propres, sans impact sur l'écart d'acquisition ou le résultat. En outre, ils introduisent des changements dans la comptabilisation des pertes générées par les filiales ainsi que dans le traitement comptable d'une perte de contrôle d'une entité. Ces nouveaux principes sont détaillés au paragraphe 1.3.2. A compter des états financiers consolidés annuels 2009, les changements s'appliquent de manière prospective aux regroupements d'entreprises (y compris les prises de contrôle effectuées en plusieurs étapes) réalisés après le 1^{er} janvier 2009. En outre, à compter des états financiers consolidés annuels 2009, les nouvelles règles relatives à la comptabilisation des acquisitions complémentaires et des cessions d'intérêts dans une filiale contrôlée, ainsi qu'au traitement des impôts différés devenus recouvrables postérieurement à la date d'acquisition, s'appliquent aux transactions réalisées après le 1^{er} janvier 2009 (même si le regroupement d'entreprises d'origine était antérieur à cette date).

Normes et interprétations publiées mais non encore en vigueur

IAS 24 révisée – Information relative aux parties liées, publiée le 4 novembre 2009 et applicable au titre des périodes annuelles débutant à compter du 1^{er} janvier 2011 (une adoption anticipée étant toutefois autorisée), simplifie les dispositions relatives à l'information à fournir sur les entités liées à une administration publique et clarifie la définition d'une partie liée. Ces changements ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres, publié le 26 novembre 2009 et applicable à compter du 1^{er} juillet 2010 (une adoption anticipée étant toutefois autorisée), clarifie les dispositions applicables lorsqu'une entité renégocie les termes d'un passif financier avec un créancier et que le créancier accepte de se voir remettre des actions ou d'autres instruments de capitaux propres de l'entité en contrepartie de l'extinction de tout ou partie du passif financier. Cette interprétation ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

IFRS 9 – Instruments financiers, publiée le 12 novembre 2009 et applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 (une adoption anticipée étant toutefois autorisée), concrétise la première des trois phases du projet visant à remplacer IAS 39. IFRS 9 retient une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur. Un actif financier est évalué au coût amorti si a) l'instrument est géré, selon un modèle d'entreprise (« business model ») qui a pour objectif la détention des actifs dans le but de percevoir les flux de trésorerie prévus contractuellement, et si b) l'actif financier n'offre que des flux de trésorerie contractuels à des dates données, représentant le principal et les intérêts calculés sur ce principal. Lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier, une entité peut opter pour une désignation à la juste valeur avec les variations de juste valeur dans le compte de résultat, dans la mesure où cela élimine ou réduit significativement une inadéquation comptable. Pour les actions qui ne sont pas détenues à des fins de transaction, une entité peut également décider de manière irrévocable de comptabiliser toutes les variations de juste valeur de ces instruments (y compris les gains et les pertes réalisés) dans les autres éléments des produits et charges reconnus sur la période. Les dividendes reçus au titre de ces instruments sont, en revanche, comptabilisés en résultat. La date d'adoption de la norme IFRS 9, y compris ses différentes phases (la deuxième et troisième phase concernent respectivement les principes de dépréciation et la comptabilité de couverture), ses modalités d'application et son impact, sont à l'étude dans le Groupe.

Les améliorations apportées aux normes IFRS, publiées le 6 mai 2010, incluent des amendements ne faisant pas partie intégrante d'un autre projet majeur. Ils sont présentés dans un document unique plutôt que comme une série de changements isolés. Ils sont en général applicables à compter du 1^{er} janvier 2011, sauf spécifié autrement. Ces amendements ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

Préparation des états financiers

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses. Elle inclut une part de jugement dans l'application des principes comptables Groupe décrits ci-après. Les principaux postes du bilan concernés sont les écarts d'acquisition, en particulier dans le cadre des tests de dépréciation décrits au paragraphe 1.6.1, les valeurs de portefeuilles acquis, les frais d'acquisition reportés et assimilés, certains actifs en juste valeur, les passifs liés à l'activité d'assurance, les engagements de retraite et les éléments liés aux rémunérations en actions. Les principes ci-dessous précisent les modalités d'évaluation de ces postes. Ces dernières, ainsi que les hypothèses clefs le cas échéant, sont détaillées plus en avant, lorsque cela s'avère significatif et pertinent, dans les notes relatives aux postes d'actifs et de passifs concernés dans le cas où des changements significatifs ont été effectués depuis la dernière clôture annuelle.

Comme préconisé par la norme IAS 1, les actifs et passifs sont classés au bilan sur la base globalement d'un ordre croissant de liquidité, ce qui est plus pertinent pour les institutions financières que la classification entre éléments courants et non courants. Comme chez la plupart des compagnies d'assurance, les dépenses sont classées par fonction dans le compte de résultat.

Tous les montants de l'état consolidé de la situation financière, compte de résultat consolidé, tableau consolidé des flux de trésorerie, l'état des produits et des charges reconnus sur la période, l'état des variations des capitaux propres de la période et des annexes sont exprimés en millions d'euros, arrondis à l'unité supérieure, sauf mention contraire.

1.2.2. Première adoption des normes IFRS

Pour le Groupe AXA, la date de transition est le 1^{er} janvier 2004. AXA a préparé son état de la situation financière d'ouverture en IFRS à cette date. La date d'adoption des normes IFRS par le Groupe est le 1^{er} janvier 2005.

Les principales options retenues conformément à la norme IFRS 1 ont été les suivantes :

Méthode de l'acquisition, écart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004

Conformément à l'option proposée par la norme IFRS 1, AXA a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs. Par conséquent, les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 sont comptabilisés dans les états financiers IFRS selon les principes anciennement en vigueur, à l'exception des éléments suivants :

- l'écart d'acquisition a été libellé en IFRS dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise depuis le 1^{er} janvier 2004 (transition à IFRS), et
- tout élément comptabilisé conformément aux normes comptables anciennement en vigueur et ne répondant pas aux critères IFRS permettant de le reconnaître comme actif ou passif a été reclassé en écart d'acquisition.

En conséquence, la valeur brute des écarts d'acquisition représente la valeur brute de ces écarts d'acquisition au 31 décembre 2003 diminuée des amortissements cumulés, enregistrés en norme française jusqu'à cette date.

Différences de conversion

AXA a choisi l'option permettant de remettre à zéro le montant cumulé passé des écarts de conversion de toutes les activités à l'étranger au 1^{er} janvier 2004.

Comptabilisation des engagements de retraite

Les pertes et gains actuariels historiques cumulés de tous les engagements de retraite ont été enregistrés en report à nouveau au 1^{er} janvier 2004.

Sauf indication contraire, les principes comptables d'AXA sont appliqués de manière homogène à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers y compris les principes relatifs à la classification et l'évaluation des contrats d'assurance, d'investissement ainsi que des autres actifs et passifs financiers, dont les dérivés.

1.3. Principes et méthodes de consolidation

1.3.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés au sein desquelles AXA exerce un contrôle sont dénommées filiales. Selon la définition d'IAS 27 en vigueur, le contrôle se caractérise par la capacité à diriger la politique financière et opérationnelle d'une société afin de retirer un profit de ses activités. Les filiales sont consolidées par intégration globale à partir du moment où le contrôle, tel que conçu par le modèle actuel d'IAS 27 / SIC 12, est transféré à AXA. Ce contrôle est présumé dès lors qu'AXA détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles sont également pris en compte pour déterminer si AXA contrôle une autre entité.

Les entités qui sont contrôlées en substance, en particulier au travers d'un statut spécifique ou d'un accord, même sans détention de droits de vote, sont aussi consolidées. Il s'agit notamment d'entités *ad hoc*, par exemple de véhicules de titrisation.

Sont consolidées par intégration proportionnelle les sociétés sur lesquelles AXA exerce avec un ou plusieurs tiers un contrôle conjoint.

Sont comptabilisées par mise en équivalence les sociétés sur lesquelles AXA a une influence notable. AXA est présumé exercer une influence notable lorsqu'il détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote, ou par exemple lorsque l'influence notable existe au travers d'un pacte d'actionnaires. La quote-part d'AXA dans les profits ou pertes d'une société mise en équivalence postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat, tandis que sa quote-part dans les variations de réserves postérieures à l'acquisition figure en « Autres réserves ».

Les fonds d'investissement et les sociétés immobilières sont consolidés soit par intégration globale soit par intégration proportionnelle, ou encore comptabilisés par mise en équivalence en fonction des critères d'IAS 27 / SIC 12 qui sont satisfaits parmi ceux énoncés précédemment. Pour les sociétés d'investissement consolidées par intégration globale, les intérêts minoritaires sont comptabilisés à la juste valeur et enregistrés en dettes dans l'état de la situation financière lorsque des instruments de ces sociétés sont remboursables à la juste valeur, au gré du détenteur. Les fonds d'investissement comptabilisés en utilisant la mise en équivalence sont inclus dans le poste du état de la situation financière intitulé « Placements financiers ».

1.3.2. Regroupements d'entreprises et variations ultérieures du pourcentage de détention

Conformément à l'option proposée par la norme IFRS 1, les regroupements d'entreprises antérieurs à 2004 n'ont pas été retraités par rapport aux principes français anciennement en vigueur.

Le Groupe ayant décidé d'adopter par anticipation IFRS 3 révisée - Regroupements d'entreprises et les amendements de IAS 27 – Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales, les principes décrits ci-dessous sont ceux qui s'appliquent, à compter des états financiers consolidés annuels 2009 (la décision d'adoption anticipée n'avait pas encore été prise pour les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2009), aux transactions réalisées après le 1^{er} janvier 2009.

Evaluation des actifs et passifs de sociétés nouvellement acquises, et des passifs éventuels

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels (à moins qu'ils ne correspondent pas des obligations présentes) de la société acquise est estimé à sa juste valeur. Toutefois, en conformité avec la dérogation prévue par IFRS 4, les passifs liés aux contrats d'assurance vie ou aux contrats d'investissement avec participation discrétionnaire sont maintenus à la valeur comptable antérieure à la date d'acquisition, dans la mesure où cette base d'évaluation est cohérente avec les principes comptables d'AXA. La juste valeur des portefeuilles acquis de contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire est enregistrée à l'actif du bilan pour un montant correspondant à la valeur actualisée des profits futurs estimés relatifs aux contrats existants à la date d'acquisition (également dénommée valeur des portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis). La valeur actuelle des profits futurs tient compte du coût du capital et est estimée d'une part en utilisant des hypothèses actuarielles fondées sur des projections faites à la date d'acquisition, et d'autre part en utilisant un taux d'escompte intégrant une prime de risque.

Les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire ne bénéficient pas de la dérogation permise par IFRS 4 durant la Phase I du projet « Assurance » de l'IASB qui conduit, comme décrit ci-dessus, à comptabiliser la juste valeur des provisions acquises via la reconnaissance d'un actif correspondant à la valeur des portefeuilles acquis. Les passifs des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire sont directement valorisés en juste valeur. Conformément à IAS 39, la juste valeur de ces contrats ne peut être inférieure à la valeur de rachat, dans le cas de l'existence d'une option de rachat.

Les autres actifs incorporels identifiables tels que la valeur de la relation clientèle doivent être reconnus au bilan. La valeur de la relation clientèle représente la valeur des flux futurs attendus des renouvellements et ventes croisées de nouveaux produits auprès de la clientèle connue et identifiée au moment de l'acquisition. Ces projections incluent des hypothèses de sinistralité, de frais et de revenus financiers ou peuvent être estimées sur la base de la valeur des affaires nouvelles. Conformément aux principes comptables appliqués avant la conversion aux normes IFRS et dont l'utilisation est toujours autorisée par la norme IFRS 4, les versements libres futurs liés aux contrats acquis sont également pris en compte dans la valeur des portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis.

Les actifs incorporels qui peuvent être évalués séparément peuvent aussi être évalués sous l'angle des moyens marketing acquis qui permettront de générer ces flux futurs.

La nature des actifs incorporels reconnus est cohérente avec les méthodes de valorisation de l'entité acquise utilisées au moment de son acquisition.

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises, seuls les coûts de restructuration mesurables de façon fiable et qui correspondent

à une obligation de la société acquise existant préalablement à la date d'acquisition, sont inclus dans les provisions pour restructuration enregistrées au bilan de la société acquise, à la date d'acquisition.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est mesuré à la juste valeur et correspond à la somme des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs transférés par le Groupe, des passifs encourus vis-à-vis des précédents détenteurs de la société acquise et des actions émises par le Groupe.

Le coût d'acquisition inclut tout élément conditionnel (ajustement du prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements futurs). Lors de l'évaluation du montant de l'ajustement, il convient de retenir des hypothèses cohérentes avec celles utilisées pour la valorisation des actifs incorporels (telle que la valeur des portefeuilles de contrats d'une société d'assurance acquise). Pour les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2009, tout élément conditionnel du prix d'acquisition est inclus dans celui-ci dès lors que l'ajustement est probable et peut être évalué de façon fiable. Si les événements futurs ne se réalisent pas ou si l'estimation doit être révisée, le coût d'acquisition continue à être ajusté avec une incidence sur le montant de l'écart d'acquisition et/ou sur la valorisation des actifs et passifs de l'entité acquise. Pour les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2009, tout changement, après la date d'acquisition, dans l'estimation de l'ajustement du prix, est comptabilisé au compte de résultat.

Les coûts de transaction liés à un regroupement d'entreprises sont enregistrés au compte de résultat lorsqu'ils sont supportés.

Dans le cadre d'une prise de contrôle effectuée en plusieurs étapes, tout intérêt non assorti de contrôle qui était précédemment détenu par le Groupe est mesuré à sa juste valeur, l'ajustement en résultant étant enregistré au compte de résultat. De façon similaire, quand une acquisition complémentaire modifie le niveau de contrôle, celui-ci passant de l'influence notable ou d'un contrôle conjoint à l'exercice du contrôle, tout investissement préexistant dans l'ancienne entreprise associée / co-entreprise, est réévalué à sa juste valeur, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé en résultat (avec également, en conséquence, un changement dans le montant de l'écart d'acquisition par rapport au montant antérieurement reconnu).

Tout intérêt minoritaire est mesuré, selon un choix effectué à chaque acquisition, soit à sa juste valeur, soit à son intérêt proportionnel dans les actifs nets identifiables de la société acquise.

Lorsque l'opération est effectuée en devises étrangères, le cours de change retenu est celui du jour de l'opération ou le jour du début de la transaction si celle-ci s'étale dans le temps.

Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'excès du (a) cumul du coût du regroupement d'entreprises, de la valeur de tout intérêt minoritaire dans la société acquise, et, pour les regroupements d'entreprises effectués en plusieurs étapes, de la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de tout investissement précédemment détenu par le groupe, par rapport au (b) montant net des actifs identifiables acquis et passifs assumés à la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition résultant de l'acquisition d'une entité étrangère est enregistré dans la devise locale de l'entité acquise et est converti en euros à la date de clôture.

Si ce coût d'acquisition est inférieur au montant net des actifs identifiables acquis et passifs assumés, à la date d'acquisition, la différence est enregistrée directement dans le compte de résultat consolidé.

Les écarts d'acquisition peuvent être modifiés dans les douze mois à compter de la date d'acquisition, sur la base des nouvelles informations disponibles permettant de finaliser la comptabilisation initiale de la transaction. Dans ce cas, les informations fournies à titre de comparaison sont présentées comme si la comptabilisation initiale avait été finalisée à la date d'acquisition.

Si après une période de 12 mois, un impôt différé actif initialement considéré comme non recouvrable répond finalement aux critères de comptabilisation, le gain d'impôt correspondant est enregistré dans le compte de résultat consolidé, sans ajustement correspondant de l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition est alloué aux segments opérationnels (« Assurance Vie, Épargne, Retraite », « Assurance Dommages », « Assurance Internationale », « Gestion d'Actifs » et « Activités bancaires ») aux unités génératrices de trésorerie correspondant : (i) aux différentes sociétés (ou portefeuilles) acquises, en fonction de leur rentabilité attendue, (ii) aux entités déjà présentes dans le Groupe AXA qui bénéficieront des synergies attendues du regroupement avec les activités acquises. Cette allocation de l'écart d'acquisition est utilisée à la fois pour la présentation des résultats par segment et pour les tests de dépréciation.

Acquisition et vente d'intérêts minoritaires dans une filiale contrôlée

Les opérations d'achat et de vente d'intérêts minoritaires dans une filiale contrôlée qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé, sont enregistrées au sein des capitaux propres (y compris les coûts de transaction directs).

En cas de perte de contrôle de la filiale, le gain ou la perte correspondant est enregistré en résultat. Par ailleurs, si le Groupe conserve un investissement dans l'entité, celui-ci est réévalué à sa juste valeur et le gain ou la perte en découlant est également reconnu en résultat.

Engagements de rachat d'intérêts minoritaires

Lors de l'acquisition du contrôle d'une filiale, une option de vente peut être octroyée aux actionnaires minoritaires. La reconnaissance de l'option en dette dépend toutefois des clauses précises du contrat.

Lorsqu'il s'agit d'un engagement inconditionnel exerçable au gré du détenteur de l'option, l'option est comptabilisée en dette. La contrepartie de cette dette ne faisant l'objet d'aucune précision dans le corps de normes IFRS actuel et l'« Agenda Committee » de l'IFRIC ayant décidé en 2006 de ne pas se prononcer sur le traitement de ces opérations, la méthode adoptée par le Groupe consiste à : (i) reclasser en dettes les intérêts minoritaires représentatifs d'une quote-part des capitaux propres de la filiale, (ii) réévaluer cette dette à la valeur actualisée du prix de l'option, (iii) comptabiliser la différence soit en augmentation de l'écart d'acquisition, pour les engagements de rachat qui existaient déjà avant le 1^{er} janvier 2009, soit en diminution des capitaux propres (part du Groupe) pour les engagements de rachat contractés à compter du 1^{er} janvier 2009, dans la mesure où il n'y a pas transfert immédiat des risques et bénéfices. De façon similaire, les variations ultérieures de la valeur de cette dette sont enregistrées en contrepartie de l'écart d'acquisition pour les engagements de rachat antérieurs au 1^{er} janvier 2009 et en contrepartie des capitaux propres (part du Groupe) pour les engagements de rachat conclus à partir de cette date.

Transactions intragroupes

Les transactions intragroupes, y compris les dividendes internes, les dettes et créances et les gains ou pertes liés à ces transactions sont éliminées :

- en totalité pour les filiales contrôlées et ;
- à hauteur de la quote-part d'AXA pour les sociétés mises en équivalence et intégrées proportionnellement.

L'impact sur le résultat des transactions entre sociétés consolidées est toujours éliminé, à l'exception des pertes internes présentant un caractère durable qui sont maintenues.

Lorsqu'un actif, objet d'une cession interne, n'est pas destiné à être conservé de façon durable au sein du Groupe, un impôt différé est constaté en contrepartie de l'élimination de l'impôt courant calculé sur la plus ou moins-value réalisée. L'incidence sur le compte de résultat de l'éventuelle participation aux bénéfices due aux assurés au titre de cette transaction est également éliminée, une participation aux bénéfices différée étant portée à l'actif du bilan.

Par ailleurs, le transfert de titres d'une entreprise consolidée entre deux entreprises consolidées mais détenues avec des pourcentages d'intérêts différents n'affecte pas le résultat du Groupe à l'exception des éventuels impôts et participation aux bénéfices due aux assurés comptabilisés au titre de la transaction qui sont maintenus dans les comptes consolidés. Ces transferts ont également une incidence, qui trouve sa contrepartie dans les intérêts minoritaires, sur les capitaux propres du Groupe. Cette incidence est isolée sur la ligne « Autres variations » de l'état de variation des capitaux propres consolidés.

1.4. Conversion des comptes et transactions en monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros, l'euro étant la devise de présentation du Groupe.

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du Groupe dont la devise fonctionnelle (devise du principal environnement économique dans lequel l'entité opère) est différente de la devise de présentation du Groupe, sont convertis dans la devise de présentation selon la méthode suivante :

- les actifs et passifs des sociétés dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis sur la base des taux de change à la clôture ;
- les charges et produits sont convertis aux taux de change moyens de la période ;
- toutes les différences de change qui en résultent sont enregistrées comme une composante distincte des capitaux propres (écarts de conversion).

Au niveau de chaque entité, les transactions en devises étrangères sont converties dans la devise fonctionnelle de l'entité en utilisant les taux de change en vigueur aux dates de transactions. Les gains ou pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion aux taux de change à la date de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat, sauf lorsque la comptabilité de couverture est appliquée, comme décrit ci-après au paragraphe 1.9.

Comme mentionné au paragraphe 1.3.2, l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition d'une entité étrangère est enregistré dans la devise locale de l'entité acquise et est converti en euros à la date de clôture.

Les écarts de change résultant de la conversion d'un investissement net dans une filiale étrangère, des emprunts et des instruments de devise désignés comme des instruments de couverture de cet investissement, sont enregistrés dans les capitaux propres en écarts de conversion et transférés en compte de résultat lors de la vente de l'investissement net couvert comme partie intégrante de la plus ou moins value réalisée.

Les écarts de change sur actifs financiers monétaires classés en actifs disponibles à la vente sont enregistrés en produits ou charges de la période pour la partie correspondant au coût amorti. Les écarts de change résiduels relatifs aux changements de juste valeur sont enregistrés en capitaux propres.

En ce qui concerne le montant cumulé des écarts de conversion lié aux activités cédées, le Groupe applique la méthode de consolidation par paliers (IFRIC 16).

1.5. Information sectorielle

L'information sectorielle présentée dans les états financiers et le rapport annuel d'AXA reflète les segments opérationnels d'activité. Elle est fondée sur cinq lignes de métiers: « Assurance Vie, Épargne, Retraite », « Assurance Dommages », « Assurance Internationale », « Gestion d'Actifs » et « Activités bancaires ». Un segment supplémentaire intitulé «Holdings » inclut les activités non opérationnelles.

1.6. Actifs incorporels

1.6.1. Ecart d'acquisition et dépréciation de l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est présumé avoir une durée d'utilisation indéfinie et n'est donc pas amorti. Il est sujet à des tests de dépréciation au moins une fois par an. La dépréciation de l'écart d'acquisition n'est pas réversible.

Les tests de dépréciation d'écart d'acquisition, réalisés au moins une fois par an, sont fondés sur les unités génératrices de trésorerie en utilisant une analyse multicritères (les paramètres incluent la valeur des actifs, les profits futurs d'exploitation, la part de marché) afin de déterminer d'éventuelles évolutions défavorables significatives. Cette analyse tient également compte de l'interdépendance des transactions à l'intérieur des sous-groupes. Au sein de chaque unité génératrice de trésorerie, une comparaison est effectuée entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, cette dernière correspondant à la valeur la plus haute entre la juste valeur nette des coûts de cession et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond aux actifs nets et aux revenus futurs attendus des portefeuilles existants et des affaires nouvelles, en prenant en compte les flux de trésorerie futurs des unités génératrices de trésorerie. La valeur des revenus futurs attendus est estimée sur la base des valorisations de portefeuilles des contrats d'assurance vie et d'investissement (« embedded value ») publiées par AXA ou de calculs similaires pour les autres activités. Les justes valeurs nettes des coûts de cession sont quant à elles fondées sur différents multiples de valorisation.

1.6.2. Valeurs des portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance vie acquis

La valeur de portefeuille de contrats d'assurance et de contrats d'investissement avec participation discrétionnaire acquis comptabilisée lors d'un regroupement d'entreprises (voir paragraphe 1.3.2) est amortie en fonction de l'émergence des profits sur la durée de vie du portefeuille de contrats. De manière similaire au test de suffisance du passif (voir paragraphe 1.13.2), un test de recouvrabilité est réalisé chaque année en fonction de l'expérience et de l'évolution anticipée des principales hypothèses.

1.6.3. Autres actifs incorporels

Les autres immobilisations incorporelles incluent des logiciels développés pour un usage interne dont les coûts directs sont activés et font l'objet d'un amortissement linéaire sur la base de la durée de vie estimée des immobilisations.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent également la valeur de la relation clientèle ainsi que les accords de distribution valorisés lors de regroupements d'entreprises, si leur juste valeur peut être mesurée de manière fiable et s'il est probable que le Groupe bénéficiera des avantages économiques attribuables à ces actifs. Lorsque ces actifs ont une durée d'utilité finie, ils font l'objet d'un amortissement sur cette durée de vie. Dans tous les cas, ils font l'objet d'un test de dépréciation, à chaque clôture pour les actifs ayant une durée d'utilité finie et annuellement pour les autres actifs. En cas de baisse de valeur significative, une provision pour dépréciation est constatée à hauteur de la différence entre la valeur au bilan et le montant le plus élevé de la valeur d'utilité ou de leur juste valeur nette de coûts de cession.

1.6.4. Frais d'acquisition reportés des contrats d'assurance vie et contrats d'investissement avec participation discrétionnaire aux bénéficiaires - Frais exposés à l'origine des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire

Les frais variables engagés lors de la souscription de contrats d'assurance et de contrats d'investissement avec participation discrétionnaire, principalement dans le cadre de la souscription d'affaires nouvelles, sont portés à l'actif de l'état de la situation financière. Les frais d'acquisition ainsi reportés sont amortis sur la durée de vie des contrats en proportion de l'émergence attendue des profits futurs. En liaison avec le test de suffisance du passif (voir paragraphe 1.13.2), la recouvrabilité de cet actif est testée : la partie des frais d'acquisition qui, à la clôture de la période, s'avère non couverte par des profits futurs bruts estimés n'est pas considérée comme recouvrable et est donc constatée en charge.

Pour les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire, un actif similaire est comptabilisé, mais son montant est limité aux coûts directement rattachés à la prestation de gestion d'actifs. Cet actif est amorti en tenant compte des projections de prélèvements collectés sur la durée de vie des contrats. L'amortissement des frais reportés exposés à l'origine est revu à chaque date de clôture afin de refléter les écarts d'expérience observés et les changements d'hypothèses. Cet actif fait également l'objet de tests de recouvrabilité.

Les frais d'acquisition reportés et assimilés sont comptabilisés bruts de chargements et de prélèvements non acquis.

Ces chargements et prélèvements non acquis sont enregistrés séparément comme des provisions et sont amortis sur la durée de vie du contrat selon des règles identiques à celles utilisées pour l'amortissement des frais d'acquisition et assimilés.

1.7. Placements des entreprises d'assurance, du secteur bancaire et autres activités

Les placements comprennent l'immobilier de placement, les instruments financiers et notamment les actions, les obligations et les prêts.

1.7.1. Immobilier de placement

L'immobilier de placement (à l'exclusion des immeubles de placement adossés totalement ou partiellement à des passifs de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré et à des contrats « with-profit ») est comptabilisé au coût. Les composants des immeubles sont amortis sur leur durée estimée d'utilisation, en tenant compte de leur valeur résiduelle, si celle-ci peut être estimée de façon fiable.

En cas de moins-value latente de plus de 15 %, une dotation aux provisions pour dépréciation est enregistrée, égale à la différence entre la valeur nette comptable de l'immeuble de placement et sa juste valeur fondée sur une évaluation indépendante. Par ailleurs, au niveau de chaque entité, si le montant cumulé des moins-values latentes inférieures à 15 % (sans compensation avec les plus-values latentes) dépasse 10 % du coût net cumulé des actifs immobiliers, une dotation aux provisions pour dépréciation supplémentaire est enregistrée ligne par ligne, jusqu'à ce que le seuil de 10 % ne soit plus excédé.

Durant les périodes suivantes, si la différence (positive) entre la juste valeur et la valeur nette comptable atteint 15 % ou plus, alors les provisions pour dépréciation précédemment enregistrées sont reprises à hauteur de la différence entre (a) la valeur nette comptable et (b) le montant minimal entre la juste valeur et le coût amorti (avant dépréciation).

L'immobilier de placement, adossé totalement ou partiellement aux passifs de :

- contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré,
 - polices « with-profit » dont la rémunération est fondée sur des actifs immobiliers,
- est comptabilisé à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant enregistrées en résultat.

1.7.2. Classification des instruments financiers

Les instruments financiers sont classés dans les catégories suivantes, selon l'intention et la capacité à les détenir:

- actifs détenus jusqu'à échéance, comptabilisés au coût amorti ;
- prêts et créances (y compris les obligations non cotées) comptabilisés au coût amorti ;
- actifs détenus à des fins de transaction et actifs désignés à la juste valeur, avec variation de juste valeur enregistrée par résultat ;
- actifs disponibles à la vente comptabilisés à la juste valeur avec variation de juste valeur inscrite en capitaux propres.

L'option de juste valeur qui consiste à désigner, lors de leur entrée dans le bilan, les actifs et passifs financiers à la juste valeur

avec variation de juste valeur en compte de résultat, est utilisée par le Groupe principalement dans les cas suivants :

- les actifs financiers pour lesquels le choix de l'option de juste valeur permet de réduire la dissymétrie comptable, et notamment :
 - les actifs adossés à des passifs résultant de contrats dont le risque financier est supporté par les assurés ;
 - les actifs inclus dans des stratégies de couverture mises en place par le Groupe pour des raisons économiques mais non éligibles à la comptabilité de couverture telle que définie par IAS 39 ;
 - les dettes détenues par les fonds obligataires structurés, principalement des CDO (Collateralized Debt Obligations), contrôlés et consolidés par le Groupe ;
- les groupes d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée sur la base de juste valeur : il s'agit essentiellement des titres détenus par des fonds d'investissement consolidés, gérés sur la base de la politique de gestion des risques du Groupe (« Satellite Investment Portfolios », voir la définition ci-après).

En pratique, les actifs détenus via les fonds d'investissement consolidés sont classés :

- soit au sein des « Core Investment Portfolios » qui comprennent les actifs adossés aux passifs des contrats d'assurance et d'investissement, gérés selon la stratégie de gestion Actif / Passif (ALM) d'AXA ;
- soit au sein des « Satellite Investment Portfolios », reflétant l'allocation stratégique d'actifs fondée sur une gestion dynamique visant à optimiser la rentabilité.

Les titres sous-jacents inclus dans les « Core Investment Portfolios » sont classés en « actifs disponibles à la vente » à moins qu'ils ne soient associés à une relation de couverture qualifiée ou plus généralement dans le cas où le choix de l'option de juste valeur est approprié pour réduire la dissymétrie comptable. Comme mentionné ci-dessus, les instruments financiers des « Satellite Investment Portfolios » sont comptabilisés à la juste valeur avec les variations de juste valeur comptabilisées en résultat.

Les actifs « disponibles à la vente », ceux détenus à des fins de transaction, les actifs désignés à la juste valeur (avec variation de juste valeur enregistrée dans le compte de résultat) et tous les instruments dérivés sont évalués à la juste valeur, c'est-à-dire le prix auquel un actif pourrait faire l'objet d'un échange entre des négociateurs informés à des conditions de marché concurrentielles.

Les prêts non comptabilisés à la juste valeur sont valorisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation des instruments financiers

À chaque date d'arrêté des comptes, AXA vérifie si un actif financier ou un groupe d'actifs financiers valorisé au coût (amorti) ou classé en « disponible à la vente » est durablement déprécié. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une dépréciation lorsqu'il y a des preuves objectives de perte de valeur suite à un ou plusieurs événements dont l'incidence sur les flux futurs estimés du (ou des) actif(s) peut être évalué de manière fiable.

Pour les obligations « détenues jusqu'à échéance » ou « disponibles à la vente », une dotation aux provisions pour dépréciation respectivement fondée sur les flux futurs de trésorerie actualisés au taux d'intérêt initial effectif ou sur la juste valeur, est enregistrée en compte de résultat s'il est probable que les flux futurs de trésorerie ne seront pas pleinement recouverts du fait de la survenance d'un incident de crédit chez l'émetteur des titres. L'abaissement de la notation de crédit d'une entité ne constitue pas, en lui-même, une preuve de perte de valeur. Si ce risque diminue ou disparaît, la provision pour dépréciation peut être reprise. Le montant de cette reprise est également enregistré dans le compte de résultat.

Pour les actions disponibles à la vente, une baisse significative ou prolongée de la juste valeur du titre en dessous de sa valeur au bilan est une indication de perte de valeur. C'est le cas des actions, en situation de pertes latentes pendant une période continue de six mois ou plus précédant la date de clôture, ou supérieures à 20 % de la valeur nette comptable à la date de clôture. Si une telle situation existe pour un actif financier disponible à la vente, la perte cumulée mesurée comme la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute dépréciation précédemment enregistrée dans le compte de résultat, est reprise des capitaux propres et fait l'objet d'une provision pour dépréciation constatée au compte de résultat. Les provisions pour dépréciation sur actions enregistrées dans le compte de résultat ne sont reprises dans le compte de résultat qu'à partir du moment où l'actif est vendu ou décomptabilisé.

Pour les prêts disponibles à la vente, la provision pour dépréciation est fondée sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif du prêt, en se basant sur le prix du marché du prêt, ou sur la juste valeur de la garantie.

Pour les actifs comptabilisés au coût amorti, y compris les prêts et les investissements classés en « actifs détenus jusqu'à échéance » ou les actifs figurant dans la catégorie « prêts et créances », le test de dépréciation est d'abord réalisé sur une base unitaire. Un test collectif est ensuite réalisé pour des groupes d'actifs ayant des risques similaires.

Les méthodes de calcul des valeurs nettes comptables des actifs cédés (coût moyen, premier entré premier sorti...) dépendent des gestions Actif / Passif (ALM), mises en place localement compte tenu des engagements spécifiques existant vis-à-vis des assurés. Ces méthodes peuvent être différentes au niveau du Groupe dès lors qu'elles sont appliquées de façon permanente au

niveau de chaque entité.

1.8. Placements en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré

Dans l'état de la situation financière, les placements en représentation des contrats d'assurance ou d'investissement dont le risque financier est supporté par les assurés sont présentés dans un poste séparé. Les passifs correspondant à ces actifs sont également présentés de façon symétrique dans un poste spécifique du passif de l'état de la situation financière. Cette présentation est pertinente et conforme à l'ordre de liquidité croissante recommandé par IAS 1 pour les institutions financières sachant que les risques sont supportés par les assurés, quelle que soit la nature des actifs adossés aux passifs (immobilier de placement, obligations, actions, etc.). Le détail de ces actifs est publié dans les notes annexes.

1.9. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont initialement enregistrés à la juste valeur à la date d'acquisition puis réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont comptabilisés dans le compte de résultat à moins que les instruments dérivés ne fassent partie d'une relation de couverture qualifiée, comme décrite ci-après. Le Groupe désigne certains dérivés en tant que : (i) couvertures de la juste valeur d'actifs ou du passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couverture de juste valeur) ; ou (ii) couvertures de transactions futures hautement probables (couvertures de flux de trésorerie) ; ou (iii) couvertures d'investissements nets dans des opérations étrangères.

Le Groupe documente à l'origine la relation de couverture ainsi que ses objectifs et sa stratégie en termes de gestion de risques et la stratégie de couverture. Le Groupe formalise également l'efficacité de la couverture, à la fois lors de sa mise en place et sur la durée de la couverture, en indiquant l'efficacité réelle ou attendue des produits dérivés de couverture dans la compensation des variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts.

Couverture de juste valeur

Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qualifiés de couverture de juste valeur et les variations de juste valeur des actifs et passifs dont le risque est couvert sont enregistrées dans le compte de résultat.

Couverture de flux de trésorerie

La part efficace de variation de juste valeur des instruments dérivés désignés et qualifiés de couvertures de flux de trésorerie est enregistrée en capitaux propres. Le gain ou la perte relatif à la part inefficace est immédiatement comptabilisé dans le compte de résultat. Les montants accumulés du gain ou de la perte en capitaux propres sont recyclés dans le compte de résultat sur la période durant laquelle l'élément couvert affecte le résultat (par exemple lorsque la transaction couverte future est comptabilisée). Quand un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu, ou bien lorsque la couverture ne remplit plus les critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé enregistré dans les capitaux propres est alors comptabilisé en résultat en même temps que la transaction future initialement couverte impacte elle-même le compte de résultat.

Couverture d'investissement net

La comptabilité de couverture d'investissements nets des opérations étrangères est identique à celle de la couverture des flux de trésorerie. Le gain ou la perte sur l'instrument de couverture lié à la part efficace de la couverture est enregistré en capitaux propres. Le gain ou la perte lié à la part inefficace est immédiatement enregistré dans le compte de résultat. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat lors de la cession de l'entité étrangère.

Produits dérivés ne remplissant pas les conditions requises par la comptabilité de couverture

Les variations de juste valeur de tous les autres instruments dérivés qui ne remplissent pas les conditions requises par la comptabilité de couverture sont immédiatement enregistrées dans le compte de résultat.

Le Groupe détient des actifs financiers qui comportent des produits dérivés incorporés. Ces dérivés incorporés sont enregistrés séparément et évalués à la juste valeur dans le compte de résultat, si l'impact est jugé significatif.

Pour la présentation au bilan, les produits dérivés sont rattachés aux actifs ou passifs couverts, que ces produits dérivés remplissent ou non les critères de comptabilité de couverture.

1.10. Actifs et passifs destinés à la vente dont ceux relatifs à des abandons d'activité

Cette catégorie comprend les actifs, notamment des immeubles ou activités destinés à être cédés ou abandonnés dans les douze mois qui suivent. Les filiales destinées à être cédées demeurent dans le périmètre de consolidation jusqu'au jour où le Groupe en perd le contrôle effectif. Les actifs et activités (actifs et passifs) concernés sont évalués à la valeur la plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur diminuée des coûts de cession. Ils sont présentés dans l'état de la situation financière

dans des postes d'actifs et de passifs séparés. Les comptes de passifs (hormis les fonds propres) des filiales destinées à être cédées sont comptabilisés séparément au passif de l'état consolidé de la situation financière, sans compensation avec les actifs.

Dans le cas d'un abandon d'activité représentant soit une ligne de métier, une zone géographique principale et distincte ou une filiale acquise uniquement dans l'optique de la revendre, la contribution après impôts est comptabilisée sur une ligne particulière du compte de résultat. À des fins de comparabilité, les mêmes principes sont appliqués dans la présentation des comptes de résultat des exercices précédents inclus dans les états financiers. Ce poste séparé comprend également la plus ou moins-value après impôts enregistrée lors de la cession de l'activité à la date de la perte de son contrôle.

Des informations complémentaires sur les données figurant au bilan et dans le compte de résultat sont présentées dans l'annexe aux comptes consolidés.

1.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les espèces disponibles. Les équivalents de trésorerie sont des investissements liquides à court terme qui sont convertibles facilement en espèces et peu volatiles.

1.12. Capitaux propres totaux

1.12.1. Capital social

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres s'il n'existe pas une obligation contractuelle de remettre à leurs détenteurs de la trésorerie ou d'autres actifs.

Les coûts complémentaires, nets de taxes, directement imputables à l'émission d'un instrument de capitaux propres viennent en déduction de la valeur de l'instrument émis.

1.12.2. Dettes subordonnée à durée indéterminée

La classification des dettes subordonnée à durée indéterminée, ainsi que de la charge d'intérêt correspondante le cas échéant, entre les postes de capitaux propres (dans le poste « Autres réserves ») ou de dettes s'effectue sur la base des clauses des contrats, sans prendre en considération les perspectives de remboursement éventuel lié à des contraintes économiques (surcoût lié aux clauses de majoration d'intérêts ou pression des actionnaires pour le paiement d'un dividende, par exemple).

1.12.3. Instruments financiers composés

Tout instrument financier émis par le Groupe comportant à la fois une composante de capitaux propres (par exemple, une option permettant de convertir un instrument de dette en un instrument de capitaux propres de la Société) et un instrument de dette (comportant une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie) est classé distinctement au passif de l'état de la situation financière, la composante de capitaux propres étant présentée en capitaux propres du Groupe (dans le poste « Autres réserves »). Les profits et les pertes associés à des remboursements ou des refinancements de la composante de capitaux propres sont présentés en variation de capitaux propres.

1.12.4. Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle (actions propres) et les coûts directement associés sont portés en diminution des capitaux propres consolidés. Lorsque ces titres sont par la suite vendus, ou réémis, toute contrepartie reçue est enregistrée dans les capitaux propres consolidés, nette d'impôts et des coûts directement associés.

Par exception, les titres d'autocontrôle détenus par les fonds contrôlés ne sont pas retraités pour la partie en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré, du fait de la nature de ces contrats. L'ensemble des risques et des bénéfices générés par la détention de ces titres est en effet complètement alloué aux détenteurs de ces contrats.

1.13. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

1.13.1. Classification des contrats

Le Groupe émet des contrats qui transfèrent un risque d'assurance ou un risque financier ou les deux.

Les contrats d'assurance, y compris les acceptations en réassurance, sont les contrats qui comportent un risque d'assurance significatif. Ces contrats peuvent également transférer un risque financier de l'assuré vers l'assureur. Les contrats d'investissement sont les contrats qui comportent un risque financier sans risque d'assurance significatif.

Certains contrats d'assurance et d'investissement comportent une clause de participation aux bénéfices discrétionnaire. Cet élément donne droit au titulaire du contrat de recevoir en tant que supplément aux prestations garanties, des prestations complémentaires :

- qui représentent normalement une quote-part significative des avantages contractuels ;
- dont le montant et/ou l'échéance est contractuellement à la discrétion du Groupe ;
- qui sont fondées contractuellement sur la performance d'un ensemble de contrats, les rendements de placements d'un portefeuille d'actifs ou le résultat de la société, d'un fonds ou d'une autre entité qui émet le contrat.

Pour certains types de contrats d'assurance ou d'investissement, le risque financier est supporté par l'assuré. De tels contrats correspondent notamment à des contrats en unités de compte.

Le Groupe classe son portefeuille de contrats d'assurance et d'investissement en six catégories :

- passifs liés à des contrats d'assurance,
- passifs liés à des contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré,
- passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire,
- passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire,
- passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire dont le risque financier est supporté par l'assuré, c'est-à-dire correspondant à des contrats en unités de compte ou des contrats multi-fonds qui comportent un fonds non libellé en unités de compte avec une participation discrétionnaire,
- passifs liés à des contrats d'investissement dont le risque financier est supporté par l'assuré et sans participation discrétionnaire.

1.13.2. Contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire

Conformément à IFRS 4, les règles de comptabilisation et décomptabilisation décrites ci-après reposent sur les principes comptables AXA existant avant l'adoption des IFRS, à l'exception de l'élimination de la provision d'égalisation, des changements sélectifs de principes autorisés par IFRS 4 (voir ci-après), l'extension de la comptabilité reflet et à moins qu'IAS 39 ne s'applique.

Les principes comptables qui s'appliquaient avant les IFRS et qui sont toujours en vigueur après la conversion aux normes IFRS ont pour principales caractéristiques les éléments suivants:

- les provisions doivent être suffisantes,
- les provisions d'assurance Vie ne peuvent pas être actualisées en utilisant un taux supérieur au rendement prudemment estimé des actifs,
- les coûts d'acquisition sont reportés dans la mesure où ils sont recouvrables, et amortis sur la base de l'émergence des profits bruts estimés sur la vie des contrats,
- les provisions de sinistres représentent le coût ultime estimé. Les provisions relatives aux sinistres survenus ne sont en général pas actualisées, sauf dans des cas limités .

Provisions pré-sinistres

Les provisions pour primes non acquises constatent la part, calculée *pro rata temporis*, des primes émises et des primes restant à émettre qui se rapporte à la période comprise entre la date d'inventaire et la prochaine échéance du contrat ou, à défaut, de son terme.

Les provisions mathématiques des contrats d'assurance vie traditionnels (c'est-à-dire comportant un risque significatif de mortalité) sont calculées, sous réserve de l'homogénéité des méthodes utilisées avec les principes du Groupe conformément aux principes en vigueur dans chaque pays, de façon prospective, sur la base d'hypothèses de taux de rendement, de mortalité / morbidité et de frais de gestion.

En cas de changement de table de mortalité, une provision supplémentaire correspondant à l'écart entre les provisions calculées selon l'ancienne et la nouvelle table de mortalité doit être constituée.

Les provisions mathématiques des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire (dénommés auparavant « contrats d'épargne » dans les principes comptables AXA), comportant un risque faible de mortalité et de morbidité, sont déterminées à l'aide d'une approche prospective basée sur des taux d'escompte fixés à l'origine, dont les résultats sont similaires à ceux résultant d'une approche rétrospective (calcul d'une épargne acquise ou « account balance »).

Les taux d'escompte utilisés au sein du Groupe sont au plus égaux aux taux de rendement prévisionnels, prudemment estimés, des actifs affectés à leur représentation.

Une partie de la provision pour participation aux bénéficiaires vie est incluse dans les provisions mathématiques selon le degré d'incorporation de la participation stipulée dans les contrats d'assurance vie qui prévoient le versement aux assurés d'une participation assise sur les résultats enregistrés au titre de ces contrats.

Le « Fund for Future Appropriation » des contrats « with-profit » britanniques a pour objet de couvrir les engagements au titre des « terminal bonus » futurs conformément aux termes de ces contrats. L'ensemble constitué par les provisions sur les contrats « with-profit » et le « Fund for Future Appropriation » varie avec la valeur de marché des actifs adossés aux fonds « with-profit » participants. Les provisions techniques sont évaluées sur une base « réaliste » conformément au standard comptable britannique FRS 27 et de façon homogène à la pratique des compagnies d'assurance britanniques pour ces contrats.

Lorsque des passifs sont transférés à l'extérieur des fonds « with-profit » britanniques avec les actifs adossés, le Groupe n'est pas autorisé à reclasser ces actifs, jusque là désignés « with-profit » britanniques et donc comptabilisés en juste valeur, avec la variation de la juste valeur enregistrée en résultat, dans la catégorie des actifs disponibles à la vente, laquelle aurait permis un traitement comptable pertinent, symétrique à l'évaluation traditionnelle des passifs « non-profit » britanniques. Les actifs devant continuer à être enregistrés en juste valeur avec la variation de la juste valeur enregistrée en résultat, le Groupe a décidé, afin de minimiser l'inadéquation comptable entre les passifs et les actifs adossés, d'utiliser l'option, autorisée par IFRS 4.24, de remesurer ces provisions : cette réévaluation est effectuée à chaque clôture des comptes sur la base des projections des garanties et prend en considération les taux d'intérêt et les autres hypothèses de marché.

Pour les contrats d'assurance ainsi que pour les contrats d'investissement avec participation discrétionnaire, lorsque les contrats prévoient un taux minimum garanti, les insuffisances de provision éventuelles liées à des rendements futurs trop faibles sont immédiatement constatées.

Sauf lorsque ces garanties sont couvertes par un programme de gestion des risques faisant appel à l'utilisation d'instruments dérivés (voir paragraphe suivant), les garanties plancher, offertes au titre des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré et classés dans la catégorie des contrats d'assurance en raison de l'existence de ces garanties ou dans la catégorie des contrats d'investissement avec participation au bénéfice discrétionnaire, sont provisionnées de façon sur la durée du contrat sur la base d'une approche prospective : la valeur actuelle des prestations futures à verser aux assurés en cas de déclenchement des garanties est estimée sur la base de scénarios raisonnables. Les hypothèses principales de ces scénarios portent sur les rendements financiers et leur volatilité, les taux de rachat et la mortalité. Cette valeur actuelle des prestations futures est provisionnée de telle sorte que le coût total moyen des garanties soit reconnu en fonction de l'émergence des prélèvements sur la durée de vie des contrats.

Certaines garanties plancher telles que les garanties plancher en cas de décès et les garanties de revenus minimum « Guaranteed Minimum Death or Income Benefit » (« GMDB » ou « GMIB ») ou certaines garanties de performance proposées par les traités de réassurance sont couvertes par un programme de gestion des risques faisant appel à l'utilisation d'instruments dérivés. Afin de réduire la dissymétrie comptable entre la valorisation des passifs et la valorisation des dérivés de couverture, AXA a choisi d'appliquer l'option permise par IFRS 4.24 de réévaluer les provisions : cette réévaluation est faite à chaque arrêté des comptes sur la base d'une projection des garanties reflétant les taux d'intérêt et autres hypothèses courantes de marché. Son effet sur la période en cours étant constaté par résultat de façon symétrique à l'effet de la réévaluation des instruments dérivés utilisés en couverture. Ce changement de principes comptables a été appliqué à la date de passage aux IFRS le 1^{er} janvier 2004 aux portefeuilles de contrats couverts par le programme de gestion des risques à cette date. Tout portefeuille de contrats couvert par le programme de gestion des risques postérieurement à cette date est réévalué dans les mêmes conditions à compter de la date d'application du programme.

Provisions post-sinistres

Provisions de sinistres (contrats d'assurance vie et non vie)

Les provisions de sinistres ont pour objet la couverture du coût total à terminaison des sinistres survenus. À l'exception des provisions pour rentes invalidité et incapacité qui font l'objet d'une actualisation, elles ne sont pas escomptées.

Ces provisions couvrent les sinistres déclarés, les sinistres survenus mais non encore déclarés, et l'ensemble des frais liés à la gestion de ces sinistres. Elles sont estimées sur la base de données historiques, des tendances actuelles de sinistralité, et prennent en compte les cadences de règlement observées dans l'ensemble des branches d'assurance, ainsi que les évolutions attendues en matière d'inflation, de réglementation ou de tout autre facteur ayant une influence sur les montants qui seront dus.

Provisions pour chargements non acquis

Les chargements perçus à l'émission du contrat pour couvrir des prestations de services futures sont reportés et reconnus en résultat sur la base des mêmes critères d'amortissement que ceux utilisés pour les frais d'acquisition reportés (cf. paragraphe 1.6.4).

Comptabilité reflet et participation aux bénéfices différée

Conformément à l'option offerte par IFRS 4, la comptabilité reflet est appliquée aux contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire. La comptabilité reflet affecte les provisions techniques, les frais d'acquisition et la valeur de portefeuilles des contrats acquis afin de refléter l'impact des plus ou moins-values latentes sur l'évaluation des passifs et actifs d'assurance de manière similaire à l'impact qu'ont les profits ou pertes réalisés sur cessions d'actifs. Lorsque des plus ou moins-values latentes sont constatées, une provision pour participation aux bénéfices différée (active ou passive) est enregistrée. Celle-ci correspond à la participation discrétionnaire attribuable à l'assuré et est généralement déterminée en appliquant aux plus et moins-values latentes le taux de participation estimé sur la base des obligations implicites dans chacun des environnements concernés.

Les pays où les portefeuilles de contrats avec participation sont significatifs sont la Suisse (par exemple le « legal quote » pour des polices d'assurance de groupe), l'Allemagne et la France où des pourcentages minimums sont fixés respectivement à 90%, 90% et 85%, la base de calcul pouvant inclure des revenus financiers mais aussi d'autres éléments comme en Allemagne ou en Suisse. Les produits avec participation sont moins développés aux Etats-Unis et au Japon.

La participation discrétionnaire estimée de ces contrats est entièrement reconnue dans les passifs. En conséquence, aucun élément n'est enregistré en fonds propres et AXA n'est pas tenu de vérifier que le passif constaté pour l'ensemble du contrat n'est pas inférieur au montant qui résulterait de l'application de IAS 39 à l'élément garanti.

Lorsqu'une moins-value latente nette (variation latente de la juste valeur, dépréciation, charge liée,...) est comptabilisée, une participation différée active peut être enregistrée seulement dans la mesure où il est hautement probable qu'elle pourra dans le futur être imputée, par entité, aux assurés. C'est le cas si cette participation différée active peut venir en déduction des participations futures, soit directement en s'imputant sur la participation différée passive constatée au titre de profits de cessions futurs, soit en étant imputée sur la participation aux bénéfices passive nette dans la valeur des portefeuilles acquis, ou indirectement sur les chargements sur primes ou autres marges futures.

A toute plus ou moins-value latente sur les actifs détenus à des fins de transaction ou comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi qu'à toute autre écriture impactant le résultat générant une différence temporaire, est associé un impact de la comptabilité reflet en compte de résultat. De la même façon, à toute plus ou moins-value latente sur les actifs disponibles à la vente enregistrée par capitaux propres correspond un impact de la comptabilité reflet comptabilisé en capitaux propres.

Tests de recouvrabilité et test de suffisance du passif

Participation différée

Lorsque des actifs de participations différées sont reconnus, le Groupe utilise les analyses de liquidité réalisées par les entités pour apprécier la capacité à détenir les éventuels actifs en situation de moins-value latente à l'origine de ces actifs. Le Groupe effectue également des projections pour comparer la valeur des actifs venant en représentation des contrats d'assurance aux versements qu'il s'attend à devoir effectuer aux assurés.

Test de suffisance du passif

En outre, à chaque clôture, des tests de suffisance du passif sont réalisés au niveau de chaque entité consolidée pour s'assurer du niveau suffisant des passifs d'assurance, nets de frais d'acquisition reportés, de la valeur de portefeuilles et de la participation différée active ou passive des assurés. Pour la réalisation de ces tests, les sociétés regroupent les contrats sur la base de critères communs en tenant compte de la manière dont ils ont été acquis, et dont ils sont gérés et dont leur rentabilité est mesurée. Les entités se fondent sur la meilleure estimation des flux de trésorerie futurs, des coûts de gestion des sinistres et des frais d'administration et tiennent compte des options et garanties incorporées aux contrats, ainsi que des taux de rendement des actifs adossés à ces passifs.

- Les tests sont basés sur l'intention et la capacité des entités à détenir les actifs financiers, en fonction de scénarios variés excluant la valeur des affaires nouvelles ;
- ils incluent des projections sur les cessions futures d'actifs selon des configurations de rachats estimés,
- et apprécient dans quelle mesure les gains et pertes en résultant peuvent être alloués/imputés aux assurés (partage des bénéfices entre les assurés et les actionnaires).

Ces tests analysent donc la capacité d'imputer aux assurés la charge estimée des pertes futures sur la base de l'appréciation de l'horizon de détention et la réalisation potentielle de pertes par rapport aux pertes latentes existant à la clôture.

Les risques propres aux contrats (risque d'assurance, risque de marché, risque d'inflation, persistance, antisélection...), susceptibles d'indiquer que l'évaluation des passifs est insuffisante, sont également considérés.

En fonction du type de portefeuille, les flux de trésorerie futurs liés aux investissements et l'actualisation peuvent avoir pour base la meilleure estimation au taux sans risque, en tenant compte de la participation correspondante, ou des scénarios stochastiques dans le cas de garanties plancher, le test est réalisé soit par comparaison de la provision nette enregistrée (cumul de la provision technique, la provision pour chargements non acquis, la participation différée passive, diminué des coûts d'acquisition reportés, de la valeur de portefeuilles) avec une provision calculée directement en actualisant les flux de trésorerie, soit en s'assurant que le profit net actualisé résultant de la reprise de la provision technique est supérieur au cumul des coûts d'acquisition reportés, de la valeur de portefeuilles, de la participation différée active, diminué de la provision pour chargements non acquis et de la participation différée.

Toute insuffisance de provision est constatée en résultat, dans un premier temps, par annulation des frais d'acquisition reportés, de la participation différée active et de la valeur de portefeuilles acquis dans la limite de leurs montants, puis dans un second temps, par constitution d'une provision pour pertes liées à l'insuffisance de passif pour tout montant excédant les frais d'acquisition et les valeurs de portefeuilles acquis. Dans le cas spécifique des contrats d'assurance non vie, une provision pour risques en cours est constituée pour les contrats dont les primes sont estimées insuffisantes pour couvrir les sinistres et frais de gestion futurs.

Les dérivés incorporés dans les contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire

Les dérivés incorporés répondant à la définition de contrats d'assurance ou correspondant à des options de rachat pour un montant défini (par exemple, une valeur de rachat basée sur un montant fixe et un taux d'intérêt) ne sont pas évalués séparément du contrat hôte. Tous les autres dérivés matériels sont évalués séparément à la juste valeur, avec la variation de la juste valeur comptabilisée en résultat, s'ils ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes et/ou s'ils ne répondent pas à la définition d'un contrat d'assurance.

1.13.3. Contrats d'investissement sans participation discrétionnaire

Conformément à IAS 39, ces contrats sont comptabilisés comme des dépôts, avec pour conséquence la non-reconnaissance en compte de résultat des flux de trésorerie correspondant aux primes reçues et aux prestations et sinistres réglés (voir ci-après « Comptabilisation des revenus »). Ces flux de trésorerie doivent plutôt être traités comme des dépôts ou des retraits.

Cette catégorie inclut principalement des contrats en unités de compte qui ne répondent pas à la définition de contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire. Les engagements afférents aux contrats en unités de compte sont évalués, selon les principes comptables existants, en se référant à la valeur de marché des actifs mis en représentation de ces contrats à la date d'arrêt des comptes (cf. 1.6.4).

Provision pour prélèvements non acquis

Les prélèvements perçus à l'émission des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire pour couvrir des prestations de services futures sont reconnus au passif et enregistrés en résultat sur la base des mêmes critères d'amortissement que ceux utilisés pour les frais exposés à l'origine sur ces mêmes contrats (cf. 1.6.4).

1.14. Réassurance : Cessions en réassurance

Les éléments de l'état de la situation financière et de compte de résultat, relatifs aux opérations de cession (et récession) qui remplissent les critères de contrats d'assurance sont comptabilisés de façon similaire aux affaires directes (et aux acceptations) et conformément aux dispositions contractuelles.

1.15. Dettes de financement

Les dettes de financement destinées à financer la marge de solvabilité d'une entité opérationnelle ou à acquérir un portefeuille de contrats sont présentées dans l'état de la situation financière de manière distincte des autres dettes.

1.16. Autres passifs

1.16.1. Impôt sur les sociétés

La charge semestrielle d'impôt sur les résultats est calculée sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel

attendu sur l'ensemble de l'exercice (dans le cas d'une progressivité du taux d'impôt par tranche de résultat) pour chacune des entités du Groupe et pour chaque catégorie d'impôt.

Les impôts différés actifs et passifs sont générés par des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs et le cas échéant, par des reports en avant de pertes fiscales non utilisées. Les impôts différés actifs sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un passif d'impôt différé est notamment comptabilisé pour toute différence temporaire imposable liée à une participation dans une société incluse dans le périmètre de consolidation, à moins que le Groupe ne contrôle la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible. En particulier, dès lors que des cessions de titres de sociétés consolidées sont prévues, l'écart entre la valeur comptable des titres de participation dans les comptes consolidés et la valeur fiscale de ces titres chez l'entreprise détentrice donne lieu à la comptabilisation d'un impôt différé (y compris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises lorsque le Groupe, en tant qu'acquéreur, a l'intention d'effectuer des cessions externes ou restructurations internes de titres ultérieurement à l'opération d'acquisition). Il en est de même pour les distributions de dividendes décidées ou probables dans la mesure où un impôt de distribution sera dû.

Un passif d'impôt différé lié à la différence temporaire entre la valeur fiscale et la valeur comptable d'un écart d'acquisition déductible fiscalement est constaté dans la mesure où il ne résulte pas de la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition. Cet impôt différé n'est repris qu'en cas de dépréciation de l'écart d'acquisition ou cession des titres consolidés correspondants.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont le Groupe s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. Lorsque l'impôt sur les sociétés est calculé à un taux différent si des dividendes sont versés, l'évaluation des impôts différés retient le taux d'imposition applicable aux bénéfices non distribués. Les effets des dividendes sur l'impôt sur les sociétés ne sont comptabilisés que lorsqu'un passif est enregistré au titre du paiement du dividende.

1.16.2. Engagements sociaux

Les engagements sociaux comprennent les sommes qui seront versées aux employés du Groupe AXA à compter de leur départ à la retraite (indemnité de départ, retraite complémentaire, aide médicale). Pour couvrir les engagements de retraite, certaines législations ont autorisé ou imposé la mise en place de fonds dédiés (*plan assets*).

Régimes à cotisations définies : des paiements sont effectués par l'employeur auprès d'un tiers (par exemple, un fonds de pension) qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser au salarié les montants de prestations qui lui sont dus. De ce fait, une fois les cotisations payées, aucun passif ne figure dans les comptes du Groupe à l'exception de la charge des cotisations payées aux organismes.

Régimes à prestations définies : les régimes à prestations définies se caractérisent par l'évaluation actuarielle des engagements sur la base des règlements internes de chaque régime. La valeur actualisée des prestations futures de l'employeur, DBO (Defined Benefit Obligation), est calculée chaque année sur la base de projections à long terme de taux de croissance des salaires, de taux d'inflation, de table de mortalité, du taux de rotation des effectifs, de la durée résiduelle d'activité et de la revalorisation des rentes. La valeur inscrite au bilan au titre des engagements de retraite correspond à la différence entre la Defined Benefit Obligation et les actifs investis en valeur de marché destinés à les couvrir plan par plan. Lorsque le résultat de ce calcul est négatif, une provision pour risques et charges est dotée au passif du bilan. Dans le cas inverse, un actif est comptabilisé au bilan. Les gains et pertes actuariels dus aux écarts constatés par rapport aux estimations et aux changements d'hypothèses actuarielles sont enregistrés en capitaux propres (dans l'état des produits et charges reconnus sur la période) en totalité sur la période durant laquelle ils ont été constatés. De manière symétrique, tout ajustement dû au plafonnement des actifs est enregistré en capitaux propres. Les coûts des services antérieurs non comptabilisés correspondent à la valeur des droits non encore acquis par les employés à la date d'un changement du montant des prestations suite à une modification d'un régime. Ce coût fait l'objet d'un amortissement linéaire sur la période moyenne d'acquisition des droits. L'incidence en résultat se rapporte essentiellement au coût des services rendus pendant la période (représentant l'augmentation de la dette actuarielle pour une année d'ancienneté supplémentaire) et à l'intérêt sur la dette actuarielle (représentant le coût d'actualisation sur un an), réduit par le rendement attendu des actifs dédiés aux régimes. Le coût des services antérieurs, les liquidations et les réductions de droits ont aussi un effet en résultat.

1.16.3. Rémunérations en actions

Les plans de rémunérations dont le paiement est fondé sur des actions du Groupe sont principalement réglés sous forme d'actions.

Tous les plans de rémunération dont le paiement est fondé en actions accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas encore intégralement acquis au 1^{er} janvier 2004 sont évalués à la juste valeur à la date d'octroi, la charge correspondante étant constatée au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les plans dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglés en numéraire sont comptabilisés à leur juste valeur et réévalués à chaque clôture, toute variation de juste valeur étant constatée en résultat.

Le plan d'épargne en actions des salariés, **AXA Shareplan**, établi selon des règles françaises, comprend deux options : une option classique et une option à effet de levier.

Le coût de l'option classique est valorisé conformément aux conclusions de l'ANC en France (« Autorité des Normes Comptables »). Le coût de l'option à effet de levier est établi en tenant compte de la contrainte pour les salariés d'incessibilité des titres pendant cinq ans comme dans l'option classique, mais en incluant en complément la valeur des avantages implicitement supportée par AXA en permettant à ses employés de bénéficier de conditions de tarification plus favorables que celles qu'ils pourraient obtenir en tant que particuliers.

1.17. Provisions pour risques et charges et passifs éventuels

1.17.1. Provisions pour restructuration

Les coûts de restructuration autres que ceux qui pourraient être enregistrés à la date d'acquisition dans l'état de la situation financière d'une société acquise font l'objet d'une provision lorsque le Groupe a une obligation présente qui découle d'un contrat, ou un plan de restructuration détaillé et formalisé dont les principales caractéristiques ont été communiquées aux personnes concernées ou à leurs représentants.

1.17.2. Autres provisions et passifs éventuels

Une provision doit être comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation présente (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées. Il en est de même pour les passifs éventuels, à l'exception de ceux identifiés lors d'un regroupement d'entreprises (cf. section 1.3.2).

Les provisions sont déterminées sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, actualisée au taux sans risque pour les provisions à long terme.

1.18. Comptabilisation des revenus

1.18.1. Primes émises brutes

Les primes émises brutes correspondent au montant des primes de l'exercice émises et à émettre tant au titre des contrats d'assurance que d'investissement avec participation discrétionnaire par les sociétés d'assurance et de réassurance, ces primes s'entendant nettes d'annulations et brutes de cessions aux réassureurs. En réassurance, les primes sont enregistrées sur la base des primes déclarées par les sociétés cédantes, et sur la base d'estimations pour primes émises brutes.

1.18.2. Prélèvements issus des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire

Les primes collectées au titre des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire aux bénéficiaires sont enregistrées comme des dépôts après déduction des prélèvements. Les revenus de ces contrats sont constitués des prélèvements liés à l'émission, la gestion d'actifs, l'administration et le rachat de ces contrats. Les prélèvements collectés à l'origine destinés à couvrir les services futurs, sont reconnus en résultat sur la durée de vie estimée du contrat (voir « Provisions pour prélèvements non acquis » au paragraphe 1.13.3).

1.18.3. Comptabilité de dépôt (deposit accounting)

Les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire aux bénéficiaires entrent dans le périmètre de la norme IAS 39. La

comptabilité de dépôt s'applique à ces contrats, ce qui implique :

- la reconnaissance des montants collectés directement en dépôts au passif, et non en « Revenus » au compte de résultat,
- l'enregistrement des sinistres en retraits, sans transiter par le compte de résultat (en dehors d'éventuels prélèvements).

1.18.4. Décomposition des composantes « dépôt »

Le Groupe identifie séparément la composante dépôt d'un contrat d'assurance lorsque cela est requis par IFRS 4, à savoir lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le Groupe peut mesurer séparément la composante « dépôt » (y compris toute option de rachat incorporée, c'est-à-dire sans prendre en compte la composante « assurance »),
- les méthodes comptables du Groupe ne lui imposent pas autrement de comptabiliser l'ensemble des obligations et des droits générés par la composante « dépôt ».

À ce jour, il n'y a pas de situations, au sein du Groupe, dans lesquelles ces deux conditions sont remplies. Conformément aux principes d'IFRS 4, le Groupe continue à suivre les principes comptables appliqués précédemment par AXA aux contrats d'assurance et contrats d'investissement avec participation au bénéfice discrétionnaire. Selon ces principes, il n'y a pas de situations dans lesquelles tous les droits et obligations liés aux contrats ne seraient pas comptabilisés.

1.18.5. Variation de primes non acquises, nettes de chargements et prélèvements non acquis

Les variations de primes non acquises nettes de chargements et prélèvements non acquis comprennent les variations de provisions pour primes non acquises inscrites au passif (voir « Provisions pour primes non acquises » au paragraphe 1.13.2) ainsi qu'avec les variations de chargements et prélèvements non acquis. Les chargements et prélèvements non acquis sont destinés à couvrir les prestations de services futurs et sont reconnus en résultat sur la durée de vie estimée des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire (voir « Provisions pour chargements non acquis » au paragraphe 1.13.2) et des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire (voir « Provisions pour prélèvements non acquis » au paragraphe 1.13.3).

1.18.6. Produit Net Bancaire

Le Produit Net Bancaire comprend tous les revenus et dépenses provenant des activités bancaires, y compris les charges d'intérêts et les commissions bancaires.

Il exclut les charges d'exploitation bancaire et les provisions pour dépréciation sur créances et prêts douteux, qui sont enregistrées dans la rubrique « Charges d'exploitation bancaire ».

1.18.7. Revenus des autres activités

Les revenus des autres activités incluent principalement :

- les revenus perçus par les sociétés d'assurance sur des activités annexes, notamment les commissions reçues sur la vente ou la distribution de produits financiers,
- les commissions reçues au titre des activités de gestion d'actifs,
- les loyers perçus par les sociétés foncières.

1.18.8. Participation aux bénéfices

La charge semestrielle de participation aux bénéfices est calculée sur la base de la meilleure estimation du taux de distribution annuel envisagé sur l'ensemble de l'exercice pour chacun des portefeuilles de contrats au niveau de chaque entité du Groupe.

1.18.9. Résultat financier hors coût de l'endettement net

Le résultat financier hors coût de l'endettement net inclut :

- les revenus financiers sur placements des activités non bancaires, présentés nets de dotations aux amortissements sur immeubles de placement (pour les immeubles d'exploitation, les charges d'amortissement sont comprises dans le poste « Frais d'administration »). Cette ligne inclut les intérêts calculés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif pour les obligations et les dividendes reçus des actions,
- les frais de gestion des placements hors coût de l'endettement,

- les plus ou moins-values réalisées nettes de reprises de provisions pour dépréciation suite à cession,
- la variation des plus et moins-values latentes des actifs évalués en juste valeur dont les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat,
- la variation des provisions pour dépréciation sur placements (hors reprises suite à cession).

Pour les activités bancaires, les produits et charges d'intérêts liés à l'activité bancaire figurent dans le poste « Produit net bancaire » (cf. section 1.18.6).

Lorsqu'une opération en capital (autre qu'interne au Groupe) se traduit par la réduction de la participation du Groupe au capital d'une entité consolidée, un profit (ou perte) de dilution est enregistré en résultat de la gestion financière. Ce profit (ou perte) correspond à la variation de quote-part de fonds propres de la filiale détenue par AXA avant et après l'opération.

1.19. Evénements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs à la clôture concernent les événements qui se produisent entre la date de clôture et la date d'autorisation de publication des états financiers :

- ces événements conduisent à un ajustement des états financiers consolidés s'ils contribuent à confirmer des situations qui existaient à la date de clôture,
- si tel n'est pas le cas, ces événements se traduisent par la publication d'informations supplémentaires en annexes dans la mesure où celles-ci sont jugées pertinentes et significatives.

Note 2 : Périmètre de consolidation

2.1. Sociétés consolidées

2.1.1. Liste des principales sociétés consolidées par intégration globale

Société mère et holdings intermédiaires	Variation de périmètre	30 juin 2010		31 décembre 2009	
		Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
AXA		Mère		Mère	
AXA China		100,00	77,48	100,00	77,50
AXA France Assurance		100,00	100,00	100,00	100,00
Colisée Excellence		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Participations II		100,00	100,00	100,00	100,00
Oudinot Participation		100,00	100,00	100,00	100,00
Société Beaujon		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Technology Services		100,00	99,99	100,00	99,99
Etats-Unis					
AXA Financial, Inc.		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA America Holding Inc.		100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni					
Guardian Royal Exchange Plc		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA UK Plc		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA Equity & Law Plc		99,96	99,96	99,96	99,96
Asie Pacifique (hors Japon)					
National Mutual International Pty Ltd (a)		100,00	54,04	100,00	54,07
AXA Financial Services (Singapour) (a)		100,00	54,04	100,00	54,07
AXA Asia Pacific Holdings Ltd (b)		54,08	54,04	54,08	54,07
AXA India Holding		100,00	77,02	100,00	77,04
Japon					
AXA Japan Holding		98,40	98,40	98,40	98,40
Allemagne					
Kölnische Verwaltungs AG für Versicherungswerte		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Konzern AG		100,00	100,00	100,00	100,00
DBV-Winterthur Holding AG		100,00	100,00	100,00	100,00
WinCom Versicherungs-Holding AG		100,00	100,00	100,00	100,00
Winterthur Beteiligungs-Gesellschaft mbH		100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique					
AXA Holdings Belgium		100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg					
AXA Luxembourg SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Finance Solutions SARL		100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas					
Vinci BV		100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne (MedLA) (c)					
AXA Mediterranean Holding SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Italie (MedLA) (c)					
AXA Italia SpA		100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc (MedLA) (c)					
AXA Holding Maroc S.A.		100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie (MedLA) (c)					
AXA Turkey Holding A.S.		100,00	100,00	100,00	100,00

(a) Entièrement détenue par AXA Asia Pacific Holdings Limited.

(b) Le pourcentage d'intérêt du Groupe dans AXA Asia Pacific Holdings Ltd est de 54,04%. Il est composé de 53,92% de détention directe et de 0,12% de détention indirecte (« AAPH executive plan trust »).

(c) « MedLA » : le pays concerné appartient à la Région Méditerranéenne et Amérique Latine.

Vie, Epargne, Retraite et Dommages	Variation de périmètre	30 juin 2010		31 décembre 2009	
		Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
AXA France Iard		99,92	99,92	99,92	99,92
Avansur (anciennement Direct Assurances Iard)		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA France Vie		99,77	99,77	99,77	99,77
AXA Protection Juridique		98,51	98,51	98,51	98,51
Etats-Unis					
AXA Equitable Life Insurance Company		100,00	100,00	100,00	100,00
Mony Life Insurance Company		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Financial (Bermuda) Ltd		100,00	100,00	100,00	100,00
Canada					
AXA Canada Inc. (sous-groupe y compris Citadelle)		100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni					
AXA Insurance Plc		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA Sun Life Plc		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA PPP Healthcare Limited		100,00	99,99	100,00	99,99
Bluefin Advisory Services Limited		100,00	99,99	100,00	99,99
Winterthur Life UK Limited		100,00	99,99	100,00	99,99
Irlande					
AXA Insurance Limited		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA Life Europe		100,00	100,00	100,00	100,00
Asie Pacifique (hors Japon)					
AXA Life Insurance Singapore (a)		100,00	54,04	100,00	54,07
AXA Australia New Zealand		100,00	54,04	100,00	54,07
AXA China Region Limited (y compris MLC Hong-Kong) (a)		100,00	54,04	100,00	54,07
AXA General Insurance Hong Kong Ltd.		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Insurance Singapore		100,00	100,00	100,00	100,00
PT AXA Life Indonesia		100,00	54,04	100,00	54,08
MLC Indonesia		100,00	54,04	100,00	54,07
Kyobo AXA General Insurance Co. Ltd.		92,82	92,82	92,73	92,73
PT AXA Service Indonesia		100,00	54,04	100,00	54,07
AXA Affin General Insurance Berhad	Dilution suite à augmentation de capital	42,41	42,41	50,48	50,48
IPAC Portfolio Management (Dublin) Limited		100,00	54,04	100,00	54,07
SINOPRO Securities Investment Consulting Enterprise		100,00	54,04	100,00	54,07
Japon					
AXA Life Insurance		100,00	98,40	100,00	98,40
AXA Non Life Insurance Co. Ltd.		100,00	98,40	100,00	98,40
AXA Financial Life Insurance Co. Ltd.	Fusion avec AXA Life Japan	-	-	100,00	98,40
Allemagne					
AXA Versicherung AG		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Art		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Leben Versicherung AG		100,00	100,00	100,00	100,00
Pro Bav Pensionskasse		100,00	100,00	100,00	100,00
Deutsche Aertzerversicherung		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Kranken Versicherung AG		100,00	100,00	100,00	100,00
DBV-Winterthur Lebensversicherung AG		100,00	99,74	100,00	99,74
Winsecura Pensionskasse AG		100,00	99,74	100,00	99,74
Rheinisch-Westfälische Sterbekasse Lebensversicherung AG		100,00	100,00	100,00	100,00
DBV Deutsche Beamten-Versicherung AG		100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique					
Ardenne Prévoyante		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Belgium SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Servis (anciennement Assurance de la Poste)		100,00	100,00	100,00	100,00
Assurances de la Poste Vie		100,00	100,00	100,00	100,00
Les Assurés Réunis		99,93	99,93	99,93	99,93
Touring Assurances SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg					
AXA Assurances Luxembourg		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Assurances Vie Luxembourg		100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne (MedLA) (b)					
Hilo Direct SA de Seguros y Reaseguros		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Vida, S. A. de seguros		99,81	99,81	99,81	99,81
AXA Seguros Generales, S. A.		99,89	99,89	99,89	99,89
AXA Salud, S. A.		100,00	100,00	100,00	100,00
Italie (MedLA) (b)					
AXA Interlife		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA Assicurazioni e Investimenti		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA-MPS Vita		50,00 + 1 droit de vote	50,00	50,00 + 1 droit de vote	50,00
AXA-MPS Danni		50,00 + 1 droit de vote	50,00	50,00 + 1 droit de vote	50,00
Quadrifoglio		50,00 + 1 droit de vote	50,00	50,00 + 1 droit de vote	50,00
Portugal (MedLA) (b)					
AXA Portugal Companhia de Seguros SA		99,73	99,49	99,73	99,49
AXA Portugal Companhia de Seguros de Vida SA		95,09	94,89	95,09	94,89
Seguro Directo		100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc (MedLA) (b)					
AXA Assurance Maroc		100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie (MedLA) (b)					

AXA Hayat VE Emeklilik A.S. (Vie)		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Sigorta AS (Non vie)		72,55	72,55	72,55	72,55
Région du Golf (MedLA) (b)					
AXA Cooperative Insurance Company (Saudi Arabia)		50,00	34,00	50,00	34,00
AXA Insurance (Gulf) B.S.C.c.		50,00	50,00	50,00	50,00
Grèce (MedLA) (b)					
AXA Insurance A.E. Life		99,89	99,89	99,89	99,89
AXA Insurance A.E. P&C		99,89	99,89	99,89	99,89
Mexique (MedLA) (b)					
AXA Seguros S.A.C.V.		99,94	99,94	99,94	99,94
Suisse					
AXA Life (anciennement Winterthur Life)		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA-ARAG Legal Assistance		66,67	66,67	66,67	66,67
AXA Insurance (anciennement Winterthur Swiss Insurance P&C)		100,00	100,00	100,00	100,00
Europe Centrale et de l'Est					
AXA Czech Republic Pension Funds	Rachat des intérêts minoritaires	99,99	99,99	92,85	92,85
AXA Czech Republic Insurance	Rachat des intérêts minoritaires	100,00	100,00	79,49	79,49
AXA Hongrie	Rachat des intérêts minoritaires	100,00	100,00	67,40	67,40
AXA Pologne		79,43	79,43	79,43	79,43
AXA Pologne Pension Funds		70,00	70,00	70,00	70,00
AXA Slovaquie		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Ukraine	Nouvellement consolidé	50,00	50,00	-	-

(a) Détenu à 100% par AXA Asia Pacific Holdings Limited.

(b) « MedLA » : le pays concerné appartient à la Région Méditerranéenne et Amérique Latine.

Les sociétés AXA Asia Pacific Holding, AXA Australia New Zealand et une partie des sociétés Vie du Royaume-Uni AXA Sun Life Plc et Winterthur Life UK sont comptabilisées sous le régime des activités disponibles à la vente.

Assurance internationale (Entités dont l'activité est diversifiée géographiquement)	Variation de périmètre	30 juin 2010		31 décembre 2009	
		Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
AXA Corporate Solutions Assurance		98,75	98,75	98,75	98,75
AXA Global P&C (anciennement AXA Cessions)		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Global Life (anciennement Saint-George Ré)		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Assistance SA (sous-groupe)		100,00	100,00	100,00	100,00
Portman Insurance Ltd. (anciennement AXA Global Risks UK)		100,00	100,00	100,00	100,00
Colisée Ré (anciennement AXA Ré Paris)		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Corporate Solution Reinsurance Life company		100,00	100,00	100,00	100,00

Gestion d'actifs (Entités dont l'activité est diversifiée géographiquement)	Variation de périmètre	30 juin 2010		31 décembre 2009	
		Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
AXA Investment Managers (sous-groupe)		95,29	95,27	95,29	95,27
AllianceBernstein (sous-groupe)		62,52	62,52	62,15	62,15

Banques	Variation de périmètre	30 juin 2010		31 décembre 2009	
		Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
AXA Banque		100,00	99,89	100,00	99,89
AXA Banque Financement		65,00	64,93	65,00	64,93
Allemagne					
AXA Bank AG		100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique					
AXA Bank Europe (sous-groupe)		100,00	100,00	100,00	100,00

Autres	Variation de périmètre	30 juin 2010		31 décembre 2009	
		Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
Compagnie Financière de Paris		100,00	100,00	100,00	100,00

Fonds et autres investissements consolidés :

Au 30 juin 2010, les fonds d'investissement consolidés représentent 94 milliards d'euros dans les placements du Groupe (104

milliards d'euros au 31 décembre 2009). Cette valeur est détenue par 274 fonds principalement en France, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Japon et dans la Région Méditerranéenne et Amérique Latine. Ces fonds se trouvent majoritairement dans le segment Vie, Epargne et Retraite.

Au 30 juin 2010, les 24 sociétés immobilières consolidées représentent 7 milliards d'euros dans les placements du Groupe (7 milliards d'euros au 31 décembre 2009), principalement en Allemagne et en France.

Au 30 juin 2010, les 5 CDOs consolidés représentent 0,3 milliard d'euros du montant total des placements du Groupe (0,4 milliard d'euros 31 décembre 2009). La diminution provient de l'échéance d'un de ces supports. Ces CDOs sont consolidés dans l'état de la situation financière d'AXA conformément aux normes IFRS, même si les placements d'AXA dans ces CDOs ne représentent qu'environ 39 millions d'euros sur un total de 0,3 milliard d'euros comptabilisé.

Dans la plupart des fonds d'investissement (notamment les fonds d'investissement à capital variable), les intérêts minoritaires ne répondent pas à la définition des capitaux propres. Ils sont donc présentés en dettes dans l'état de la situation financière dans l'agrégat *Intérêts minoritaires des fonds contrôlés et autres engagements de rachat des intérêts minoritaires*. Au 30 juin 2010, les intérêts minoritaires des fonds contrôlés représentent 5 milliards d'euros (6 milliards d'euros au 31 décembre 2009).

2.1.2. Co-entreprises consolidées par intégration proportionnelle

Vie, épargne, retraite et Dommages	Variation de périmètre	30 juin 2010		31 décembre 2009	
		Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
Natio Assurances		50,00	49,96	50,00	49,96
Fonds Immobiliers Paris Office Funds	Déconsolidé	-	-	50,00	49,91

2.1.3. Sociétés mises en équivalence

La liste des sociétés mises en équivalence ci-dessous ne comprend pas les fonds d'investissement et les sociétés immobilières :

Variation de périmètre	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France				
Argovie	100,00	99,77	100,00	99,77
Neuflyze Vie (anciennement NSM Vie)	40,00	39,98	40,00	39,98
Asie Pacifique				
Philippines AXA Life Insurance Corporation	45,00	24,32	45,00	24,34
Krungthai AXA Life Insurance Company Ltd	50,00	27,02	50,00	27,04
AXA Minmetals Assurance Co Ltd (a)	51,00	39,52	51,00	39,52
PT AXA Mandiri Financial Services (a)	51,00	27,56	51,00	27,58
Bharti AXA Life	22,22	17,12	22,22	17,12
Russie				
Reso Garantia (RGI Holdings B.V.)	39,34	39,34	39,34	39,34
Gestion d'actifs				
AXA IM Asia Holding Private Ltd	50,00	47,64	50,00	47,63
Kyobo AXA Investment Managers Company Limited	50,00	47,64	50,00	47,63

(a) "AXA Minmetals Assurance Co Ltd" et "PT AXA Mandiri Financial Services" sont consolidées par mise en équivalence dans la mesure où les accords entre actionnaires ne procurent pas au Groupe un pouvoir de contrôle suffisant.

Fonds d'investissement et sociétés immobilières consolidés par mise en équivalence

Au 30 juin 2010, les sociétés immobilières consolidées par mise en équivalence représentent un actif total de 362 millions d'euros (371 millions d'euros au 31 décembre 2009) et les fonds d'investissement consolidés par mise en équivalence représentent un actif total de 3.068 millions d'euros, principalement en France, en Allemagne et aux États-Unis (3.824 millions d'euros au 31 décembre 2009).

2.2. Entités consolidées liées à des opérations spécifiques

Acacia

Le Fonds Commun de Créances Acacia est consolidé au sein des opérations d'AXA France Vie. Cette structure a été créée dans le but d'améliorer le ratio de couverture Actif/Passif en cédant des créances nées d'opérations d'assurance contre de la trésorerie. Le principal impact est une hausse de 191 millions d'euros des autres dettes du Groupe AXA en contrepartie d'une hausse des créances nées des opérations d'assurance.

Titrisation de portefeuilles Automobile

Le 6 juillet 2007, AXA a annoncé la finalisation du programme de titrisation de son portefeuille européen d'assurance automobile pour un montant de 450 millions d'euros (portefeuille diversifié couvrant quatre pays : Belgique, Allemagne, Italie et Espagne). AXA a consolidé sa part de 192 millions d'euros dans le véhicule détenant les tranches juniors.

AXA transfère ainsi aux marchés financiers la dérive potentielle, au-delà d'un certain seuil, de la sinistralité du portefeuille d'assurance titrisé.

Arche Finance

AXA France a investi dans Arche Finance en 2008, une structure dédiée aux investissements crédit. Cette société est entrée dans le périmètre de consolidation en juin 2008 avec une dette de 200 millions d'euros. La juste valeur de cette société s'élève à 974 millions d'euros au 30 juin 2010.

Hordle

AXA a créé une nouvelle société de financement et de gestion de trésorerie intra groupe avec une dette de 673 millions de livres sterling.

Note 3 : Compte de résultat sectoriel

Compte tenu des activités d'AXA, les résultats opérationnels sont présentés sur la base de cinq segments opérationnels d'activités : Vie, Epargne, Retraite, Dommages, Assurance Internationale, Gestion d'actifs et Banques. Un segment Holdings regroupe en outre les sociétés non opérationnelles du Groupe. La gouvernance du groupe, y compris le processus de revue des informations financières consolidées, a été modifiée. Le 29 avril 2010, les actionnaires d'AXA ont approuvé la modification de la structure à Conseil de Surveillance et Directoire en une structure unitaire à Conseil d'Administration. Le Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'AXA ainsi que le Directeur Général Délégué sont assistés par le Comité de Direction dans la gestion quotidienne du Groupe et par un Comité Exécutif qui constitue l'instance d'analyse de la stratégie. L'information financière par segment est présentée deux fois par an de manière homogène avec les états financiers du Groupe au Conseil d'Administration.

Vie, Epargne, Retraite : AXA propose une large gamme de produits d'assurance vie comprenant des produits d'Epargne Retraite, de Prévoyance et de santé à une clientèle individuelle (particuliers) et à une clientèle collective (entreprises). Les produits de ce segment incluent des produits de rente immédiate et différée, temporaires décès, vie entière, vie universelle, contrats mixtes adossés à des prêts immobiliers, contrats d'assurance vie à capital variable et autres produits de placement. Le segment Assurance Vie, Epargne, Retraite regroupe neuf unités opérationnelles géographiques : la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, la Région Méditerranéenne et Amérique Latine, et les autres pays.

Dommages : ce segment présente une large gamme de produits d'assurance automobile, habitation, dommages aux biens et responsabilité civile destinés aux particuliers et entreprises (principalement aux PME). Dans certains pays, ce segment propose également des produits d'assurance santé. Le segment Dommages est la combinaison de sept unités opérationnelles géographiques : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Irlande, la Suisse, la Belgique, la Région Méditerranéenne et Amérique Latine, et les autres pays.

Assurance Internationale : les opérations de ce segment comprennent les produits d'assurance spécifiquement rattachés à AXA Corporate Solutions Assurance. Ces produits proposent des couvertures aux grandes entreprises nationales et internationales. Ce segment inclut également l'assistance, les activités de réassurance sur le portefeuille vie en run-off principalement AXA Corporate Solution Life Reinsurance, et les activités de gestion de run-off du Groupe, gérées par la société AXA Liabilities Managers, dont les risques souscrits par AXA RE liés aux exercices de souscription 2005 et antérieurs. Les exercices postérieurs à 2005 font l'objet d'un traité de cession de réassurance à 100 % à la société Paris Ré. Ce segment comprend également AXA Global Life et AXA Global P&C (ex AXA Cessions) qui sont en charge de la rédaction des traités de réassurance des entités d'AXA auprès de réassureurs sélectionnés. L'activité d'AXA Global P&C est principalement orientée autour des pools de réassurances qui protègent les entités AXA contre les risques naturels. L'activité des équipes centrales des lignes de métier globales est présentée dans le segment Assurance Internationale.

La **gestion d'actifs** couvre diverses activités de gestion d'actifs (dont la gestion de fonds d'investissement) et services liés offerts par les entités d'AXA Investment Managers et AllianceBernstein, destinés à des clients institutionnels et individuels, y compris les sociétés du Groupe AXA.

Le segment **Banques** inclut principalement les activités bancaires (détail, prêts, épargne) localisées en France, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, et en Europe Centrale et de l'Est (Hongrie, Slovaquie, République Tchèque).

Le segment **Holdings** (qui regroupe toutes les activités non opérationnelles), comprend également des véhicules d'investissement dont certaines structures financières *ad hoc* (notamment des CDO consolidés).

Les éliminations inter-segment comprennent uniquement les opérations entre des entités de différents segments. Elles concernent principalement des traités de réassurance, rechargements liés aux garanties d'assistance, des frais de gestion d'actifs, et des intérêts de prêts internes.

La dénomination « Assurance » dans le présent document regroupe les trois segments d'assurance : Vie, Epargne, Retraite, Dommages, et Assurance Internationale. La dénomination « Services Financiers » regroupe la gestion d'actifs et les banques.

3.1. Compte de résultat sectoriel consolidé

(En millions d'euros)

	30 juin 2010							TOTAL
	Vie, Epargne, Retraite	Dommages	Assurance internationale	Gestion d'actifs	Banques	Holdings (a)	Eliminations inter- segments	
Primes émises	29.914	15.570	1.710	-	-	-	(309)	46.885
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	292	-	-	-	-	-	-	292
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	30.206	15.570	1.710	-	-	-	(309)	47.177
Produit net bancaire	-	-	-	-	237	0	(23)	214
Produits des autres activités	714	39	140	1.854	3	-	(217)	2.533
Chiffre d'affaires	30.920	15.609	1.850	1.854	241	0	(549)	49.925
Variation des primes non acquises, chargements et prélèvements non acquis	(1.183)	(2.199)	(245)	-	-	-	108	(3.520)
Produits nets des placements	9.090	1.061	270	21	(1)	352	(287)	10.507
Plus et moins-values nettes réalisées sur placements	792	351	12	5	-	0	-	1.159
Variation de la juste valeur des autres placements comptabilisée par résultat	(1.703)	(33)	15	(84)	-	(111)	(64)	(1.981)
<i>dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré</i>	<i>(2.301)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(5)</i>	<i>(2.306)</i>
Variation des provisions sur placements	(419)	(76)	(9)	(0)	-	(37)	-	(541)
Résultat financier hors coût de l'endettement net	7.760	1.302	288	(58)	(1)	204	(351)	9.145
Charges techniques des activités d'assurance	(31.506)	(9.016)	(1.328)	-	-	-	164	(41.686)
Résultat net des cessions en réassurance	225	(424)	(47)	-	-	-	68	(179)
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	(50)	0	-	(50)
Frais d'acquisition des contrats	(1.770)	(2.366)	(182)	-	-	-	7	(4.312)
Amortissement de la valeur des portefeuilles acquis	(158)	-	-	-	-	-	-	(158)
Frais d'administration	(1.972)	(1.361)	(119)	(1.383)	(205)	(353)	141	(5.253)
Variation des provisions sur immobilisations corporelles	(1)	0	(0)	(0)	-	-	-	(1)
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(15)	(42)	-	-	(1)	-	-	(58)
Autres produits et charges	(58)	7	23	(111)	10	53	(25)	(101)
Charges liées à la cession de certaines opérations vie au Royaume-Uni (b)	(1.478)	-	-	-	-	-	-	(1.478)
Autres produits et charges courants	(36.734)	(13.203)	(1.654)	(1.494)	(247)	(300)	355	(53.276)
Résultat des opérations courantes avant impôt	763	1.510	239	301	(7)	(96)	(437)	2.274
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	13	11	0	(1)	-	-	-	23
Charges liées aux dettes de financement	(46)	(2)	(2)	(15)	(10)	(582)	438	(219)
Résultat net des opérations courantes avant impôt	730	1.518	237	285	(16)	(677)	1	2.078
Impôt sur le résultat	(551)	(428)	(75)	(88)	(2)	210	(1)	(936)
Résultat net des opérations courantes après impôt	178	1.090	162	197	(19)	(468)	0	1.141
Résultat sur abandon d'activités après impôt	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat consolidé	178	1.090	162	197	(19)	(468)	0	1.141
<i>Se répartissant entre :</i>								
Résultat net consolidé - Part du Groupe	66	1.072	161	122	(20)	(458)	0	944
Résultat net consolidé - Part des Intérêts minoritaires	112	18	1	75	1	(10)	-	198

(a) Y compris les entités ad-hoc et CDOs.

(b) Comme annoncé le 24 juin 2010, l'opération devrait avoir lieu au troisième trimestre 2010.

(En millions d'euros)

	30 juin 2009							TOTAL
	Vie, Epargne, Retraite	Dommmages	Assurance internationale	Gestion d'actifs	Banques	Holdings (a)	Eliminations inter- segments	
Primes émises	29.278	15.033	1.684	-	-	-	(225)	45.770
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	274	-	-	-	-	-	-	274
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	29.552	15.033	1.684	-	-	-	(225)	46.044
Produit net bancaire	-	-	-	-	227	2	(36)	192
Produits des autres activités	538	39	129	1.664	4	-	(196)	2.178
Chiffre d'affaires	30.090	15.072	1.813	1.664	230	2	(458)	48.414
Variation des primes non acquises, chargements et prélèvements non acquis	(976)	(2.130)	(243)	-	-	-	71	(3.279)
Produits nets des placements	4.681	1.108	130	26	0	361	(395)	5.911
Plus et moins-values nettes réalisées sur placements	268	101	34	9	-	5	-	417
Variation de la juste valeur des autres placements comptabilisée par résultat (b)	210	25	(23)	31	-	664	(34)	873
<i>dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré</i>	3.132	-	-	-	-	-	-	3.132
Variation des provisions sur placements	(1.042)	(363)	(15)	(0)	(0)	(43)	-	(1.464)
Résultat financier hors coût de l'endettement net	4.117	871	126	66	0	987	(430)	5.737
Charges techniques des activités d'assurance	(28.566)	(8.734)	(1.261)	-	-	-	168	(38.393)
Résultat net des cessions en réassurance	(118)	(366)	90	-	-	-	7	(387)
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	(55)	1	-	(54)
Frais d'acquisition des contrats	(1.879)	(2.334)	(149)	-	-	-	4	(4.358)
Amortissement de la valeur des portefeuilles acquis	(96)	-	-	-	-	-	-	(96)
Frais d'administration	(1.816)	(1.275)	(201)	(1.309)	(181)	(326)	117	(4.990)
Variation des provisions sur immobilisations corporelles	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	-	(0)
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(19)	(42)	-	-	(1)	-	-	(62)
Autres produits et charges	(87)	16	10	(121)	8	(74)	(5)	(254)
Autres produits et charges courants	(32.581)	(12.735)	(1.511)	(1.430)	(229)	(399)	291	(48.595)
Résultat des opérations courantes avant impôt	650	1.077	184	301	2	590	(526)	2.278
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	(28)	16	0	(1)	-	-	-	(13)
Charges liées aux dettes de financement	(56)	(3)	(3)	(17)	(11)	(680)	519	(250)
Résultat net des opérations courantes avant impôt	566	1.090	182	283	(9)	(91)	(6)	2.015
Impôt sur le résultat	(164)	(347)	(64)	(37)	6	27	6	(572)
Résultat net des opérations courantes après impôts	401	743	118	246	(3)	(63)	(0)	1.443
Résultat sur abandon d'activités après impôt	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat consolidé	401	743	118	246	(3)	(63)	(0)	1.443
<i>Se répartissant entre :</i>								
Résultat net consolidé - Part du Groupe	363	722	117	187	(3)	(63)	(0)	1.323
Résultat net consolidé - Part des intérêts minoritaires	38	21	1	59	1	0	-	121

(a) Y compris les entités ad-hoc et CDOs.

(b) AXA Japon clôture ses comptes annuels au 30 septembre. Selon les principes IFRS, les états financiers de la filiale doivent être ajustés pour refléter les événements significatifs qui auraient été constatés en cas de date de clôture conforme à celle du Groupe AXA. Les comptes 2008 d'AXA Japon ont ainsi été ajustés d'une perte provisionnelle de 106 millions d'euros, qui reflète principalement l'impact de la poursuite de l'élargissement des spreads de crédit liés à l'activité d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement a été repris en 2009.

Note 4 : Actifs et Passifs disponibles à la vente

4.1. Australie et Nouvelle-Zélande

Le 8 novembre 2009, AXA a annoncé une offre au conseil d'administration d'AXA APH, par laquelle AXA a proposé d'acquérir 100% des activités en Asie d'AXA APH, et AMP 100% des activités en Australie et Nouvelle-Zélande dans le cadre d'un accord d'exclusivité.

Le 9 novembre 2009, le comité des administrateurs indépendants d'AXA APH a rejeté cette offre conjointe. Le 13 décembre 2009, AXA a annoncé qu'une offre révisée a été conjointement soumise au comité des administrateurs indépendants d'AXA APH.

Le 17 décembre 2009, ledit comité des administrateurs indépendants a rejeté l'offre révisée. A cette même date, AXA a pris acte de l'offre faite par National Australia Bank Limited (NAB), qui avait été recommandée par le comité des administrateurs indépendants d'AXA APH.

Le 30 mars 2010, AXA a conclu à un accord avec NAB et AXA APH, sous réserve des principales autorisations ou absence d'objections de l'autorité de la concurrence australienne (ACCC) et d'autres autorités réglementaires australiennes et néo-zélandaises.

Le 19 avril 2010, AXA a pris acte de la décision de l'autorité de la concurrence australienne de s'opposer à l'offre de NAB pour l'acquisition d'AXA APH et de ne pas s'opposer à toute offre d'acquisition de la part d'AMP. AXA a également pris note de l'annonce par NAB d'une revue de la décision de l'ACCC et de l'annonce d'AMP indiquant le maintien de son intérêt pour une transaction potentielle avec AXA APH.

Le 1er juin 2010, AXA, AXA APH et NAB ont convenu de prolonger jusqu'au 15 juillet 2010 inclus la période accordée à NAB pour répondre aux inquiétudes soulevées par l'ACCC. AXA comprend que NAB continue d'étudier ses options quant aux objections de l'« ACCC ».

Le 19 juillet AXA, AXA APH et NAB ont convenu de prolonger jusqu'au 31 août 2010 inclus la période accordée à NAB pour répondre aux inquiétudes soulevées par l'autorité de la concurrence australienne (« ACCC »). Les trois sociétés ont aussi prolongé la date d'approbation par les actionnaires et la cour de justice de la transaction proposée du 31 octobre 2010 au 31 janvier 2011.

Les actifs (incluant les écarts d'acquisition) et les passifs des activités en Australie et Nouvelle Zélande sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente distinctement des autres actifs et passifs dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010. Cette classification s'appliquait déjà au 31 décembre 2009. AXA SA a également enregistré une charge d'impôt différé de 145 millions d'euros, dont 141 millions d'euros enregistrés au 31 décembre 2009 et 4 millions d'euros enregistrés au 30 juin 2010, relative à la différence temporaire entre la valeur consolidée et la base taxable des titres qu'elle détient.

Au 30 juin 2010, 93 millions d'euros étaient comptabilisés en produits et charges enregistrés sur la période et -8 millions en réserves liées à la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente, contre respectivement, 332 millions d'euros et 0,3 million d'euros au 31 décembre 2009.

Les principales classes d'actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle Zélande reclassés en actifs et passifs destinés à la vente (les montants sont présentés nets des transactions intra-groupe avec les autres entités AXA) sont les suivantes:

	<i>(En millions d'euros)</i>	
	30 juin 2010	31 décembre 2009
Ecarts d'acquisition	593	536
Autres immobilisations incorporelles	626	571
Placements	8.933	7.957
Autres actifs	1.669	2.131
TOTAL ACTIFS DESTINES A LA VENTE	11.820	11.195

(En millions d'euros)

	30 juin 2010	31 décembre 2009
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	9.287	8.694
Provisions pour risques et charges	172	151
Autres passifs	759	754
TOTAL PASSIFS DESTINES A LA VENTE	10.218	9.599

4.2. Royaume-Uni

Le 24 juin 2010, AXA a annoncé avoir conclu un accord avec Résolution Ltd pour lui céder une partie des activités suivantes basées au Royaume-Uni : vie et retraite traditionnelles, prévoyance et retraite collective distribuées par des conseillers financiers indépendants et rentes ; le tout pour un prix global de vente de 3,3 milliards d'euros.

Le prix de 3,3 milliards d'euros comprend 2,7 milliards d'euros en numéraire et 0,6 milliard d'euros en titres de paiement différé séniors émis par Resolution Ltd au profit d'AXA, avec un coupon effectif de 6,5% par an remboursable par tranche sur 8 ans (durée de 4 ans).

La transaction annoncée fait apparaître une perte exceptionnelle de -1,5 milliards d'euros sur les états financiers au 30 juin 2010, provenant principalement des dépréciations d'actifs incorporels, dont -0,8 milliard d'euros sur écarts d'acquisition et -0,6 milliards d'euros nets de taxes relatifs à d'autres actifs incorporels ainsi que -0,1 milliard de coûts relatifs à l'opération.

Au 30 juin 2010, -35 millions d'euros étaient comptabilisés en réserves liées à la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente.

Les actifs (incluant les écarts d'acquisition) et les passifs des activités du Royaume-Uni comprises dans la transaction sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente distinctement des autres actifs et passifs dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010.

Les principales classes d'actifs et passifs des activités du Royaume-Uni reclassés en actifs et passifs destinés à la vente (les montants sont présentés nets des transactions intra-groupe avec les autres entités AXA) sont les suivantes:

(En millions d'euros)

	30 juin 2010
Ecarts d'acquisition	120
Autres immobilisations incorporelles	1.043
Placements	63.254
Autres actifs	2.785
TOTAL ACTIFS DESTINES A LA VENTE	67.203

(En millions d'euros)

	30 juin 2010
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	63.698
Provisions pour risques et charges	50
Autres passifs	1.365
TOTAL PASSIFS DESTINES A LA VENTE	65.114

Note 5 : Placements

Certains actifs immobiliers de placement (cf. note 1), actifs disponibles à la vente, détenus à des fins de transaction, comptabilisés à la juste valeur par résultat et tous les dérivés, sont évalués à la juste valeur dans les états financiers. Cette note décrit la juste valeur de ces actifs ainsi que celle des actifs immobiliers et financiers comptabilisés au coût amorti. Les principes de comptabilisation à la juste valeur sont détaillés dans les notes 5.2 (immobilier de placement) et 5.5 (placements financiers comptabilisés à la juste valeur).

5.1. Décomposition des placements

Chaque ligne de placements est présentée nette de l'effet des dérivés de couverture (IAS 39) et dérivés de couverture économique qui n'entrent pas dans une relation de couverture au sens d'IAS 39. Seuls les dérivés de macro couverture et autres dérivés sont présentés séparément.

(En millions d'euros)

	30 juin 2010 (a)								
	Activité assurance			Secteur bancaire et autres activités			Total		
	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)
Immobilier de placement comptabilisé au coût amorti	18.041	14.264	2,60%	3.127	2.514	27,23%	21.168	16.778	3,01%
Immobilier de placement comptabilisé à la juste valeur par résultat (b)	1.064	1.064	0,19%	-	-	-	1.064	1.064	0,19%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilier de placement	19.105	15.327	2,80%	3.127	2.514	27,23%	22.232	17.842	3,20%
Obligations détenues jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations disponibles à la vente	306.750	306.750	55,97%	5.393	5.393	58,41%	312.143	312.143	56,01%
Obligations comptabilisées à la juste valeur par résultat (b)	30.073	30.073	5,49%	116	116	1,26%	30.189	30.189	5,42%
Obligations détenues à des fins de transaction	491	491	0,09%	329	329	3,57%	820	820	0,15%
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	1.774	1.808	0,33%	-	-	-	1.774	1.808	0,32%
Obligations	339.087	339.122	61,88%	5.839	5.839	63,23%	344.926	344.960	61,90%
Actions disponibles à la vente	15.648	15.648	2,86%	2.344	2.344	25,39%	17.992	17.992	3,23%
Actions comptabilisées à la juste valeur par résultat (b)	4.566	4.566	0,83%	329	329	3,57%	4.895	4.895	0,88%
Actions détenues à des fins de transaction	30	30	0,01%	-	-	-	30	30	0,01%
Actions	20.244	20.244	3,69%	2.674	2.674	28,95%	22.918	22.918	4,11%
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	6.197	6.197	1,13%	204	204	2,21%	6.401	6.401	1,15%
Fonds d'investissement non contrôlés comptabilisés à la juste valeur par résultat (b)	2.563	2.563	0,47%	95	95	1,03%	2.658	2.658	0,48%
Fonds d'investissement non contrôlés détenus à des fins de transaction	117	117	0,02%	376	376	4,07%	493	493	0,09%
Fonds d'investissement non contrôlés	8.877	8.877	1,62%	675	675	7,31%	9.552	9.552	1,71%
Autres placements comptabilisés à la juste valeur par résultat détenus par des fonds d'investissement contrôlés	6.908	6.908	1,26%	0	0	0,00%	6.909	6.909	1,24%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	(168)	(168)	-0,03%	(3.500)	(3.500)	-37,91%	(3.668)	(3.668)	-0,66%
Placements financiers	374.948	374.982	68,42%	5.687	5.687	61,59%	380.635	380.669	68,31%
Prêts détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts disponibles à la vente	753	753	0,14%	-	-	-	753	753	0,14%
Prêts comptabilisés à la juste valeur par résultat (b)	0	0	0,00%	0	0	0,00%	0	0	0,00%
Prêts détenus à des fins de transaction	-	-	-	7	7	0,07%	7	7	0,00%
Prêts hypothécaires	16.574	15.773	2,88%	2	2	0,02%	16.576	15.775	2,83%
Autres prêts (c)	11.059	10.911	1,99%	1.001	996	10,78%	12.060	11.906	2,14%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	-	-	-	28	28	0,30%	28	28	0,00%
Prêts	28.386	27.437	5,01%	1.037	1.032	11,18%	29.424	28.469	5,11%
Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	130.306	130.306	23,78%				130.306	130.306	23,38%
PLACEMENTS	552.746	548.053	100,00%	9.852	9.234	100,00%	562.597	557.286	100,00%
Placements (hors ceux représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré)	422.439	417.746	76,22%						
Vie, Epargne, Retraite	357.645	353.639	64,53%						
Domages	55.955	55.268	10,08%						
Assurance Internationale	8.839	8.839	1,61%						

(a) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(b) Utilisation de l'option Juste Valeur.

(c) Inclut notamment les prêts aux assurés.

(En millions d'euros)

	31 décembre 2009								
	Activité assurance			Secteur bancaire et autres activités			Total		
	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)
Immobilier de placement comptabilisé au coût amorti	16.919	13.406	2,39%	2.896	2.456	19,93%	19.815	15.863	2,77%
Immobilier de placement comptabilisé à la juste valeur par résultat (a)	2.197	2.197	0,39%	-	-	-	2.197	2.197	0,38%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilier de placement	19.116	15.603	2,79%	2.896	2.456	19,93%	22.011	18.059	3,16%
Obligations détenues jusqu'à leur échéance	0	-	-	-	-	-	0	-	-
Obligations disponibles à la vente	275.487	275.487	49,19%	4.352	4.352	35,31%	279.839	279.839	48,89%
Obligations comptabilisées à la juste valeur par résultat (a)	43.606	43.606	7,79%	84	84	0,68%	43.690	43.690	7,63%
Obligations détenues à des fins de transaction	490	490	0,09%	450	450	3,65%	940	940	0,16%
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	1.758	1.804	0,32%	-	-	-	1.758	1.804	0,32%
Obligations	321.341	321.387	57,39%	4.886	4.886	39,65%	326.228	326.274	57,01%
Actions disponibles à la vente	15.212	15.212	2,72%	2.730	2.730	22,16%	17.943	17.943	3,13%
Actions comptabilisées à la juste valeur par résultat (a)	10.329	10.329	1,84%	216	216	1,76%	10.546	10.546	1,84%
Actions détenues à des fins de transaction	27	27	0,00%	251	251	2,03%	278	278	0,05%
Actions	25.569	25.569	4,57%	3.197	3.197	25,95%	28.766	28.766	5,03%
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	5.588	5.588	1,00%	153	153	1,24%	5.741	5.741	1,00%
Fonds d'investissement non contrôlés comptabilisés à la juste valeur par résultat (a)	2.096	2.096	0,37%	84	84	0,68%	2.181	2.181	0,38%
Fonds d'investissement non contrôlés détenus à des fins de transaction	71	71	0,01%	-	-	-	71	71	0,01%
Fonds d'investissement non contrôlés	7.755	7.755	1,38%	237	237	1,93%	7.993	7.993	1,40%
Autres placements comptabilisés à la juste valeur par résultat détenus par des fonds d'investissement contrôlés	9.350	9.350	1,67%	7	7	0,05%	9.357	9.357	1,63%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	(294)	(294)	-0,05%	634	634	5,15%	340	340	0,06%
Placements financiers	363.722	363.768	64,96%	8.962	8.962	72,72%	372.684	372.730	65,12%
Prêts détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts disponibles à la vente	749	749	0,13%	-	-	-	749	749	0,13%
Prêts comptabilisés à la juste valeur par résultat (a)	0	0	0,00%	-	-	-	0	0	0,00%
Prêts détenus à des fins de transaction	-	-	-	8	8	0,06%	8	8	0,00%
Prêts hypothécaires	14.600	14.186	2,53%	2	2	0,02%	14.602	14.188	2,48%
Autres prêts (b)	10.366	10.264	1,83%	867	865	7,02%	11.233	11.129	1,94%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	-	-	-	31	31	0,25%	31	31	0,01%
Prêts	25.715	25.199	4,50%	908	906	7,35%	26.623	26.104	4,56%
Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	155.457	155.457	27,76%				155.457	155.457	27,16%
PLACEMENTS	564.010	560.027	100,00%	12.765	12.323	100,00%	576.775	572.350	100,00%
Placements (hors ceux représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré)	408.553	404.570	72,24%						
Vie, Epargne, Retraite	347.023	343.644	61,36%						
Dommages	53.291	52.680	9,41%						
Assurance Internationale	8.240	8.246	1,47%						

(a) Utilisation de l'option Juste Valeur.

(b) Inclut notamment les prêts aux assurés.

5.2. Immobilier de placement

L'immobilier de placement comprend les immeubles détenus en direct et par l'intermédiaire de sociétés immobilières consolidées.

La valeur au bilan et la juste valeur de l'immobilier de placement au coût amorti, hors impact de tous les dérivés, se décomposent comme suit :

(En millions d'euros)

	30 Juin 2010 (a)					31 décembre 2009 (a)				
	Valeur brute	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur brute	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur
Immobilier de placement comptabilisé au coût amorti										
Activité assurance	16.198	(1.487)	(447)	14.264	18.041	15.199	(1.396)	(430)	13.373	16.886
Secteur bancaire et autres activités	2.920	(176)	(230)	2.514	3.127	2.883	(200)	(227)	2.456	2.896
Total toutes activités	19.118	(1.663)	(677)	16.778	21.168	18.082	(1.596)	(657)	15.829	19.781

(a) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

La valeur de marché des immeubles résulte en général de l'évaluation d'un expert externe basée sur une approche multicritère et selon une fréquence et des modalités souvent fixées par la réglementation locale en vigueur.

Tableau de variation des provisions pour dépréciation et amortissements cumulés de l'immobilier de placement au coût amorti – toutes activités :

(En millions d'euros)

	Provisions pour dépréciation de l'immobilier de placement		Amortissements cumulés de l'immobilier de placement	
	30 juin 2010 (a)	31 décembre 2009 (a)	30 juin 2010 (a)	31 décembre 2009 (a)
Solde à l'ouverture	657	250	1.596	1.484
Dotations de l'exercice	19	483	111	255
Reprise suite à cession	(0)	(3)	(4)	(117)
Reprise suite à revalorisation	(9)	(48)		
Autres variations (b)	9	(25)	(40)	(26)
Solde à la clôture	677	657	1.663	1.596

(a) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(b) Correspond principalement aux changements de périmètre et à l'impact de la variation de change.

5.3. Plus ou moins-values latentes sur placements financiers

Hors effet de tout dérivé, la décomposition des plus ou moins-values latentes sur les placements financiers non déjà prises en compte en résultat se présente comme suit :

(En millions d'euros)

ASSURANCE	30 juin 2010 (a)					31 décembre 2009 (a)				
	Coût amorti (b)	Juste valeur	Valeur au bilan (c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Coût amorti (b)	Juste valeur	Valeur au bilan (c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Obligations disponibles à la vente	291.356	305.642	305.642	19.519	5.232	266.931	274.530	274.530	12.169	4.569
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	1.808	1.774	1.808	14	49	1.804	1.758	1.804	12	58
Actions disponibles à la vente	11.157	14.571	14.571	3.760	346	10.539	14.789	15.250	4.390	140
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	5.456	6.175	6.175	1.097	378	5.005	5.595	5.595	899	310

(a) Les actifs et passifs des activités en Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(b) Net de dépréciation – y compris surcote-décote et amortissement cumulé.

(c) Nette de dépréciations, ces dernières étant détaillées en note 5.4.

(En millions d'euros)

AUTRES ACTIVITES	30 juin 2010 (a)					31 décembre 2009 (a)				
	Coût amorti (b)	Juste valeur	Valeur au bilan (c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Coût amorti (b)	Juste valeur	Valeur au bilan (c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Obligations disponibles à la vente	5.633	5.437	5.437	36	232	4.567	4.344	4.344	16	239
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions disponibles à la vente	2.897	3.098	3.098	201	0	2.938	3.125	2.664	188	1
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	204	204	204	0	-	153	153	153	1	0

(a) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(b) Net de dépréciation – y compris surcote-décote et amortissement cumulé.

(c) Nette de dépréciations, ces dernières étant détaillées en note 5.4.

(En millions d'euros)

TOTAL	30 juin 2010 (a)					31 décembre 2009 (a)				
	Coût amorti (b)	Juste valeur	Valeur au bilan (c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Coût amorti (b)	Juste valeur	Valeur au bilan (c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Obligations disponibles à la vente	296.989	311.079	311.079	19.555	5.464	271.498	278.875	278.875	12.184	4.807
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	1.808	1.774	1.808	14	49	1.804	1.758	1.804	12	58
Actions disponibles à la vente	14.054	17.669	17.669	3.961	346	13.477	17.915	17.915	4.578	141
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	5.660	6.380	6.380	1.097	378	5.158	5.748	5.748	900	310

(a) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(b) Net de dépréciation – y compris surcote-décote et amortissement cumulé.

(c) Nette de dépréciations, ces dernières étant détaillées en note 5.4.

Se référer également au tableau 5.4.1 : Décomposition de la valeur dans l'état de la situation financière des placements sujets à dépréciation.

5.4. Placements financiers sujets à dépréciation

5.4.1. Décomposition de la valeur dans l'état de la situation financière des placements sujets à dépréciation – Toutes activités (hors immobilier de placement)

Chaque ligne est présentée nette de l'effet des dérivés de couverture (IAS 39) et dérivés de couverture économique mais n'entrant pas dans une relation de couverture au sens de IAS 39 (hors dérivés de macro couverture et autres dérivés).

(En millions d'euros)

	30 juin 2010 (a)					31 décembre 2009 (a)				
	Valeur avant dépréciation et revalorisation à la juste valeur (b)	Dépréciation	Valeur après dépréciation et avant revalorisation à la juste valeur (c)	Revalorisation à la juste valeur	Valeur dans le bilan	Valeur avant dépréciation et revalorisation à la juste valeur (b)	Dépréciation	Valeur après dépréciation et avant revalorisation à la juste valeur (c)	Revalorisation à la juste valeur	Valeur dans le bilan
Obligations disponibles à la vente	299.211	(1.425)	297.786	14.357	312.143	274.000	(1.551)	272.449	7.390	279.839
Obligations (au coût amorti) non cotées dans un marché actif	1.808	-	1.808	-	1.808	1.804	-	1.804	-	1.804
Obligations	301.019	(1.425)	299.594	14.357	313.951	275.804	(1.551)	274.253	7.390	281.643
Actions disponibles à la vente	17.639	(3.462)	14.178	3.815	17.992	17.137	(3.659)	13.478	4.464	17.943
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	6.682	(1.001)	5.682	719	6.401	6.229	(1.077)	5.152	589	5.741
Prêts détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts disponibles à la vente	813	(17)	796	(43)	753	818	(17)	801	(53)	749
Prêts hypothécaires	15.828	(35)	15.792	(18)	15.775	14.215	(23)	14.193	(5)	14.188
Autres prêts (d)	11.899	(33)	11.866	40	11.906	11.113	(33)	11.080	49	11.129
Prêts	28.540	(85)	28.455	(21)	28.434	26.147	(73)	26.074	(9)	26.066
TOTAL	353.881	(5.972)	347.908	18.870	366.779	325.318	(6.360)	318.958	12.435	331.393

(a) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(b) Correspond à la valeur des actifs y compris impact éventuel de la surcote/décote et des intérêts courus non échus, mais avant éventuelle dépréciation et revalorisation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente.

(c) Correspond à la valeur des actifs y compris dépréciation, surcote/décote et intérêts courus non échus, mais avant revalorisation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente.

(d) Y compris avances aux assurés.

5.4.2. Tableau de variation des provisions pour dépréciation des placements – Toutes activités (hors immobilier de placement)

(En millions d'euros)

	1er janvier 2010	Dotation de l'exercice	Reprise suite à cession ou remboursement	Reprise suite à revalorisation	Autres variations (a)	30 juin 2010 (b)
Provisions sur obligations	1.551	138	(280)	(42)	58	1.425
Provisions sur actions	3.659	362	(708)	-	150	3.462
Provisions sur fonds d'investissement non contrôlés	1.077	48	(192)	-	68	1.001
Provisions sur prêts	73	20	(3)	(5)	0	85
TOTAL	6.360	567	(1.184)	(47)	277	5.972

(a) Principalement changements de périmètre et effets des variations de change.

(b) Les actifs et passifs des activités en Australie et Nouvelle-Zélande ainsi qu'une partie des activités Vie au Royaume-Uni sont reclassés en actifs et passifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2010 (voir note 4). Cette classification a déjà été appliquée aux activités en Australie et Nouvelle-Zélande au 31 décembre 2009.

(En millions d'euros)

	1er janvier 2009	Dotation de l'exercice	Reprise suite à cession ou remboursement	Reprise suite à revalorisation	Autres variations (a)	31 décembre 2009
Provisions sur obligations	1.389	746	(549)	(28)	(6)	1.551
Provisions sur actions	5.019	856	(2.079)	-	(136)	3.659
Provisions sur fonds d'investissement non contrôlés	834	386	(156)	-	13	1.077
Provisions sur prêts	66	51	(10)	(9)	(25)	73
TOTAL	7.307	2.038	(2.794)	(38)	(154)	6.360

(a) Principalement changements de périmètre et effets des variations de change.

5.5. Placements financiers comptabilisés en juste valeur

Les montants sont présentés hors effet des dérivés et hors fonds d'investissement comptabilisés par mise en équivalence.

Parmi les placements financiers comptabilisés en juste valeur dans les états financiers, hors effet des dérivés, fonds d'investissement consolidés par mise en équivalence et placements représentant les contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré (381,7 milliards d'euros¹ au 30 juin 2010 contre 371,3 milliards d'euros au 31 décembre 2009) :

- 265,1 milliards d'euros² ont été mesurés par référence à un marché actif (1) (235,4 milliards d'euros à fin 2009) i.e. niveau 1, et
- 116,6 milliards d'euros³ sont relatifs à des actifs non cotés sur un marché actif – pas de marchés actifs (2) (135,8 milliards d'euros à fin 2009) i.e. niveau 2 et 3.

(1) Les justes valeurs sont mesurées directement par référence à un marché actif correspondent à des prix qui sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service de cotation ou d'une agence réglementaire et si les prix en question sont représentatifs de transactions effectives et régulières intervenant dans des conditions de concurrence normale, en d'autres termes si le marché est toujours actif.

(2) Les justes valeurs mesurées par des techniques de valorisation comprennent :

- des valeurs fournies à la demande du Groupe par des services de cotation qui ne sont pas publiquement disponibles, ou des valeurs fournies par des tiers, déjà aisément disponibles mais concernant des actifs dont le marché n'est pas toujours actif, et
- des actifs évalués grâce à des techniques de valorisation intégrant un degré variable d'hypothèses étayées par des transactions de marché et des données observables. Le montant des actifs dont la juste valeur est déterminée en tout ou en partie en ayant recours à des techniques de valorisation reposant sur des hypothèses qui ne sont pas confirmées par des prix constatés sur des transactions de marché courantes et qui ne s'appuient pas sur des données observables (niveau 3) s'élèvent à 10,0 milliards d'euros (en incluant une revue de la part des données observables utilisées lorsque ces valorisations font appel à des cotations externes).

Au 30 juin, 2010, certaines obligations émises par le secteur privé ont été reclassées du niveau 2 au niveau 1 suite au resserrement observé des spreads « bid / ask », reflétant un accroissement de la liquidité pour ces actifs. Les obligations émises par certains Etats (Espagne, Grèce, Irlande, et Portugal) ont été reclassées de niveau 1 au niveau 2 du fait d'une plus grande illiquidité pour ces actifs.

¹ Les actifs relatifs à la partie des activités Vie au Royaume-Uni reclassées en actifs destinés à la vente s'élèvent à 25,0 milliards d'euros

² Les actifs relatifs à la partie des activités Vie au Royaume-Uni reclassées en actifs destinés à la vente s'élèvent à 18,6 milliards d'euros

³ Les actifs relatifs à la partie des activités Vie au Royaume-Uni reclassées en actifs destinés à la vente s'élèvent à 6,4 milliards d'euros

Note 6 : Capitaux propres et intérêts minoritaires

6.1. Incidence des opérations avec les actionnaires

L'état consolidé des variations de capitaux propres est présenté dans les états financiers consolidés à la suite de l'amendement IAS 1 tel que décrit dans la note 1.

6.1.1. Variation des capitaux propres part du Groupe au cours du premier semestre 2010

a) Capital et primes d'émission

Au cours du premier semestre 2010, les opérations suivantes ont eu une incidence sur le capital et les primes d'émission :

- Paiements en actions pour 23 millions d'euros
- Moins-values réalisées sur le titre AXA pour 18 millions d'euros

b) Titres d'autocontrôle

Au 30 juin 2010, la Société et ses filiales détiennent environ 27 millions de titres AXA ce qui représente 1,2% du capital. Ce nombre d'actions détenues est en hausse de 1 million d'actions, soit 13 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009.

Au 30 juin 2010, les titres d'autocontrôle et les dérivés correspondants ont une valeur nette en consolidation de 421 millions d'euros. Cette valeur comprend 0,3 million d'euros relatifs aux titres AXA détenus par les fonds d'investissement consolidés (15.492 titres) non adossés à des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.

Ce poste comprend également 96 millions d'euros de primes payées en 2007 pour des options d'achat d'actions AXA.

Au 30 juin 2010, le nombre de titres d'autocontrôle non retraités car détenus par des fonds contrôlés en représentation de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré s'élève à 2 millions pour une valeur globale historique estimée à 51 millions d'euros et une valeur de marché de 27 millions d'euros.

c) Dettes subordonnées à durée indéterminée et intérêts liés

Comme indiqué au paragraphe 1.12.2 des principes comptables, les dettes subordonnées à durée indéterminée émises par le Groupe ne sont pas qualifiées comme des passifs selon les règles IFRS.

Les dettes subordonnées à durée indéterminée sont présentées en capitaux propres pour leur valeur historique en ce qui concerne les taux d'intérêts et aux taux de clôture en ce qui concerne les taux de change, les effets de change correspondants étant annulés par écarts de conversion.

Au cours du premier semestre 2010, la variation des autres réserves s'explique par le remboursement de 33 millions d'euros de dettes subordonnées à durée indéterminée, -155 millions d'euros de charge d'intérêts (nettes d'impôt), et un impact des variations de change de +535 millions d'euros.

Aux 30 juin 2010 et 31 décembre 2009, les dettes subordonnées à durée indéterminée enregistrées en capitaux propres se décomposent comme suit :

(En millions d'euros)

	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Valeur des dettes subordonnées à durée indéterminée en devise d'émission	Valeur des dettes subordonnées à durée indéterminée en millions d'euros	Valeur des dettes subordonnées à durée indéterminée en devise d'émission	Valeur des dettes subordonnées à durée indéterminée en millions d'euros
29 octobre 2004 375 M€ taux 6,0%	375	375	375	375
22 décembre 2004 250 M€ taux 6,0%	250	250	250	250
25 janvier 2005 250 M€ taux 6,0%	250	250	250	250
6 juillet 2006 1000 M€ taux 5,8%	1.000	994	1.000	994
6 juillet 2006 500 M€ taux 6,7%	500	606	500	558
6 juillet 2006 350 M€ taux 6,7%	350	428	350	394
26 octobre 2006 600 M\$AUD (dont 300 M\$AUD à taux fixe 7,5%)	600	414	600	372
7 novembre 2006 150 M\$AUD taux 7,5%	150	104	150	93
14 décembre 2006 750M\$ taux 6,5%	750	608	750	518
14 décembre 2006 750M\$ taux 6,4%	750	608	750	518
05 octobre 2007 750 M€ taux 6.2 %	750	746	750	746
16 octobre 2007 700 M £ taux 6.8 %	700	854	700	786
Dettes subordonnées à durée indéterminée à taux variables en EUR	660	660	693	693
Dettes subordonnées à durée indéterminée 3,3% en JPY	27.000	248	27.000	203
Dettes subordonnées à durée indéterminée (dont 500M\$USD à taux fixe 7,1%) en USD	875	713	875	607
Sous total Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	7.859	-	7.357
Composante « capitaux propres » des obligations convertibles (2017)	95	95	95	95
TOTAL	-	7.954	-	7.451

Les dettes subordonnées enregistrées en capitaux propres présentées dans le tableau ci-dessus incluent également les intérêts net cumulés d'une valeur de :

- -1.398 millions d'euros au 30 juin 2010, soit un total de 6.556 millions d'euros,
- -1.243 millions d'euros au 31 décembre 2009, soit un total de 6.208 millions d'euros.

Certains de ces instruments sont souvent assortis:

- d'options de remboursement anticipé (calls) dont l'exercice est contrôlé par le Groupe, et qui donnent à AXA la possibilité de rembourser le principal par anticipation, sans pénalité, à certaines dates,
- de clauses de majoration d'intérêts (step-up) à partir de certaines dates.

d) *Dividendes versés*

L'Assemblée Générale du 29 avril 2010 a décidé la distribution d'un dividende de 1.259 millions d'euros au titre de l'exercice 2009.

6.1.2. Variation des capitaux propres part du Groupe au cours du premier semestre 2009

a) *Capital et primes d'émission*

Au cours du premier semestre 2009, les opérations suivantes ont eu une incidence sur le capital et les primes d'émission :

- Paiements en actions pour 38 millions d'euros
- Moins-values réalisées sur le titre AXA pour 14 millions d'euros

b) *Titres d'autocontrôle*

Au 30 juin 2009, la Société et ses filiales détiennent environ 28 millions de titres AXA, représentant 1,3% du capital avec une diminution de 1,7 million d'actions, soit 26 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008.

Au 30 juin 2009, les titres d'autocontrôle et les dérivés correspondants ont une valeur nette en consolidation de 425 millions d'euros. Cette valeur comprend 2,1 millions d'euros relatifs aux titres AXA détenus par les fonds d'investissement consolidés (0,1 million de titres) non adossés à des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.

Ce poste comprend également 96 millions d'euros de primes payées en 2007 pour des options d'achat d'actions AXA.

Au 30 juin 2009, le nombre de titres d'autocontrôle non retraités car détenus par des fonds contrôlés en représentation de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré s'élève à 2,6 millions pour une valeur globale historique estimée à 53 millions d'euros et une valeur de marché de 35 millions d'euros.

c) *Dettes perpétuelles à durée indéterminée et intérêt liés*

Au cours du premier semestre 2009, la variation des autres réserves s'explique par -126 millions d'euros de remboursement de dettes perpétuelles à durée indéterminée, -149 millions d'euros de charge d'intérêts sur dettes perpétuelles (nettes d'impôt), et un impact des variations de change du semestre de +213 millions d'euros.

d) *Dividendes versés*

L'Assemblée Générale du 30 avril 2009 a décidé la distribution d'un dividende de 836 millions d'euros au titre de l'exercice 2008.

6.2. *Produits et charges reconnus sur la période*

L'état consolidé des produits et charges reconnus sur la période, présenté dans les états financiers consolidés, comprend, au-delà du résultat de la période, la réserve de plus et moins-values latentes des titres disponibles à la vente, la réserve liée aux écarts de conversion et les pertes et gains actuariels relatifs aux engagements de retraite.

6.2.1. Produits et charges reconnus au cours du premier semestre 2010

a) *Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres*

La variation des réserves de plus-values latentes sur actifs disponibles à la vente, soit +1.177 millions d'euros (nettes part du Groupe), est principalement constatée aux États-Unis (+448 millions d'euros), en France (+263 millions d'euros), en Belgique (+209 millions d'euros) et en Allemagne (+192 millions d'euros).

L'augmentation des plus-values latentes brutes sur actifs disponibles à la vente s'élève à 6.031 millions d'euros, et se rapporte principalement aux obligations (+6.714 millions d'euros) suite à la baisse des taux, partiellement compensée par une diminution de 822 millions d'euros sur les actions.

La réconciliation entre les plus et moins-values latentes brutes sur les placements financiers disponibles à la vente et la réserve correspondante en capitaux propres se décompose comme suit :

(En millions d'euros)

	30 juin 2010	31 décembre 2009
Plus ou moins-values latentes brutes (a)	18.383	12.352
Diminuées des plus ou moins-values latentes attribuables à :		
Impact de la comptabilité reflet relative à la participation aux bénéfices (b)	(9.031)	(5.685)
Impact de la comptabilité reflet relative aux frais d'acquisition reportés (c)	(412)	(227)
Impact de la comptabilité reflet relative aux valeurs de portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquies	(414)	(369)
Plus ou moins-values latentes nettes des éléments attribuables (avant impôt)	8.525	6.071
Impôts différés	(2.257)	(1.395)
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt (100%) - actifs disponibles à la vente	6.268	4.676
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt (100%) - sociétés mises en équivalence (d)	(0)	11
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt (100%) - Total	6.267	4.687
Part des intérêts minoritaires (e)	(196)	(75)
Ecart de conversion (f)	(203)	79
Plus ou moins-values latentes nettes part du Groupe (d)	5.868	4.691

(a) Plus ou moins values latentes sur les actifs disponibles à la vente, y compris les prêts.

(b) Y compris l'impact de la comptabilité reflet relative aux passifs pour insuffisance de prime suite à la variation de juste valeur des actifs investis disponibles à la vente reconnue en capitaux propres.

(c) Montant net de l'impact de la comptabilité reflet relative aux passifs de chargements non acquis.

(d) Y compris les plus ou moins-values latentes sur les actifs destinés à la vente.

(e) Y compris les écarts de conversion relatifs aux intérêts minoritaires.

(f) Part du Groupe.

(En millions d'euros)

	June 30, 2010		
	France Vie, Epargne, Retraite	Allemagne Vie, Epargne, Retraite	Suisse Vie, Epargne, Retraite
Plus ou moins-values latentes brutes (a)	7.162	1.791	2.085
Diminuées des plus ou moins-values latentes attribuables à :			
Impact de la comptabilité reflet relative à la participation aux bénéfices (b)	(4.682)	(1.553)	(1.083)
Impact de la comptabilité reflet relative aux frais d'acquisition reportés (c)	(127)	-	(3)
Impact de la comptabilité reflet relative aux valeurs de portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquies	(40)	-	(29)
Plus ou moins-values latentes nettes des éléments attribuables (avant impôt)	2.313	238	970
Impôts différés	(346)	(72)	(204)
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt (100%) - actifs disponibles à la vente	1.968	166	766
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt (100%) - sociétés mises en équivalence	4	-	-
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt (100%) - Total	1.972	166	766
Parts des intérêts minoritaires (d)	(5)	0	-
Ecart de conversion (e)	-	-	(96)
Plus ou moins-values latentes nettes part du Groupe	1.967	166	671

(a) Plus ou moins values latentes sur les actifs disponibles à la vente, y compris les prêts.

(b) Y compris l'impact de la comptabilité reflet relative aux passifs pour insuffisance de prime suite à la variation de juste valeur des actifs investis disponibles à la vente reconnue en capitaux propres.

(c) Montant net de l'impact de la comptabilité reflet relative aux passifs de chargements non acquis.

(d) Y compris les écarts de conversion relatifs aux intérêts minoritaires.

(e) Part du Groupe.

L'évolution des réserves liées aux variations de juste valeur des actifs au cours du premier semestre 2010 et de l'exercice 2009 se décompose comme suit :

(En millions d'euros)

	30 juin 2010	31 décembre 2009
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt à 100% à l'ouverture de la période	4.687	(443)
Transfert dans le résultat de l'exercice (a)	(627)	(214)
Réévaluation de la période à la juste valeur par les réserves et mouvements sur les actifs investis acquis sur la période	1.889	5.538
Effet des variations de change	332	(56)
Effet des variations de périmètre et autres variations	(14)	(139)
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt à 100% à la clôture de la période	6.267	4.687

(a) Transferts de produits suite aux cessions, aux reprises de provisions pour dépréciation suite à revalorisation, ou de charges suite aux dotations de provisions pour dépréciation, ainsi que les variations relatives aux surcotes/décotes d'obligations.

b) Ecart de conversion

L'impact total des variations de change est de +2.025 million d'euros (la part du groupe est de +1.613 millions d'euros).

L'impact des variations de change, part de groupe, (soit +1.613 millions d'euros) est principalement dû aux États-Unis (+1.570 millions d'euros), au Japon (+979 millions d'euros), à la Suisse (+786 millions d'euros) et au Royaume-Uni (+354 millions d'euros), partiellement compensé par la Société (-2.733 millions d'euros liés à la variation de la valeur des couvertures de change mises en place pour couvrir les investissements nets à l'étranger).

c) Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite

Au premier semestre 2010, l'impact total des pertes et gains actuariels relatifs aux engagements de retraite est de -487 millions d'euros part du Groupe, principalement dû à la baisse des taux d'escompte principalement au Royaume-Uni (-335 millions d'euros) et aux États-Unis (132 millions d'euros), partiellement compensée par une baisse des taux d'inflation long terme au Royaume-Uni.

6.2.2. Produits et charges reconnus au cours du premier semestre 2009**a) Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres**

La variation des réserves de plus et moins-values latentes sur actifs disponibles à la vente, soit +963 millions d'euros (nettes part du Groupe), est principalement constatée sur la Société (+535 millions d'euros) et les États-Unis (+501 millions d'euros), partiellement compensée par la France (-215 millions d'euros).

La réduction des plus et moins-values latentes brutes sur actifs disponibles à la vente s'élève à -441 millions d'euros, et se rapporte principalement aux obligations (-1.652 millions d'euros), consécutivement aux hausses des taux d'intérêts longs. Cette évolution n'est que partiellement compensée par une augmentation des plus-values latentes brutes sur actions (+925 millions d'euros).

La réconciliation entre les plus et moins-values latentes brutes sur les placements financiers disponibles à la vente et la réserve correspondante en capitaux propres se décompose comme suit :

b) Ecart de conversion

L'impact des variations de change (+358 millions d'euros) est principalement dû au Royaume-Uni (+461 millions d'euros) et à la Société (variation de +91 millions d'euros de la valeur des couvertures de change mises en place pour couvrir les investissements nets à l'étranger (+224 millions d'euros), en partie compensée par les variations de change sur les dettes perpétuelles (-140 millions d'euros)), partiellement compensés par le Japon (-147 millions d'euros).

c) Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite

Le contributeur principal à la variation de -442 millions d'euros de pertes et gains actuariels relatifs aux engagements de retraite est le Royaume-Uni (-460 millions d'euros) principalement en raison de l'augmentation du taux d'inflation long-terme.

6.3. Variation des intérêts minoritaires

Selon les normes IFRS, les intérêts minoritaires de la plupart des fonds d'investissement contrôlés dans lesquels le Groupe investit sont des instruments remboursables au gré du porteur à la juste valeur et répondent à la définition de passifs et non de capitaux propres. Il en est de même pour les engagements de rachat inconditionnels de parts des intérêts minoritaires.

6.3.1. Au cours du premier semestre 2010

La variation de +516 millions d'euros des intérêts minoritaires à 4.209 millions d'euros est principalement due aux transactions avec les actionnaires pour -196 millions d'euros et aux produits et charges reconnus sur la période (« CI ») pour +712 millions d'euros.

Les transactions avec les actionnaires minoritaires incluent principalement les éléments suivants les dividendes versés aux

actionnaires minoritaires pour -227 millions d'euros.

Les produits et charges reconnus sur la période incluent notamment les éléments suivants :

- Résultat de la période pour +198 millions d'euros ; et
- Les variations des écarts de conversion pour +412 millions d'euros.

6.3.2. Au cours du premier semestre 2009

La variation de +321 millions d'euros des intérêts minoritaires à 3.380 millions d'euros est principalement due aux transactions avec les actionnaires (+109 millions d'euros) et aux produits et charges reconnus sur la période (« CI ») (+212 millions d'euros).

Les transactions avec les actionnaires incluent les éléments suivants:

- le dividende versé aux actionnaires minoritaires pour -103 millions d'euros ;
- d'autres mouvements, pour un total de +214 millions d'euros, incluant notamment l'augmentation de capital de AXA Asia Pacific Holdings (+247 millions d'euros), en partie compensée par le rachat d'intérêts minoritaires chez AXA Germany (-14 millions d'euros).

Les produits et charges reconnus sur la période incluent les éléments suivants :

- le résultat de la période pour 121 millions d'euros ;
- les mouvements de réserves liées aux variations de juste valeur des actifs pour +56 millions d'euros ;
- les variations des écarts de conversion pour +32 millions d'euros ; et
- les pertes et gains actuariels sur engagements de retraite pour +3 millions d'euros.

Note 7 : Dettes de financement

(En millions d'euros)

	Valeur dans le bilan	
	30 juin 2010	31 décembre 2009
AXA	7.403	5.685
Composante de dette des obligations subordonnées en Euro, 2.5%, échéance 2014	1.868	1.835
Composante de dette des obligations subordonnées en Euro, 3.75%, échéance 2017	1.333	1.306
Obligations subordonnées en Euro, échéance 2020	180	180
Obligations subordonnées en Euro, 5,25%, échéance 2040	1.300	-
Titres subordonnés remboursables (TSR) en USD, 8,6%, échéance 2030	972	820
Titres subordonnés remboursables (TSR) en GBP, 7,125%, échéance 2020	398	366
Titres subordonnés remboursables (TSR) en Euro, 6,75%, échéance 2020	1.070	1.070
Dérivés sur dettes subordonnées (a)	282	108
AXA Financial	165	141
Surplus Notes, 7,70 %, échéance 2015	163	139
MONY Life 11,25% Surplus Notes, échéance 2024	2	1
AXA Bank Europe	394	392
Obligations subordonnées perpétuelles à taux variable	394	392
AXA-MPS Vita et Danni	108	108
Obligations subordonnées au taux euribor 6 mois + 81bp	108	108
Autres dettes subordonnées d'un montant unitaire inférieur à 100 millions d'euros	45	26
DETTES SUBORDONNEES	8.115	6.352
AXA	1.892	1.859
Euro Medium Term Notes, 6%, échéances jusqu'à 2013 et BMTN	892	894
Euro Medium Term Notes, échéance 2015	1.000	1.000
Dérivés sur les dettes de financement représentés par des titres (a)	(0)	(36)
AXA Financial	676	789
Obligations Senior, 7,75%, échéance 2010	392	335
Obligations Senior, 7%, échéance 2028	284	243
Obligations Senior MONY, 8,35%, échéance 2010	-	211
AXA UK Holdings	187	173
GRE : Loan Notes, 6,625%, échéance 2023	187	173
Autres dettes de financement représentées par des titres inférieures à 100 millions d'euros	165	116
Autres dettes de financement représentées par des titres inférieure à 100 millions d'euro	146	143
Derivatives relating to other financing debts instruments issued (a)	19	(27)
DETTES DE FINANCEMENT REPRESENTEES PAR DES TITRES	2.920	2.937
AXA	822	758
Maroc	99	97
Dettes de financement envers des entreprises du secteur bancaire inférieures à 100 millions d'euros	36	66
DETTES DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES DU SECTEUR BANCAIRE	957	921
TOTAL DETTES DE FINANCEMENT	11.992	10.210

(a) Dérivés de couverture IAS 39 et dérivés de couverture économique n'entrant pas dans une relation de couverture au sens d'IAS 39.

Les dettes de financement augmentent de 1.782 millions d'euros entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010 et atteignent 11.992 millions d'euros. L'augmentation provient essentiellement de :

- i. 1.300 millions d'euros d'augmentation provenant d'une émission de dette subordonnée par AXA SA en avril 2010 ;
- ii. 174 millions d'euros d'augmentation due à la variation de juste valeur des swaps de taux ;
- iii. 398 millions d'euros d'augmentation due aux effets de change ;

en partie compensé par :

- iv. 211 millions d'euros de diminution aux Etats-Unis provenant de la maturité de la dette Senior de MONY.

Note 8 : Résultat par action

Le Groupe calcule un résultat par action et un résultat par action sur base totalement diluée :

- Le résultat par action ne tient pas compte des actions potentielles. Il est établi sur la base du nombre moyen d'actions en circulation, pondéré sur l'exercice.
- Le résultat par action sur base totalement diluée est établi en prenant en compte les actions dilutives émises au titre des plans de stock-options. L'effet de plans de stock-options sur le nombre de titres totalement dilués est retenu dans le calcul dans la mesure où celles-ci sont exerçables compte tenu du cours moyen du titre AXA dans la période.

A la suite de l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription (DPS) d'AXA au 4ème trimestre 2009, le nombre d'actions moyen a été modifié pour prendre en compte un facteur d'ajustement de 1,023. Dans le calcul du nombre moyen d'actions, le facteur d'ajustement a été appliqué aux actions existantes à la date de l'augmentation de capital, entraînant un ajustement sur le nombre moyen d'actions de 48,3 millions d'actions au 30 juin 2009. Au 30 juin 2009, le nombre total d'actions existantes était de 2.062 millions et le nombre moyen d'actions dilués de 2.133 millions.

Le résultat révisé par action prend en compte les charges d'intérêt des dettes subordonnées à durée indéterminée enregistrées en capitaux propres, hors impacts de change. Le résultat par action publié incluait les ajustements liés au change et, au 30 juin 2009, le résultat par action et le résultat dilué par action s'élevaient à 0,50 euro. L'exclusion des impacts de change reflète les couvertures mises en place, qui qualifieraient de couverture d'investissements nets à l'étranger et dont les variations de juste valeur liées seraient reconnues en réserves liées aux écarts de conversion.

		(En millions d'euros) (a)	
		30 juin 2010	30 juin 2009 (b)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		944	1.323
Charge d'intérêt des dettes perpétuelles (TSS/TSDI)		(155)	(149)
RESULTAT NET INCLUANT L'IMPACT DES DETTES PERPETUELLES	A	789	1.174
Nombre d'actions ordinaires pondéré à l'ouverture (net d'autocontrôle)		2.264	2.060
Emission d'actions hors options (c)		0	48
Exercice d'options (c)		0	0
Titres d'autocontrôle (c)		(0)	1
Rachat d'actions propres (c)		-	-
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES PONDERE	B	2.263	2.109
RESULTAT NET PAR ACTION	C = A / B	0,35	0,56
Instruments potentiellement dilutifs :			
- Stock options		3	1
- Obligations convertibles subordonnées - 8 février 2000 échéance 2017		0	0
- Obligations convertibles subordonnées - 8 février 1999 échéance 2014		0	0
- Autres		4	3
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES PONDERE APRES INTEGRATION DES INSTRUMENTS POTENTIELLEMENT DILUTIFS	D	2.271	2.113
RESULTAT NET (d)	E	789	1.174
RESULTAT NET PAR ACTION DILUE	F = E / D	0,35	0,56

(a) Excepté le nombre d'actions exprimé en millions d'unités et le résultat par action exprimé en euros par action.

(b) A la suite de l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription (DPS) d'AXA au 4ème trimestre 2009, le nombre d'actions moyen a été modifié pour prendre en compte un facteur d'ajustement de 1,023. Dans le calcul du nombre moyen d'actions, le facteur d'ajustement a été appliqué aux actions existantes à la date de l'augmentation de capital, entraînant un ajustement sur le nombre moyen d'actions de 48,3 millions d'actions au 30 juin 2009.

(c) Pondéré sur la période.

(d) Attribuable aux actions ordinaires éventuellement impactées des instruments dilutifs.

Note 9 : Evénements postérieurs à la clôture

Aucun.



réinventons / notre métier

**Attestation du /
responsable du Rapport
Financier Semestriel**



réinventons / notre métier

Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en première partie du présent Rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 5 août 2010.

M. Henri de Castries
Président Directeur Général

Responsable de l'information financière

M. Denis Duverne
Directeur Général Délégué
en charge des Finances, de la Stratégie et des Opérations



réinventons / notre métier

**Rapport des commissaires /
aux comptes sur l'information
financière semestrielle 2010**

AXA S.A.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010**

Comptes arrêtés au 30 juin 2010

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars
61, rue Henri Régnault
92075 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Aux Actionnaires de
AXA S.A.
25 avenue Matignon
75008 Paris

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2. III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AXA SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte décrit dans le rapport semestriel d'activité d'incertitude de l'environnement économique et de poursuite des effets de la crise financière, contexte similaire à celui qui prévalait à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2009. Cette situation crée encore des conditions spécifiques cette période pour la préparation des comptes semestriels, particulièrement au regard des estimations comptables. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly sur Seine et Courbevoie, le 4 août 2010

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Michel Laforce

Pierre Coll

Philippe Castagnac

Gilles Magnan